SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire
PARAIT TOUS LES DEUX MOIS

SOMMAIRE

Le Stalinisme en Allemagne Orientale, par Hugo BELL.

Machinisme et prolétariat, par Philippe GUILLAUME.

DOCUMENTS :

La reconstruction de la Société, par Ria STONE.

La vie de notre Groupe : Déclaration politique.

NOTES :

La situation internationale : Corée, fin de la « guerre froide ». — La grève aux Assurances. — Le procès Kalandra.

2e Année - AOUT-SEPTEMBRE N° 7

SOCIALISME ou BARBARIE

Paraît tous les deux mois

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU

Ph. GUILLAUME — C. MONTAL — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU

Ecrire à :

« SOCIALISME OU BARBARIE »

18, rue d'Enghien - PARIS - 10e

Règlements par mandat :

G. ROUSSEAU - C.C.P. 722.603

LE NUMERO ..... **500 francs**

ABONNEMENT UN AN (six numéros).... **100 francs**

LE STALINISME EN ALLEMAGNE ORIENTALE

Note de la rédaction : Ce texte est un fragment d'un ouvrage plus large, préparé par un camarades qui a vécu plusieurs années de cette après-guerre en Allemagne occupée, tant occidentale qu'orientale. Il contient une documentation extrêmement précieuse, et constitue certainement les descriptions les plus complètes de la bureaucratisation de l'Allemagne orientale vue du dedans. Comme tel, et bien qu'il se refuse d'adopter une position théorique systématique face au problème de la constitution de la bureaucratie, nous le publions, en pensant qu'il offre une contribution remarquable à l'étude des transformations sociales dont notre époque est le théâtre.

Un deuxième fragment du même ouvrage, formant suite à celui-ci, sera publié dans le prochain numéro de « Socialisme ou Barbarie ».

I

LE NOYAU DES STALINIENS A TOUTE EPREUVE

A la défaite allemande, en 1945, le prolétariat de Berlin et des grandes villes allemandes était loin de ressembler à celui de Paris, de Rome, ou de Milan; il était en grande partie insensibilisé politiquement et rendu amorphe par la défaite, les bombardements, la terreur. Cette image pourtant est loin d'être absolue. Bon nombre d'ouvriers de l'Allemagne orientale attendaient l'arrivée des Russes, sinon avec espoir, du moins, sans crainte : « Les Russes ce sont des ouvriers — se disaient-ils — ils ne vont pas nous faire du mal à nous ». A Berlin, dans le quartier de Wedding par exemple (le Wedding était surnommé le rouge), on voyait à quelques-unes des fenêtres des maisons encore debout, le drapeau rouge à côté du drapeau blanc de la reddition. Surtout, un peu partout, les ouvriers d'avant-garde

qui, malgré la terreur, étaient plus ou moins restés en contact sur le plan local, redevenaient actifs. A Berlin, et dans les autres villes, les batailles de rues n'étaient pas encore terminées que des groupes communistes se formaient dans les quartiers, indépendants les uns des autres. Ils portaient des noms différents suivant l'arrondissement : à Charlottenburg, c'était le Parti communiste révolutionnaire; à Wilmersdorf, le Parti communiste international. A Spandau, à Grünau et ailleurs, le Parti communiste tout court.

Tous les groupes réadoptèrent l'ancienne insigne du Parti : la faucille et le marteau. Dans certaines villes (en Thuringe par exemple) les communistes s'emparèrent des mairies. Partout dans ces groupes spontanément créés, on espérait — assez vaguement — que le moment de la révolution était venu.

Mais cet état de choses ne dura pas longtemps. Dès le premier jour étaient arrivés avec les Russes, en uniformes soviétiques, une partie des staliniens allemands émigrés à Moscou. Tout était prévu et pour chaque quartier un responsable sûr était désigné à l'avance. La première chose que fit celui-ci fut d'interdir, avec l'aide des Russes, le port de la faucille et du marteau ainsi que de dissoudre les groupes communistes formés spontanément. Ceux-ci se soumirent de mauvaise grâce. A Wilmersdorf, devant l'interdiction, le Groupe Communiste International se transforma en Comité de l'Allemagne Libre, du nom du comité existant à Moscou. Celui-ci aussi fut dissous immédiatement et comme il continua malgré tout à fonctionner semi-légalement son dirigeant fut mis en prison pour une dizaine de jours. Des cas analogues se produisirent à d'autres endroits.

En même temps les ouvriers d'avant-garde et ceux qui malgré la propagande nazie croyaient à l'armée rouge furent très vite et très durement déçus. Malheureusement, les soldats russes se comportèrent en tous points comme Goebbels l'avait prévu, et les drapeaux rouges du Wedding ne les empêchèrent pas de violer les ouvrières et de piller les logements ouvriers échappés aux bombardements. Pendant trois semaines environ régna la terreur et avec juste raison on a affirmé que le temps était venu de réadapter la vieille complainte populaire de la guerre de trente ans : « Bet Kindlein bet; morgen kommt der Schwed ». (Prie mon petit, prie; demain vient le Suédois).

Le mouvement populaire, déjà très restreint, reflua vite. En même temps les autorités soviétiques, en accord avec les staliniens de Moscou s'évertuèrent à ne pas laisser rentrer trop tôt dans les grandes villes les communistes rescapés des camps de

concentration. Ainsi, 100 à 150 rescapés allemands du camp de Brandebourg sont retenus pendant près de six semaines (du début mai à la mi-juin) dans une caserne de Spandau, dans la banlieue de Berlin.

On peut caractériser la période comprise entre le 2-3 mai (occupation totale de Berlin) et le 10 juin (ordre n° 2 du maréchal Youkow permettant la reconstitution des Partis antifascistes), comme celle où se forma le premier noyau de staliniens 100 %. Le rôle décisif fut tenu par les émigrés de Moscou. Ceux-ci n'étaient pourtant pas très nombreux (3 à 400) mais étaient généralement « très sûrs » et avaient déjà joué un rôle de direction dans le Comité de l'Allemagne Libre formé en U.R.S.S. parmi les prisonniers de guerre allemands. Avec l'aide matérielle des Russes et sous l'égide d'officiers de contrôle spécialement désignés par le commandement militaire, les émigrés de Moscou préparèrent le lancement officiel du Parti. Ils procédèrent d'abord à une sélection parmi les communistes des groupes spontanés et parmi ceux qui rentraient peu à peu des camps de concentration. Relativement peu d'éléments furent caractérisés dès le début comme comprenant la ligne et adoptés parmi les cadres du futur parti. En même temps quelques-uns parmi les émigrés staliniens de France et de Suède arrivaient à Berlin. Le 10 juin, aussitôt publié l'ordre du maréchal Youkow, parut la *Deutsche Volkszeitung*, organe du Parti communiste qui publiait dans son premier numéro un appel au peuple allemand signé par un Comité d'initiative de seize personnalités. Quelques jours après, les Comités staliniens pour Berlin et les Comités des « pays » de la zone soviétique se formaient de la même manière que le premier Comité central, par en haut et sans aucune participation libre des groupes formés spontanément. Sur les seize membres du premier Comité central, neuf arrivaient de l'U.R.S.S. C'étaient les principaux : Pieck, Ulbricht, Ackermann, Sobotka, Bechner, Hörnle, Mattern, Marthe Arendsee, Otto Winzer. Sur le restant, un venait de Suède et les autres étaient des « sélectionnés » parmi les communistes trouvés encore en liberté et parmi ceux qui sortaient des prisons et des camps de concentration. Les Comités de Berlin et des « pays » offraient des images semblables, avec peut-être une participation plus large des éléments restés en Allemagne. Tous étaient officiellement en contact avec des délégués spéciaux des autorités soviétiques. De manière très approximative on peut estimer le noyau de staliniens « sûrs » de la zone soviétique à la mi-juin 1945 à quelque deux à trois mille militants. Mais d'ores et déjà on pouvait considérer comme faisant partie en puis-

sance de ce noyau (politiquement la grande majorité était sûre) les quelques trois mille émigrés staliniens de France et d'ailleurs qui revinrent presque tous dans le courant de l'année qui suivit.

***

Le premier noyau de staliniens « dans la ligne » s'est donc formé en 1945, en dehors et contre l'initiative spontanée des ouvriers d'avant-garde. Il a été formé sous l'égide des autorités soviétiques et de la N.K.V.D. par les staliniens venus de Moscou qui eux-mêmes étaient assimilés à la bureaucratie de l'U.R.S.S. (quelques-uns parmi les pricipaux chefs avaient d'ailleurs acquis la citoyenneté soviétique). D'autres éléments furent intégrés au noyau dans la mesure où ils possédaient, ou acceptaient en tout, la manière de voir des éléments venus de Moscou. Dès le début le noyau eut sa vie et ses préoccupations propres.

Quelle était l'idéologie de ce noyau ? L'appel du 10 juin 1945 déclare formellement : « Hitler n'est pas seul coupable des crimes commis envers l'Humanité. Le peuple allemand est devenu l'instrument de Hitler et de ses maîtres impérialistes et il partage leur culpabilité ». Et plus loin : « Nous autres communistes allemands, nous proclamons que nous nous sentons coupables aussi. » La conclusion est que l'ensemble du peuple allemand doit payer des réparations. Ensuite : « Nous considérons comme erronée à l'égard de l'Allemagne l'introduction du régime soviétique, car elle ne correspond pas aux conditions de l'évolution de l'Allemagne au moment présent. »

Plus tard cette idéologie se précise. Buchwitz, chef du S.E.D. de Saxe, déclare su'il « se félicite que la production des Sociétés Anonymes Soviétiques va en U.R.S.S. car la Russie doit être prête contre les fauteurs de guerre impérialistes. » De même : « les démontages dans la zone orientale sont justifiés, car le pays contre qui on prépare la guerre doit organiser sa sécurité. » (Kurier du 17-10-1947). Les démontages de rails de chemin de fer ne sont pas moins justes d'après l'organe de S.E.D. *Berliner Zeitung* (du 6-12-1947) qui, parlant des nécessités de la reconstruction en U.R.S.S. déclare : « On comprend alors bien, si on enlève chez nous des rails qui ne sont pas absolument indispensables (1) ». Quant à l'organe officiel du S.E.D., *Neues Deutschland* (du 6-12-1947), il ne peut contenir sa mauvaise

(1) Pour préciser la notion de « absolument indispensable » il est utile de savoir qu'on a enlevé une partie des rails du chemin de fer intérieur de Berlin, principal moyen de locomotion dans la capitale. Dans la zone soviétique il n'y a plus de lignes de chemin de fer qui soient doubles sauf quelques fragments isolés en Thuringe.

humeur lorsqu'il parle du Parti socialiste qui (dans un but démagogique d'ailleurs) a demandé « où est la solidarité du prolétariat de l'U.R.S.S. ? » Sans répondre à la question la *Neues Deutschland* proclame : « Nous devons être reconnaissants à l'U.R.S.S. qui constitue l'espoir des travailleurs de tous les pays. Le peuple soviétique réalise quelque chose dans l'intérêt de tous les travailleurs. »

On peut résumer l'idéologie du noyau stalinien de S.E.D. de la manière suivante : « Le socialisme n'est pas possible en Allemagne au moment présent; l'U.R.S.S. seule est en train de le réaliser. Le moyen immédiat pour les ouvriers allemands de contribuer à la réalisation du socialisme est de fournir à l'U.R.S.S. les richesses de leur pays. » La théorie de la culpabilité collective du peuple allemand constitue une justification supplémentaire pour les démontages, etc.

Cette idéologie ainsi que la foi absolue des vrais staliniens allemands en U.R.S.S. et son régime constitue en ce moment le seul moteur de l'activité du S.E.D. Elle constitue aussi le ciment qui a réuni dès le début les divers éléments du cadre stalinien. La foi en l'U.R.S.S. et en son régime ainsi que la volonté de l'aider à sa manière constitue le fin mot de toutes discussions sérieuses avec un Stalinien allemand convaincu.

Ainsi le noyau des cadres du Parti communiste allemand s'est constitué, ou plutôt reconstitué, en 1945, en dehors de la vie et de l'initiative de l'avant-garde ouvrière, et avec une idéologie et une stratégie générale entièrement étrangères aux tendances de cette avant-garde.

Pour expliquer ce phénomène, ce fait qu'un grand nombre de militants ouvriers soient restés fidèles à une organisation qui s'est à ce point éloignée des buts pour lesquels elle a été créée, il faudrait une étude spéciale. Il faudrait tenir compte de l'histoire du Parti communiste allemand et de l'histoire du Komintern en général. Sur un plan plus large il faudrait poser le problème du rôle du facteur subjectif dans l'histoire et dans l'histoire du mouvement ouvrier en particulier. Nous nous limiterons ici à quelques indications sur la composition du premier noyau de staliniens 100 %.

Le sort des cadres communistes allemands après 1933, a été différent suivant qu'ils sont restés dans le pays ou ont émigrés. Le sort de ces derniers a été également très divers. Pour beaucoup le schema suivant est valable : 1933 : Tchécoslovaquie ou France ; 1936 : volontaires en Espagne ; 1939 : camps de Gurs, Argelés ou Vernet ; 1941 : livrés à la Gestapo ou clandestins en France ; 1942 : résistance en France (« Travail Allemand » au

maquis) ; 1945 : rentrée en Allemagne. Il est difficile de donner des chiffres exacts. Toutefois, il y eut quelques 3.500 volontaires allemands dans les brigades internationales sur lesquels 80 % des communistes. Près de 60 % sont morts en Espagne. Sur le reste, jusqu'à la fin, un millier environ sont restés en vie, dont quelques 800 communistes. Presque tous sont rentrés en Allemagne et à peu près la moitié dans la zone russe. Ceux qui sont rentrés occupent tous des postes de confiance.

Partout où ils sont passés, les cadres communistes allemands ont formé des groupes de langue qui se sont intégrés aux partis staliniens des pays respectifs. Ils ont en général vécu la vie particulière aux militants les plus dévoués du Komintern et sur le plan politique ont suivi à la lettre tous ses tournants.

Entre 1939-1941 ils ont proclamé leur « neutralité ». Nous ne sommes ni pour ni contre la guerre de Hitler », déclaraient les *Politische Informationen*, périodique des Staliniens émigrés à Stockholm. Entre 1941 et 1945 ils ont approuvé la politique chauvine et antiallemande des Partis communistes et du Parti Communiste Français). Ces indications politiques sont valables également pour les Staliniens allemands émigrés en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Un indice de l'attachement des cadres staliniens à leur organisation : à Stockholm, (centre d'émigration social-démocrate) il y avait quelque cinquante communistes et quelque cent cinquante socialistes. Presque tous les communistes sont rentrés et seulement un tiers environ des sociaux-démocrates.

Assez différent, quoique dans un certain sens aussi tragique, fut le sort des Staliniens allemands émigrés à Moscou. Trois à quatre cents sont rentrés, mais un très grand nombre avait été « liquidé » pendant la période des procès de 1937-1938. Beaucoup d'autres ont été expulsé à la même époque comme peu sûrs et renvoyés en Allemagne pour travailler illégalement. Mais ceci fut fait au vu et au su de tout le monde et la plupart tombèrent entre les mains de la Gestapo. Ceux qui restèrent en U.R.S.S. approuvèrent ces mesures et proclamèrent leur amour du stalinisme avec d'autant plus de frénésie que leur plus proches camarades étaient « liquidés ».

Dans l'ensemble donc, l'émigration communiste allemande a mené sur le plan politique et organisationnel la vie particulière aux staliniens. En 1945 les émigrés étaient prêts à reprendre leur rôle en Allemagne.

Tout différent fut le sort des cadres communistes restés dans le pays. La plupart furent détruits physiquement. On peut apprécier à quelque huit à dix mille le nombre des communistes

qui subsistèrent dans les prisons et les camps de concentration et qui s'établirent en 1945 à Berlin et dans la zone soviétique. De même jusqu'à la fin de l'Hitlérisme il y eut des groupes communistes illégaux plus ou moins isolés les uns des autres. Le S.E.D. apprécie à dix mille le nombre des « liaisons » du principal de ces groupes : Le groupe Saeffkow. L'état d'esprit des communistes restés en Allemagne était en 1945 très différent de celui des émigrés. Ils croyaient aussi en l'U.R.S.S. et en Staline mais généralement ils avaient conservé les conceptions internationales d'avant 1933.

Au début, en 1945, les anciens communistes formaient le gros de l'organisation (70 à 80 % des membres). Il y eut des nombreux cas de frictions politiques entre les anciens communistes et la nouvelle direction. Mais cette dernière en est sortie toujours et très facilement victorieuse. Les « anciens » n'avaient pas de cohésion politique. Ils se réclamaient, comme les nouveaux, eux aussi, de l'U.R.S.S. et de Staline et en même temps ils étaient très touchés et démoralisés par le comportement de l'Armée Rouge. Dans l'année qui suivit, une sélection s'opéra parmi les anciens : une partie (les plus nombreux) devint plus ou moins inactive, une autre « comprit » la ligne et s'intégra au noyau. Pour ces derniers le fait que le parti détenait le pouvoir et disposait de toutes « les places » eut une importance plus ou moins grande suivant le cas. En général, comme nous le verrons, si le noyau primitif s'est élargi considérablement par la suite, c'est dû en grande partie au même fait.

*
**

Bien sûr le noyau n'était et n'est pas un groupe aux limites nettement tracées ; ce n'en est pas moins une réalité tangible et un phénomène particulier. Il s'est formé en dehors de la réalité sociale allemande de 1945 et sous l'égide d'une armée étrangère qui terrorisait l'ensemble de la population. Il pratique une idéologie dont les racines ne sont pas dans la société allemande, mais dans le pays et la catégorie sociale aux profits desquels l'armée russe prime et exploite la population allemande. Conformément à son idéologie il facilite cette exploitation. Ses membres les plus importants venaient en 1945 de vivre à l'étranger douze ans d'une vie qui les avait assimilés justement à cette catégorie sociale qui exploite maintenant les ouvriers allemands. Pour d'autres de ses membres ces douze années furent surtout des années de travail plus ou moins con-

scientes, pour la puissance du même groupe social de bureaucrates exploiteurs. Par la suite, grâce au fait qu'il exerce le pouvoir, ce noyau s'élargit, se différencie et se transforme lui-même en une bureaucratie qui mène sa vie à soi, en dehors et de la bourgeoisie, et du prolétariat allemand, mais, à partir d'un certain niveau, en contact avec les cadres de l'armée de la puissance occupante et exploiteuse. Tous ces faits sont généralement connus et réprouvés, de manière différente, et par les bourgeois et par les ouvriers allemands. On peut donc dire que la bureaucratie stalinienne allemande forme un groupe et une force sociale à part, en dehors des groupes et des forces traditionnels de la société du pays.

En 1945, en dehors de son propre élargissement, deux tâches essentielles se posaient devant le noyau : entraîner malgré tout les masses dans sa politique pro-russe et exercer le pouvoir pour le mieux des intérêts de l'U.R.S.S.

II

LE PARTI STALINIEN ET LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU PAYS

Politique du commandement soviétique.

Le facteur déterminant en Allemagne orientale en 1945 fut que le Kremlin ne voulait pas de révolution. Dès les premières semaines de l'occupation la politique du Kremlin apparut clairement : sur le terrain économique l'Allemagne constituait pour la Russie dévastée par la guerre une source d'équipements ; sur le terrain de la politique internationale, elle lui était une base stratégique, un glacis de défense éventuelle de ses territoires et un moyen d'octroyer des avantages et des compensations à ses satellites favoris.

Le Kremlin accordait à la Pologne 105.000 km. carrés en échange des territoires polonais annexés par l'U.R.S.S. Près de 15.000.000 d'Allemands devaient émigrer de Tchécoslovaquie, de Prusse Orientale, de Silésie, de Yougoslavie, de Roumanie, etc. Parmi ces réfugiés il y eut un nombre immense de victimes. Le comité américain contre les expulsions en masse

parle de 4.800.000 morts. Les réfugiés abandonnaient dans les pays respectifs des valeurs estimées à 16 milliards de dollars.

Sur le terrain économique, la zone soviétique fut au début pour le Kremlin une terre ennemie d'où il fallait emporter au plus vite ce qui y existait de meilleur. Cette politique s'explique par l'attitude générale du Kremlin envers les territoires occupés et en particulier envers l'Allemagne, par la crainte que sa domination ne fût que provisoire et surtout par la grave pénurie de produits industriels régnant en U.R.S.S. par suite des destructions de guerre.

En effet en 1944 l'U.R.S.S. avait perdu les 66 % de sa production de charbon, les 75 % de son fer, les 60 % de ses installations sidérurgiques ; 32.000 entreprises industrielles de toutes sortes avaient été détruites ainsi que 175.000 machines outils. 65.000 km. de voies ferrées avaient été démontés ou abîmés. On comprendra la tentation que subirent les dirigeants du Kremlin lorsqu'ils se trouvèrent maîtres absolus d'une partie de l'Allemagne qui détenait (chiffres de 1936 pour l'actuelle zone russe et Berlin) : 49 % de la production allemande de machines-outils; 55 % de la production de machines-textiles; 61 % de l'électro-industrie; 58 % de la mécanique de précision et de l'optique ; 47 % de l'industrie textile ; 34 % de la métallurgie des demi-fabriqués ; 35 % de la fabrication d'objets métalliques d'usage courant, etc.

Les démontages commencèrent dès le premier moment et constituèrent le fait dominant de l'économie de l'Allemagne orientale en 1945-1946.

Dès 1946 pourtant une nouvelle étape commençait, celle qu'on pourrait appeler des Sociétés Anonymes Soviétiques. Pendant celle-ci, le fait dominant, ce ne furent plus les démontages, mais les prélèvements sur la production courante De « terre d'où il faut enlever tout », la zone soviétique s'était transformée en « terre à produire des réparations ». Enfin en 1948 les autorités d'occupation se décidèrent pour une planification à longue vue ayant comme but l'inclusion de l'économie de la zone russe dans l'espace soviétique.

Cette division en 3 étapes de l'occupation soviétique contient bien entendu une part d'arbitraire. Elle tient toutefois compte du fait dominant des différentes époques entre 1945-1948 : au point de vue de la vie économique et sociale du pays, les politiques successives de commandement soviétique constituèrent un élément décisif.

CHAPITRE I

L'ETAPE DES DEMONTAGES

Ambiance générale dans laquelle s'effectuèrent les démontages.

A l'entrée des Russes dans Berlin il n'y avait plus de vie économique dans la ville. Terrassés par les bombardements, les habitants vivaient depuis une semaine déjà dans les caves. L'eau, le gaz, l'électricité ne fonctionnaient plus. Dans la majorité des quartiers on avait cessé la fabrication du pain. Les morts, en général, n'étaient plus enterrés.

C'est au milieu de cette atmosphère qu'arrivèrent les soldats de l'armée Joukov, originaires en majorité des régions arriérées de l'U.R.S.S. Aveuglés par le désir de vengeance et par la propagande chauvine — l'écrivain Ilya Ehrenbourg déclarait à la radio de Moscou qu'« il n'y a de bons que les Allemands qui sont morts » — les soldats avaient reçu officieusement la permission d'agir suivant leur gré envers la population de la ville. Suivit une période de terreur qui, selon les quartiers, dura jusqu'à 15 jours. Depuis, la notion de soldat russe est liée pour les habitants de Berlin à deux expressions : « Uhri, Uhri » et « Frau komm ! », ce qui signifie : « la montre, la montre » et « femme, viens ». Suivant la statistique officielle il y eut à Berlin au mois d'avril 1945, 3.900 suicides et au moins de mai, 1.000. La moyenne mensuelle de 1938, pour une population presque double, avait été de 176. En vérité les chiffres de 3.900 ou de 1.000 sont en dessous de la réalité car ils ne contiennent que les cas dont les autorités avaient été saisies. Or au début celles-ci n'existaient pas et quelques morts de plus se perdaient dans le chaos général. Parmi les suicidés on peut compter une bonne moitié de femmes violées par les soldats. A quelques variantes près, la même image est valable pour toutes les grandes villes de la zone soviétique.

Parallèlement les autorités militaires entreprenaient le démontage des usines. Il y avait une logique dans le comportement général de l'Armée Rouge : à peu près comme les soldats pensaient aux montres, la première réaction des dirigeants soviétiques fut d'enlever toutes les machines d'Allemagne et de les emporter en U.R.S.S. Quelque chose d'instinctif existait dans ce mouvement, mais le facteur ne fut pas le seul, car dès la conférence de Yalta on pouvait prévoir cette attitude. Suivant les révélations de Byrnes, Maisky, membre de la délégation sovié-

tique, proposait à la conférence une amputation de 80 % de l'industrie allemande. Les usines devaient « être saisies et démé nagées sur le compte des réparations ».

Bien entendu les démontages contribuèrent à prolonger le désarroi de la population. Cependant, aussitôt les pillages et la fusillade terminés, les travailleurs s'attelèrent à la réorganisation de la vie des villes. Les femmes déblayèrent les rues. Des comités de femmes également s'occupèrent du ravitaillement. Les ouvriers s'assemblèrent à leurs usines et une fois de plus ils firent preuve de leurs qualités traditionnelles de ténarité et d'habileté : avec des moyens de fortune, lorsque c'était possible, ils réparèrent les machines. En général, nombreux étaient ceux qui pensaient que la première vague de terreur et de démontages passée une vie nouvelle pourrait recommencer.

Parallèlement, les autorités militaires favorisaient cette réorganisation : même pour démonter il fallait un certain ordre. Dès le 6 mai le général Bersarin, commandant de Berlin, nommait une nouvelle municipalité formée en majorité de Staliniens. Parallèlement les camions de l'armée, seul moyen de transport existant, aidaient au ravitaillement de la ville et le génie militaire participait aux réparations les plus urgentes de ponts, de conduites d'eau, etc. Les usines dont le propriétaire s'était enfui — et c'était le cas pour la majorité des grosses entreprises — étaient dotées d'un gérant, homme de confiance autant que possible. Le 4 juillet, lorsque les municipalités étaient reconstituées, le maréchal Youkov nomma les gouvernements des « Pays » et à la fin du mois les administrations centrales pour la zone soviétique.

Réformes sociales et démontages.

A la faveur de cette reprise relative de la vie économique et administrative le noyau primitif de Staliniens 100 % se développait rapidement et devenait un parti. Il était partout en place : dans les municipalités, les ministères, les entreprises. Cependant les démontages étaient poursuivis massivement et le gros de la population les mettait sur le même plan que les pillages des premiers jours. Dans les cellules du parti, où la liberté d'expression était plus grande que deux ou trois ans plus tard, nombreux étaient les militants communistes d'avant 1933 qui se rapportant aux principes internationalistes critiquaient l'attitude de l'U.R.S.S.. La direction stalinienne n'était cependant pas à court d'arguments. Elle mettait en avant la nécessité des

réparations pour l'U.RSS et les justifiait par le principe de la culpabilité collective du peuple allemand Mais surtout elle essayait d'attirer l'attention des travailleurs et des membres du parti sur des faits d'un autre ordre, car parallèlement aux démontages le commandement militaire prenait trois importantes mesures de caractère anticapitaliste et antiféodal : la fermeture des banques, le partage des grandes propriétés agricoles et la nationalisation d'une partie de l'industrie.

Les banques berlinoises furent fermées dès le 6 mai. Celles de la zone soviétique le 23 juillet. Le même jour on créa 5 banques officielles, une par pays, sous la responsabilité des gouvernements respectifs. Cette mesure qui mettait à la disposition du régime stalinien une position de choix pour surveiller l'ensemble de l'économie préludait à une vaste réforme agraire, dont il sera question plus loin, ainsi qu'aux décrets 124 et 126 du début de décembre qui fixaient le statut de l'industrie. Ces deux décrets spécifiaient que les entreprises ayant appartenu à l'Etat, au parti nazi ou à ses membres en vue ; les entreprises ayant produit pour la guerre ou ayant utilisé du travail forcé ainsi que toutes celles qui seront désignées par le commandement militaire seront saisies. En suite de quoi elles seront groupées en trois catégories : A, B et C. La première devait contenir les entreprises ayant appartenu à des criminels de guerre ou des nazis marquants et qui devaient être nationalisées. Dans la catégorie B devaient être placées les entreprises qui après enquête pouvaient être rendues à leur propriétaire. La catégorie C, enfin devait comprendre les usines-clés de l'industrie lourde et aussi quelques-unes des entreprises les plus modernes et les plus rentables des industries légères. Cette dernière catégorie passa sous l'administration directe des autorités militaires. Les entreprises qui n'étaient pas comprises dans l'un de ces groupes restaient propriété privée.

Le parti stalinien souligna bruyamment le caractère anticapitaliste et « progressif » de la fermeture des banques, des nationalisations et de la réforme agraire. Ces deux dernières réformes prenaient presque dans la propagande stalinienne le caractère d'une compensation que l'on offrait aux ouvriers en échange de la perte des machines sur lesquelles ils travaillaient.

Si parmi la masse des ouvriers cette propagande eut dès le début une très faible résonnance, elle éveilla par contre au sein du parti un certain écho. La notion d'expropriation des capitalistes, des banquiers et des propriétaires agraires répondait à l'idéal de toujours des militants communistes. Au début le caractère bureaucratique des nouvelles institutions

n'était pas aussi visible que par la suite et les membres du parti accordèrent un certain crédit à la direction.

Cependant les démontages continuaient. On aurait pu penser après la publication des décrets de décembre 1945 que dorénavant ils seraient limités à la catégorie C. Ce ne fut vrai que dans une mesure restreinte. Par ailleurs de nombreuses entreprises furent déplacées d'une catégorie dans l'autre suivant l'intérêt des autorités d'occupation. Jusqu'au département des prises de guerre de l'Armée Rouge qui continua d'exister plus d'un an après la conclusion de l'armistice. La situation générale était donc caractérisée par l'insécurité résultant de la menace des démontages dont aucune branche importante de l'industrie n'était exempte.

Création des S.A.G.

Cependant dès le premiers mois de 1946 on pouvait prévoir un revirement. Les démontages s'avéraient trop peu rentables pour l'U.R.S.S. Malgré le fait qu'ils étaient effectués par des techniciens venus spécialement, ils étaient presque toujours accompagnés de désordre. Souvant les machines arrivaient rouillées à destination, ou bien une partie des pièces s'était égarée. D'autres fois on manquait de personnel qualifié pour le remontage ou l'exploitation. Il y eut des cas ou des appareils de précision qui devaient être gardés dans des pièces à température égale étaient laissés pendant des semaines sur des quais de gare. Suivant des données non officielles, le matériel industriel transporté en U.R.S.S. perdait environ 75 % de sa capacité de production. On envisagea alors de le laisser en Allemagne et de prélever sur la production courante. Ce fut le sens du décret 167 de juin 1946 qui créa les Sociétés Anonymes Soviétiques (S.A.G.).

Un autre élément joua encore dans l'esprit des dirigeants soviétiques lorsqu'ils créèrent les S.A.G. Un an s'était écoulé depuis la conclusion de l'armistice et quelques mois depuis les accords de Potsdam. Des désaccords étaient déjà survenus entre l'U.R.S.S. et les occupants occidentaux sur à peu près toutes les questions importantes : le contrôle du désarmement, le problème de la Ruhr, les réparations, le problème du fédéralisme et de l'unité, etc. Il était déjà possible de prévoir que la réunification du pays, prévue à Potsdam ne serait pas réalisée de sitôt. Il était visible par ailleurs que les puissances occidentales misaient déjà sur une renaissance de l'industrie allemande. En mars 1946, lorsqu'eurent lieu les premières discus-

sions sur le niveau maximum que pourrait atteindre l'industrie allemande, l'Angleterre proposa 11 millions de tonnes d'acier par an face à l'U.R.S.S. qui ne proposait que trois. Comme l'U.R.S.S. ne pouvait seule maintenir l'industrie du pays à un niveau aussi bas il lui fallait bien compter avec une Allemagne occidentale qui renaîtrait et elle était obligée d'y adapter sa politique allemande. La décision de laisser les entreprises de la catégorie C dans le pays peut être considérée comme un premier pas dans ce sens.

La publication du décret 167 de juin 1946 correspondait par ailleurs à un événement d'un autre ordre. Deux mois avant sa publication avait eu lieu le congrès d'unification des communistes et des sociaux-démocrates. Ces derniers avaient fini par céder à la pression de l'appareil d'Etat reconstruit et occupé par les Staliniens. L'Administration Militaire Soviétique (S.M.A.) fondait beaucoup d'espoir sur cette unité malgré son caractère artificiel. Elle pensait que le régime allait acquérir une base plus large et le fait de laisser les entreprises de la catégorie C en Allemagne constituait de la part de la bureaucratie stalinienne une sorte de reconnaissance de maturité envers sa branche allemande. On peut dire que les S.A.G. furent le cadeau de noces de la S.M.A. au « ménage » socialiste-communiste.

Cependant même après juin 1946 les démontages continuèrent dans certaines branches (optique notamment). Fin 1946 la situation de l'industrie de la zone soviétique était la suivante (chiffres donnés par le *Manchester Guardian* du 19 mars 1947) pour ses branches principales :

Industries :		
Hauts fourneaux et laminoirs	80	—
Industrie automobile	55	20
Machines industrielles lourdes	55	25
Electrotechnique	60	20
Instruments de précision, optique, etc .	60	15
Ciment	40	10
Verre et céramique	35	15
Celluloïd et papier	45	15
Autres sous-produits du bois	15	20
Ind. objets caoutchouc	80	10
Acide sulfurique	60	5
Soude	80	5
Azote	60	5
Textiles	15	10
Cuir	25	5

Ces chiffres impressionnants paraissent proches de la réalité car ils se recoupent avec des autres données partielles et correspondent au tableau de l'industrie de la zone russe qu'offrait à l'époque la foire biennale de Leipzig.

L'étape des démontages pendant laquelle l'industrie de la zone russe fut amputée de quelque 40 % de son potentiel pèsera lourd par la suite sur l'économie de l'Allemagne orientale. Cette étape, plus que celles qui suivront, fut caractérisée par la rapacité et la brutalité de la puissance d'occupation envers les travailleurs allemands. Pourtant, justement pendant les premiers mois d'occupation les illusions sur le caractère du stalinisme furent plus vivants que jamais depuis lors au sein de l'avant-garde ouvrière. Le parti stalinien couvrit et justifia les démontages et les violences de l'Armée soviétique et en même temps il se présente comme la concrétisation des espoirs persistants des vieux militants. Cette acrobatie politique lui réussit dans une certaine mesure à la faveur des mots d'ordre de transformation sociale.

Cependant le noyau stalinien primitif était devenu un grand parti qui au moment de l'unification, en avril 1946, comptait 600.000 membres. Dès la fin de l'étape des démontages la crise du parti rentrait dans un stade aigu. Le S.E.D. (parti socialiste-communiste unifié) contenait déjà la majorité des puissants du jour et les différences de position sociale jouaient dans les rapports entre membres La couche dirigeante du parti se métamorphosait déjà en une couche sociale privilégiée. Ce processus devint plus net à l'étape suivante.

CHAPITRE II

L'ETAPE DES SOCIETES ANONYMES SOVIETIQUES I.S.A.G., PRELEVEMENTS SUR LA PRODUCTION COURANTE, SOCIETES COMMERCIALES SOVIETIQUES

Selon l'Institut Allemand de Recherche Economique de Berlin restaient encore dans la zone soviétique, à la fin de 1946, quelque 40 % de la capacité industrielle de 1936. Encore ce chiffre est-il estimé trop élevé par les économistes du parti social démocrate. Quoiqu'il en soit, la zone soviétique, région de grande tradition industrielle, avait été durement frappée. Pourtant par rapport à l'Ukraine dévastée, ou au pays arrié-

rés du glacis russe, l'Allemagne orientale possédait encore une capacité de production précieuse. Remise en état, l'industrie de la zone soviétique pouvait toujours fournir des instruments optiques, des machines-outils, des appareils mécaniques de précision, des tissus, etc. En outre il existait toujours dans le pays — malgré les destructions et le pillage — des réserves et des richesses importantes. Par dessus tout l'Allemagne orientale possédait une population de 17.000.000 d'habitants proverbialement laborieux et une classe ouvrière à haute qualification professionnelle. Les autorités d'occupation le comprirent, bien que pour la S.M.A. la période comprise entre la création des S.A.G. et la publication du plan de deux ans fut celle d'une exploitation systématique des possibilités encore existantes. La population était dépourvue d'esprit de résistance et, surtout au début, ne réagissait que très peu. En 1946 elle pouvait être comparée à quelqu'un qui ayant reçu un coup sur la tête en est encore abasourdi.

Les moyens mis en œuvre pour l'exploitation du pays furent d'une grande diversité et toute une gamme d'organisation fut mise au point dans ce but. Parallèlement la S.M.A. plaçait entre les mains de ses organismes les postes de commande de l'économie, révélant ainsi le souci de contrôler la vie économique du pays directement et non seulement à travers le parti stalinien. L'élément le plus caractéristique, sur le double terrain du contrôle et de l'exploitation, furent les S.A.G.

Les Sociétés Anonymes Soviétiques (S.A.G.).

La liste C. publiée en décembre 1945 comprenait les entreprises qui passaient sous l'administration directe des autorités militaires. Leur nombre exact n'est pas connu. Toujours est-il que 200 furent choisies au cours de l'été et de l'automne 1946 pour constituer 15 Sociétés Anonymes Soviétiques. Celles-ci devenaient propriété du gouvernement de l'U.R.S.S. et dépendaient directement de la commission du plan de Moscou.

Il n'y a pas de données officielles quant aux S.A.G. Leur part dans la production industrielle de la zone soviétique est appréciée à 30 % du total. Mais leur position dans le circuit industriel leur donne une importance plus grande encore car les S.A.G. représentent les positions-clés parmi les industries essentielles : 43 % de la construction mécanique ; 54 % de l'électro-industrie ; 45 % de la construction de véhicules ; 77 % de la production d'huile minérale ; 43 % de l'industrie chimi-

que ; 32 % des mines de charbon, etc. En outre, et surtout, les S.A.G. comprennent les entreprises les plus riches en capital fixe, les plus modernes et les plus rentables : elles emploient 20 % du nombre total des ouvriers de la zone, mais produisent 30 % de l'ensemble de la production industrielle. Un autre indice : tandis que le chiffre moyen des ouvriers d'une S.A.G. est de 2370, celui d'une entreprise sous le contrôle des autorités allemandes est de 154. De plus les S.A.G. ont un droit de priorité par rapport aux autres secteurs de l'industrie quant à l'approvisionnement en matières premières, en main-d'œuvre et en pièces de rechange. Ainsi les S.A.G. perçoivent 33 à 35 % de la production de charbon quoiqu'elles ont besoin de moins de 30 %. Avec la différence les S.A.G. effectuent des opérations de compensation frisant le marché noir, grâce auxquelles elles acquièrent encore des matières premières ou des machines. Au début les S.A.G. ne payaient pas non plus d'impôts. Au cours de l'année 1947, pourtant, cette question fut résolue dans le sens contraire par les autorités allemandes. En échange, depuis, les S.A.G. reçoivent des subventions de la part des gouvernements des Länder en vue de pouvoir maintenir les bas prix de 1944. Les S.A.G. n'ont pris à leur charge ni les dettes contractées par les anciennes entreprises avant mai 1945, ni même celles qui le furent entre cette date et juin 1946.

Ainsi les S.A.G. ont une position des plus privilégiées au sein de l'économie de la zone orientale. Le plus clair de leur production quitte pourtant le pays. Mais il est impossible d'obtenir sur ce point des chiffres exacts, de même qu'il est impossible de savoir dans quelle mesure ces exportations sont comptabilisées sous la rubrique des réparations. Quoiqu'il en soit, les S.A.G. représentent un poids terrible et un apauvrissement continuel pour l'économie déjà exsangue du pays. Par leur position dominante dans l'économie de l'Allemagne orientale et par leur liaison directe avec la commission des plans de Moscou, les S.A.G. intègrent l'ensemble de l'économie de la zone russe à celle de l'espace soviétique, mais non sur un plan de collaboration quelconque, mais de stricte subordination.

La « Garantie und Kreditbank ».

Le financement des S.A.G. est assuré par la « Garantie und Kreditbank » créée au début 1946 et qui est la banque du gouvernement militaire. Les affaires de cette institution semblent extrêmement prospères. Son capital initial était de 350.000 marks.

En juin 1947 son bilan se chiffrait à deux milliards 100 millions, et un an plus tard, au moment de la réforme monétaire il était entre 4 et 5 milliards. Pour se rendre compte de l'importance de ce chiffre il faut noter que fin 1938 l'ensemble des grandes banques berlinoises, dont le champ d'activité s'étendait à toute l'Allemagne et à une bonne partie de l'Europe présentaient un bilan de 9 milliards. L'explication de son essor réside dans la place que tient la Garantie und Kreditbank au sein de l'économie de l'Allemagne orientale : elle comptabilise non seulement les bénéfices des S.A.G. et des compagnies Commerciales soviétiques, mais elle est de plus l'institution par laquelle passe obligatoirement tout le mouvement monétaire résultant des importations et des exportations de l'Allemagne orientale. Elle occupe ainsi un poste de surveillance essentiel dans l'économie du pays. De plus elle était, en juillet 1946, créditrice de 3 milliards 700 millions de marks vis-à-vis de la Banque Centrale de Potsdam, chargée de l'émission de monnaie pour la zone russe. L'actif total de la banque de Potsdam était de 4 milliards et demi. Elle était donc sous le contrôle de la Garantie und Kreditbank qui contrôlait ainsi, en même temps, les banques des autres Länder, dépendantes de la banque d'émission.

La Garantie und Kreditbank investit ses bénéfices suivant les règles de l'économie capitaliste. Elle achète des blocs de maisons, parfois des terres, ou bien elle organise des compagnies de transport, de navigation fluviale, de distribution d'essence, etc. Toutes ces sociétés commerciales sont inscrites régulièrement dans le registre de commerce allemand et constituent un nouveau moyen de s'infiltrer dans l'économie du pays.

Les prélèvements sur la production courante.

Si les autorités soviétiques exploitent directement les 30 % de la capacité industrielle de leur zone, toute l'économie de cette dernière fut marquée, entre le milieu de l'année 1940 et celui de l'année 1948, par les prélèvements sur la production courante au titre des réparations et des frais d'occupation. Mais lorsqu'on cherche sur ce terrain des données précises on se trouve devant un vrai maquis de demi et de contre vérités. On est donc forcé de se contenter d'appréciations qui donnent seulement des ordres de grandeur.

Le gouvernement militaire affirmait qu'entre 1946 et 1948 le total des prélèvements était de 15 % de la production brute.

Or il s'agit certainement de la production brute non épurée, c'est-à-dire du total résultant de l'addition des chiffres de production de différentes branches de l'économie, dans lequel on additionne plusieurs fois le même élément. Par exemple, le charbon rentre en ligne de compte une fois dans la production minière et une seconde fois dans la valeur de la production métallurgique. L'image donnée par le chiffre de 15 % est donc fausse. Suivant l'Institut de Recherche Economique de Berlin, les prélèvements soviétiques sont de 26 % du revenu social de la zone orientale. Il faut tenir compte lorsqu'on considère ce chiffre du fait que la part relative de l'industrie dans l'économie du pays — par suite des destructions de guerre et des démontages — a beaucoup diminué et que par ailleurs les prélèvements soviétiques portent justement sur l'industrie. Il ne faut donc pas s'étonner si le chiffre cité de 15 % monte à 70 ou 80 % pour la période 1946-1948 lorsqu'on se rapporte aux industries proprement dites (à l'exclusion des industries alimentaires).

Cette situation se reflète de manière frappante dans la structure du budget des Länder. Les rentrées budgétaires pour 1946-1947 avaient été de 11 milliards de marks. Sur cette somme 7 milliards 600 millions furent prélevés par les autorités d'occupation, donc près de 70 %. Mais les prélèvements auraient représenté 100 % des rentrées si les gouvernements des Länder, pour éviter la catastrophe financière n'avait transformé une bonne part de la production de pommes de terre en alcool. Le « schnaps » fut mis en vente quasi libre, à des prix forts et amena dans les caisses publiques, sous forme de taxes, plus de trois milliards de marks, cependant que la majorité de la population souffrait de la faim.

Les sociétés commerciales soviétiques.

La part d'objets de consommation qui restait à la population était extrêmement réduite. Pourtant elle était encore rançonnée par les autorités d'occupations au moyen des sociétés commerciales soviétiques. Celles-ci, au nombre de 8-10, avaient leur siège à Berlin et des filiales dans toutes les villes de la zone russe, mais étaient soumises à un contrôle direct du ministère du commerce extérieur de Moscou. Les sociétés commerciales étaient strictement spécialisées. La Techno-Export achetait dans la zone russe et vendait à l'étranger des voitures, des machines à écrire, à calculer, à coudre, etc. La Export Import

Bois commerçait avec le papier, la cellulose, etc. L'Export-Lyon était spécialisée dans le textile. La Jenapra et la Bromexport s'occupaient des produits chimiques. La Sovexportfilm possédait l'exclusivité de l'exportation des films allemands produits dans la zone soviétique et importait en échange des films russes. La Deranapht exportait l'essence synthétique et avait pris en même temps la place de la Standard Oil ; elle possédait des pompes à distribuer l'essence. La Soyuspuschina possédait le monopole de l'exportation de fourrures préparées à Leipzig, capitale allemande de la fourrure. Il n'y avait pratiquement entre 1946 et 1948 aucune branche qui ne soit pénétrée par les sociétés commerciales soviétiques. Une partie des produits exportés par celles-ci provenait des prélèvements au titre des réparations. Mais une autre était achetée contre des marks, qui avant la réforme monétaire avaient une valeur internationale très réduite, et étaient vendus contre des devises. Souvent les marchandises étaient vendues à l'étranger comme provenant de l'U.R.S.S. Dans ce cas on leur apposait, pendant la fabrication en Allemagne, une marque commerciale soviétique.

La plus connue et sans doute la plus détestée par la population parmi les compagnies commerciales russes était la Rasno Export. Celle-ci était la seule à avoir une activité éclectique : porcelaine, verrerie, bas, vêtements, etc. Généralement des objets d'usage courant. En même temps la Rasno Export avait la tâche de drainer ce qui pouvait rester de richesse au sein des familles: montres en or, alliances, bijoux, monnaies d'or et d'argent, vieux tableaux, porcelaines d'art, etc. La Rasno Export, autant que faire se pouvait, ne déboursait pas d'argent : en échange des objets que les intermédiaires lui apportaient elle remettait au prix du « marché gris » des cigarettes qu'auparavant elle avait acheté au prix de la taxe aux fabriques de Dresde. En même temps elle faisait accorder par la S.M.A. à ses intermédiaires des licences de commerce spéciales grâce auxquelles ceux-ci pouvaient vendre au public au prix noir les cigarettes obtenues. Jusqu'à la mi-1948 il y eut dans toutes les villes de la zone russe des magasins Rasno échappant au contrôle des autorités allemandes où on vendait des cigarettes et parfois aussi des chaussures et des articles textiles que la Rasno fournissait également aux intermédiaires.

Les cigarettes d'un côté, l'alcool de l'autre eurent entre 1946 et 1948, toutes proportions gardées, le même rôle qu'eut l'opium sur les marchés de Chine pendant les années 1860 et 1870. La comparaison pourrait être poussée plus loin car il se forma autour des compagnies commerciales, et surtout autour

de la Rasno, une couche d'intermédiaires allemands ou cosmopolites qui assumaient le même rôle par rapport aux compagnies soviétiques que les Compradores d'Extrême-Orient par rapport aux grandes compagnies capitalistes. On pourrait placer dans le même groupe de quasi compradores le corps des inspecteurs de réparations formés de membres du S.E.D., qui était destiné à choisir les marchandises de première qualité destinées à être envoyées en U.R.S.S.

Parallèlement à la Rasno, et sur le même modèle, se développèrent également entre 1946 et 1948 respectivement une compagnie yougoslave, polonaise, tchèque et bulgare. Ces dernières importaient des cigarettes ou de l'alimentation qu'elles revendaient au marché noir. En échange elles achetaient des machines, des instruments médicaux, etc.

Vers juillet 1948 un grand changement se produisit dans le monde de ce « commerce noir » : La S.M.A. ferma brusquement ses propres magasins Rasno et presque au même moment confisqua l'actif liquide de la compagnie yougoslave. La situation internationale s'y répercutait : Tito venait de rompre avec le Kominform. Par ailleurs, le plan de deux ans avait été publié. La « troisième période », celle de la reconstruction relative venait de commencer : la S.M.A. avait décidé que les magasins Rasno ne correspondaient plus à cette étape.

Le parti stalinien et les prélèvements sur la production courante.

Le S.E.D. approuva sur toute la ligne la politique des autorités d'occupation. On trouva des arguments théoriques pour cela et Grotewohl explique (devant le Comité Central du parti, en juin 1948) que la situation en Allemagne orientale ne pouvait pas se comparer à celle des pays de l'est européen, ces derniers étant des démocraties populaires; c'est pour cela que l'U.R.S.S. aurait réduit de moitié les réparations dues par la Hongrie et la Roumanie. Mais la zone soviétique n'étant pas au même stade, le gouvernement de Moscou ne pouvait avoir la même attitude.

Le S.E.D. s'efforça surtout de trouver des diversions aux prélèvements soviétiques. De même que la réforme agraire et les nationalisations avaient servi pendant la première année d'occupation de « compensation » aux démontages, au cours des deux années suivantes on se servi dans le même but du mot-d'ordre

de l'unité allemande, qui correspondait d'ailleurs au sentiment profond des masses. On accuse uniquement les impérialistes ocidentaux de vouloir dépecer l'Allemagne et on rejete sur eux toute la faute de la misère du pays.

Le S.E.D. saisit aussi une autre occasion d'essayer de faire oublier les réparations. Au printemps 1947 la S.M.A. rendit aux autorités allemandes 74 usines avec 68.000 ouvriers sur les 200 entreprises qui avaient été incluses l'année précédente dans les S.A.G. Il est vrai, ces usines étaient parmi les moins rentables (à citer le cas de la Maximilian Hütte, en Thuringe, qui à cette époque perdait 20 millions par an). Dans d'autres cas on rendit des usines en partie démontées, ou bien elles le furent peu après leur remise. Il reste néanmoins que le geste fut fait peu de temps après l'échec de la conférence de Moscou sur l'Allemagne lorsqu'il était déjà évident que le pays resterait divisé pour la période à venir. La remise de 74 usines aux autorités allemandes constituait un pas de plus dans la voie inaugurée un an auparavant, lorsqu'on avait décidé que les entreprises de la liste C resteraient dans le pays.

Cependant la S.E.D. avait concentré entre ses mains les principaux leviers de l'économie du pays. Mais, dirigeant tout, il devait aussi tout résoudre et les prélèvements soviétiques décuplaient les difficultés déjà considérables. Malgré l'assimilation des cadres principaux du parti au stalinisme russe, des frictions se produisent dès cette période entre le S.E.D. et l'administration militaire. Ainsi lorsqu'il fut question de calculer le prix des usines transformées en S.A.G. et qui devait être transcrit sur le compte des réparations, la S.M.A. s'en tint chaque fois au prix de 1938 et diminua d'un coefficient très grand la valeur des machines suivant leur âge. Les autorités staliniennes allemandes voulaient par contre que l'on calcule le prix des machines au moment de leur installation et proposaient un coefficient plus bas de diminution par année d'usage. La S.M.A. n'a pas comptabilisé plus de 40 % de sommes demandées par les autorités S.E.D. De même il y eut des cas où les administrations des Länder présentaient à la S.M.A. des requêtes dans lesquelles elles se plaignaient de la sorte que les autorités soviétiques ne s'en tinssent pas au programme établi pour la fourniture des réparations et que dans ces conditions il fût impossible de mettre sur pied et d'exécuter les plans de production. Mais en général ces frictions restèrent isolées. Ce ne fut que vers le milieu de 1946 et pendant l'étape suivante qu'elles prirent une plus grande importance.

La zone de la faim.

Les prélèvements massifs sur la production courante, après les démontages et les destructions de la guerre, contribuèrent à délabrer l'économie du pays. L'immense majorité de la population de la zone russe connut la misère. Les campagnes bouleversées par la réforme agraire et ne recevant de la ville ni engrais ni machines ne produisaient plus suffisamment pour nourrir la population. Elles devaient de plus ravitailler les troupes d'occupation, fort nombreuses (4-5-600.000). Il suffira de rappeler qu'entre 1946 et 1948, la mortalité en zone russe fut une des plus fortes du monde : 21 pour mille de moyenne, tandis que la natalité n'était que de 12 pour mille. La zone soviétique fut à cette époque la seule région d'Europe où la population diminua : or (2 % en trois ans), compte tenu de la différence de populations il y eut en zone russe entre 1945 et 1946, 400.000 morts de plus et 200.000 naissances de moins qu'en Allemagne occidentale. Ce fut là pour la population le résultat le plus immédiat et le plus clair de l'occupation.

Les réparations et la misère qu'elles entrainèrent constituèrent le fait dominant de la vie du pays. Comme il n'était pas possible de mettre ouvertement le problème à l'ordre du jour, les réparations devinrent l'arrière plan de tout le développement politique et social de la zone russe. Transformations économiques, conflits entre différentes catégories sociales, caractère des institutions officielles ou semi-officielles, vie et idéologie des organisations politiques et parapolitiques, tout en fut imprégné.

La double politique stalinienne par rapport à la bourgeoisie.

La politique du commandement militaire et du S.E.D. par rapport à la bourgeoisie parut contradictoire les premiers temps de l'occupation. En réalité, outre les influences internationales qui jouaient, elle constituait un compromis entre les deux termes de l'orientation de la S.M.A. : faire produire le pays en vue des réparations, le contrôler exclusivement.

Nous avons vu que dès la première étape les banques furent fermées et les entreprises ayant appartenu à des nazis expropriées. En réalité on décapita ainsi l'appareil économique de la bourgeoisie et on dépossèda cette dernière de ses entreprises

les plus importantes. Il est certain pourtant qu'en 1945-46 ces mesures ne constituèrent pas dans l'esprit des staliniens un pas vers la liquidation du capitalisme : l'ensemble de la situation contribuait en effet à créer une équivoque de ce point de vue. L'U.R.S.S. qui venait de gagner la guerre était en plein cours droitier. Le Kremlin croyait encore à l'esprit de Yalta et de Potsdam. Par dessus tout l'U.R.S.S. ravagée par la guerre avait besoin d'une Allemagne orientale socialement stable et productive : le Kremlin ne voulait pas de révolution. Pourtant il ne pouvait pas non plus laisser les rênes de l'économie aux mains d'une classe sociale hostile et qui devait inévitablement être attirée vers l'Allemagne occidentale bourgeoisie et vers le capitalisme américain. On plaça donc des staliniens aux postes de direction de l'économie. Mais sous peine de désorganiser totalement la production, cette mesure ne pouvait pour le moment être étendue à la totalité des grandes et moyennes entreprises. On laissa par conséquent en place un nombre assez important de capitalistes et on leur permit de travailler. Après la fin de l'étape des démontages il y eut même de nombreux cas ou des entreprises moyennes investirent des capitaux dans certaines branches de l'industrie légère.

En dehors du fait qu'il répondait aux nécessités économiques, ce « libéralisme » relatif correspondait à l'un des traits les plus typiques du stalinisme. Déjà au cours des années 1920 le parti stalinien avançait l'idée que, sous certaines conditions, grâce à la propagande et à l'organisation, la bourgeoisie peut être « neutralisée ». Maintenant que le parti détenait le pouvoir d'état sa confiance dans les vertus de l'organisation et dans la toute puissance des cadres était devenue illimitée. Les dirigeants communistes crurent sincèrement que grâce à un dosage judicieux de propagande et de mesures policières ils pourraient dominer et utiliser la bourgeoisie, après l'avoir amoindrie.

Ceci s'avèrera bien entendu illusoire, mais pendant quelque temps toute la politique stalinienne sera orientée dans ce sens. Dès le le 11 juin 1945 le comité d'initiative communiste proclamait l'intangibilité de la propriété privée non nazie. Un an plus tard, au moment des élections, le parti stalinien distribua dans les milieux de petits et moyens capitalistes des milliers de tracts qui développaient le même thème et préconisaient « l'union de tous les Allemands progressistes et de bonne volonté ». Des dizaines de fois les autorités communistes proclamèrent leur bienveillance à l'égard de l'initiative privée.

Parallèlement on organisait le « Bloc Démocratique », c'est-à-dire l'alliance du parti stalinien et des deux partis bourgeois autorisés : les Libéraux-Démocrates et les Chrétiens-Démocrates. Les dirigeants staliniens eurent à vaincre à ce propos de vives résistances au sein de leur propre parti. Les vieux communistes se rappelaient les anciens mots d'ordre et avaient une forte répulsion pour « l'union sacrée avec la bourgeoisie ». On leur expliqua que le bloc est une alliance d'un type particulier car elle est organisée sous l'égide du parti du prolétariat et lui profite exclusivement.

Au début 1946 les positions respectives du secteur capitaliste et du secteur nationalisé semblaient fixées et l'idéal politique du commandement militaire russe aurait pu s'exprimer ainsi : « que personne, ouvrier, ni capitaliste, ne s'agite plus, ne remue plus, mais que tous restent à leur place et travaillent ». Quarante pour cent de la production revenaient à cette époque, au secteur capitaliste répartis entre 30.000 entreprises environ, (généralement dans l'industrie légère) tandis que le secteur public — les usines de la catégorie A — représentaient seulement 30 pour cent et 2.800 entreprises. Plus de 50 pour cent des ouvriers travaillaient dans les entreprises privées.

Organisation du secteur nationalisé.

Au fur et à mesure que les mois passaient, les autorités staliniennes tâchaient de doter chacun des deux secteurs d'une organisation propre. Les entreprises sous séquestre de la catégorie A furent formellement transformées en « entreprises propriété du pays » (Landes eigene Betriche : L.E.B.) en juin-juillet 1946, par un plébiscite organisé à cette fin, en Saxe et par décisions parlementaires dans les autres pays. Dans chaque Land on créa une direction des L.E.B. rattachée au ministère respectif de l'économie. Partout ce ministère avait un titulaire S.E.D., sauf au Mecklembourg où il appartenait à l'Union Chrétienne Démocratique. Comme on voulait avoir dans ce pays aussi la haute main sur ce secteur important de l'économie on créa spécialement une direction des séquestres que l'on rattacha au Ministère de l'intérieur dont le titulaire était le Stalinien Warnke. Dans chaque entreprise l'administration nomma, dans la mesure du possible, un directeur qui possédait la confiance du parti. Les entreprises de même branche furent réunies, sur la base du même pays dans des groupements horizontaux et à la tête de chacun de ceux-ci on installa un conseil de direction

de confiance. L'appareil bureaucratique de l'administration économique prenait dès fin 1946 une ampleur considérable. Il faut noter qu'en Saxe, par exemple, où il était le plus développé il y avait 65 groupements industriels, par branches, pour 1121 entreprises nationalisées. Il faut tenir compte de plus qu'un certain nombre d'entreprises d'intérêt local n'étaient pas comprises dans les groupements régionaux mais étaient attribuées aux villes, aux « cercles » (1), aux coopératives ou aux syndicats. Partout le souci essentiel était que le parti contrôle l'entreprise. Peu à peu le parti acquerrait ainsi des racines solides dans la vie économique de la zone russe. Ce fait était d'un côté la conséquence des nationalisations sans participation réelle des ouvriers à la direction de l'entreprise, de l'autre constituait une nécessité impérieuse pour les gouvernements des Länder installés grâce aux autorités d'occupation et qui en quelque sorte n'étaient que superposés à la réalité sociale du pays. Cette nécessité se fit sentir surtout dans les régions agraires, le Mecklembourg et le Brandembourg, où les gouvernements communistes de Schwerin et de Potsdam se sentaient perdus dans la masses de parcelles individuelles paysannes, qu'ils avaient d'ailleurs créées. C'est ce qui explique que tandis qu'en Saxe seulement 25,3 pour cent du nombre total des ouvriers travaillent dans les entreprises nationalisées (avec une production de 31 pour cent du total), ce chiffre s'élevait respectivement à 40 et 44 pour cent (avec une production de 49 et 48 pour cent) pour le Brandenbourg et le Mecklembourg. De plus, dans chacun de ces deux derniers pays, 10 pour cent des ouvriers travaillaient dans des entreprises communales ou propriété des organisations sous contrôle du parti (seulement 8 pour cent en Saxe). De même en Thuringe, région caractérisée par ses vieilles industries familiales, les autorités S.E.D., pour se créer une base, ne purent se limiter à exproprier les gros entrepreneurs mais mirent sous séquestre un grand nombre d'entreprises artisanales ou de petites fabriques avec moins de 100 ouvriers. La moyenne des ouvriers par entreprise nationalisée est de 119 en Thuringe ; elle est de 169 en Saxe et de 244 au Saxe-Anhalt. Ces chiffres prouvent qu'avoir été nazi n'était pas la seule raison pour laquelle le capitalisme pouvait voir son usine expropriée, mais que les nécessités du parti jouaient un rôle important. Ceci était déjà vrai en 1945-46, et le devint beaucoup plus par la suite.

(1) Division administrative.

Dès ce moment donc le parti stalinien se considérait, après la S.M.A., en quelque sorte comme maître de l'économie du pays. Il s'en taillait une partie et tâchait de l'administrer comme son propre domaine. Pour ce faire il se servait de la fiction qu'il avait créée par la force et qu'il continuait à imposer : le S.E.D. est la cristallisation des tendances du peuple allemand en général et de la classe ouvrière en particulier.

Organisation du secteur privé.

Le parti essaya également de contrôler le secteur privé, tout en laissant, comme nous l'avons rappelé, aux capitalistes la possibilité d'exister.

Dès 1945 on créa dans chaque pays, et par la suite dans chaque « cercle » (Kreis) des chambres d'industrie et de commerce. Elles n'eurent dès le début qu'un rôle purement figuratif; chaque chambre contenait 16 représentants de « confiance » nommés par les syndicats et par le gouvernement du pays et 8 représentants des entrepreneurs, qui étaient également nommés par le gouvernement. L'ordre du jour des chambres devait être approuvé à chaque séance par l'administration. La mission des chambres était de donner des avis en ce qui concerne les prix, la répartition des matières premières, l'apprentissage, etc. En réalité bien souvent elles n'étaient même pas consultées. Le titre de membre d'une chambre d'industrie et de commerce était pourtant recherché par les entrepreneurs privés, car il leur fournissait un alibi utile et leur permettait de mener favorablement leurs affaires par ailleurs.

La revue stalinienne « Die Witschaft » de cette époque parle « des forces progressives parmi les entrepreneurs qui sont représentés dans les chambres d'industrie ».

C'est surtout vers la répartition des marchandises et des matières premières que se porta l'attention des autorités staliniennes. En effet, vu la pénurie générale on pouvait par ce moyen, en principe, contrôler l'ensemble de l'industrie et du commerce privé, favoriser les uns ou provoquer la ruine des autres.

La répartition des marchandises était effectuée au début de l'occupation, comme du temps de l'ancien régime, par les grossistes. Pour chaque opération, le commerçant de gros devait obtenir une licence de livraison. Mais le contrôle de la circulation des marchandises s'averrait trop aléatoire. Début 1946 les gouvernements des Länder consentirent dans chaque pays

la distribution et l'entrepôt des marchandises destinées au secteur privé à un groupe de grossistes « de confiance ».

Ceux-ci, à leur tour, prirent des sous-concessionnaires, et bientôt apparut aussi une troisième série d'intermédiaires. Le contrôle devenait à nouveau impossible. Dans le courant de 1946, on créa alors dans chacun des Pays un comptoir central pour l'industrie et un autre pour le commerce, sauf au Mécklembourg où il n'y eut qu'un seul pour les deux branches. Ces comptoirs étaient destinés respectivement à répartir les matières premières aux industriels et les produits fabriqués aux commerçants. Ils étaient organisés comme des sociétés commerciales et étaient divisés en autant de départements qu'il y avait de branches insdustrielles importantes. Aux chefs-lieux de « cercle » il y avait également des sous-comptoirs de différentes branches. Dès le début l'organisation prenait les proportions d'une vraie administration. Dans chaque pays 51 pour cent du capital du comptoir, qui possédait le statut d'une société à responsabilité limitée, était versé par le gouvernement et 49 pour cent par les entrepreneurs privés et par les coopératives. Il était très avantageux pour un capitaliste de la zone russe d'être membre d'un comptoir car il détenait ainsi une parcelle de pouvoir économique réel, mais membres et souscripteurs étaient désignés exclusivement par l'adminsitration stalinienne. C'était là un moyen comme un autre de susciter « un courant progressif » parmi la bourgeoisie. A cette époque, en effet, de nombreux capitalistes adhérèrent au C.E.D., car la carte du parti était encore le meilleur moyen de s'ouvrir la voie vers une chambre de commercce ou vers un comptoir.

Sur le terrain de l'entreprise même, l'administration stalinienne ne négligea pas non plus d'organiser un contrôle multiple et qui devait être total. Outre les organes de l'administration financière, les comités syndicaux et les conseils d'entreprise pouvaient à tout moment vérifier les livres de compte. Le secret commercial et même le secret de fabrication n'existait plus.

Tout était donc prévu pour qu'un certain nombre de capitalistes vivent et travaillent, mais très sévèrement encadrés et surveillés. Le but général était de profiter de l'expérience des capitalistes pour faire tourner la machine économique du pays en vue de livrer des réparations à l'U.R.S.S. et de consolider le régime S.E.D. Mais le parti stalinien faisait preuve de myopie politique ou pensant qu'on peut grâce à l'appareil d'état et à la propagande sur la « fraction progressive de la bourgeoisie » détourner toute une classe sociale de son but.

Résistance de la bourgeoisie.

Dès 1946, il y eut des reconstitutions de cartels et d'associations capitalistes libres. Les petits fabricants de verre de Thuringe se groupèrent et s'unirent ensuite aux polisseurs de verre émigrés de Bohême qui s'étaient groupés de leur côté. Ils s'entendirent pour faire monter les prix de leur production. Mais cette association, ainsi que d'autres semblables eut un caractère sporadique car elle fut vite découverte. D'autres groupements capitalistes eurent plus de chance et acquirent plus d'envergure; ainsi les fabricants et les marchands de textiles de Saxe qui avaient créé dès 1946 également une communauté de travail clandestine. A la différence de leurs collègues de Thuringe ils avaient eu l'habileté d'occuper les postes principaux de la section textiles du comptoir industriel de Dresde ainsi que de la succursale de ce dernier à Chemnitz. De plus et surtout ils avaient su s'introduire dans le département respectif du ministère de l'économie saxon. Très souvent ces industriels et gros commerçants étaient membres du S.E.D. et mettaient à profit la théorie, en vogue alors, du courant progressif au sein de la bourgeoisie. Grâce à leurs relations administratives et politiques, et à leur habileté, les tisserands et les fabricants de tricots de la région de Chemnitz firent des affaires d'or. Ils s'attribuèrent des quantités de matières premières et de combustibles supérieurs aux besoins. Ils en revendirent au marché noir. Ils écoulèrent une partie de la production en cachette aux capitalistes de l'Allemagne occidentale ou de Berlin, ou bien firent des affaires de compensation au sein de la zone russe. Le cas des tisserands de Saxe fut loin d'être isolé et d'autres scandales de moindre envergure éclatèrent dans d'autres branches aussi.

Au bout de quelques mois seulement après la création des comptoirs, les capitalistes réussissaient non seulement à transformer en leurs instruments les organismes destinés par le S.E.D. à les contrôler mais encore, grâce à ces organismes ils sabotaient les efforts de planification et désagrégeaient l'appareil administratif économique. Il s'avérait ainsi qu'il n'est pas possible de faire travailler la bourgeoisie contre elle-même et la théorie du courant progressif capitaliste s'effondrait.

Car par ailleurs l'ensemble de la situation économique favorisait la résistance habile et secrète du capitalisme. Les démontages et les réparations, après les destructions de la guerre,

avaient provoqué une pénurie générale. Le marché était inondé de signes monétaires et les prix étaient maintenus artificiellement au bas niveau de 1944. N'importe quoi était acheté. Il fallait être assez habile pour trouver une matière première même de mauvaise qualité, et parmi les ruines des rudiments de moyens de fabrication. Beaucoup de petites et moyennes entreprises furent fondées ainsi entre 1945 et 1947 par d'anciens capitalistes, qui mettaient à profit leurs expériences commerciales et leurs liaisons d'affaires. Pour la même raison — la pénurie et la détresse générale — les fonctionnaires pouvaient être corrompus assez facilement. Un rédacteur de ministère touchait 3 à 400 marks par mois, et le moindre fabricant jonglait, avant la réforme monétaire, avec des trentaines de milliers. Pour la même raison encore les capitalistes réussirent à influencer ou corrompre les conseils d'entreprise de leurs usines. Ces derniers acceptaient qu'une partie de la production soit soustraite au plan et « compensée », c'est-à-dire échangée par des canaux privés contre d'autres marchandises ou du ravitaillement pour les ouvriers. Souvant le conseil d'entreprise acceptait de couvrir l'opération contre des avantages pour lui-même.

Ainsi, loin de « rester à leur place et de travailler », comme l'aurait désiré le commandement soviétique, les capitalistes remuaient, se débattaient et marquaient des points car ils réussissaient à se gagner ou à corrompre l'appareil même qui était destiné à les contrôler. Bien entendu, pour ce faire, ils se sentaient encouragés par la renaissance du capitalisme en Allemagne occidentale et en général par la supériorité des forces du capitalisme sur celles de l'U.R.S.S. sur le plan mondial.

Rentabilité des entreprises privées et nationalisées.

Ce n'était d'ailleurs là qu'une partie du poids qu'exerçait le secteur capitaliste sur l'économie de la zone russe. Car souvent, au début surtout, les entreprises privées réussissaient à battre au point de vue de la rentabilité, les entreprises nationalisées. Le journal *Der Morgen* du 7.3.48, qui est l'organe du parti libéral-démocrate de la zone soviétique, démontre que pour 1947 les entreprises nationalisées de Saxe, qui affichaient un bénéfice d'environ 5.000.000 de marks avaient en réalité perdu 18,5 millions car l'administration financière leur faisait cadeau de 23,5 millions sous forme d'impôts sur le capital qu'elle ne touchait pas et qu'elle aurait réclamé à des entrepreneurs privés. La non rentabilité des L.E.B. était d'autant plus frap-

pante qu'elles jouissaient par rapport aux entreprises privées d'autres avantages encore en dehors de l'imposition différente. Ainsi elles touchaient des subventions pour pouvoir maintenir les prix de 1944 et étaient favorisées dans la répartition des matières premières.

Mais le secteur privé possédait plus d'habileté commerciale et les bénéfices amenés par les affaires de compensation étaient incomparablement plus hauts que les bénéfices légaux.

L'esprit capitaliste gagne le secteur nationalisé et les institutions publiques.

Simplement pour pouvoir vivre et pour pouvoir donner à manger à leurs ouvriers, les entreprises nationalisées durent recourir aussi aux compensations. En cachette des organes du parti et du groupement industriel régional auxquels appartenait, l'usine écoulait une partie de sa production pour son propre compte. Souvent ces opérations, strictement défendues, étaient accomplies pour combler une nécessité tragique. De temps en temps pénétraient jusque dans la presse S.E.D. de vrais appels de détresse de la part du personnel des entreprises nationalisées, comme celui-ci envoyé par le correspondant ouvrier de la Maximilian Hutte au journal stalinien de Thuringe : « Ceux qui sont dans l'adminsitration devraient s'imaginer ce que ça signifie de remplir un haut fourneau à la lueur d'une lampe de poche. Les hommes de l'équipe de nuit des hauts fourneaux sont en danger de mort à la suite de l'éclairage insuffisant causé par le manque d'ampoules électriques. »

Le sort du directeur d'une entreprise nationalisée n'était souvent pas des plus enviables. Il était forcé de nourrir et de vêtir ses ouvriers, car autrement, ceux-ci ne pouvaient produire. Il devait se procurer des matières premières et du matériel d'équipement, car la non-réalisation du plan pouvait signifier pour lui le limogeage, sinon l'arrestation. Par ailleurs le même sort pouvait l'atteindre si ses « compensations » étaient trop visibles. Bien entendu une corruption grandissante des cadres de l'administration accompagnait les « affaires de compensation. ».

Le parti faisait des efforts désespérés pour combattre ces habitudes. Il condamnait hautement « l'égoïsme d'entreprise et préconisait l'émulation en vue de la reconstruction démocratique ». Il multipliait les appels et les menaces et instituait, organisme de contrôle sur organisme de contrôle. Mais

sa lutte ressemblait à un duel contre des moulins-à-vent, car le mal résidait dans la détresse et dans l'atmosphère générale créées par l'occupation et par les prélèvements soviétiques sur la production courante. Par contre, le système des « compensations » les bénéfices et la vie facile qu'elles occasionnaient gagnaient de proche en proche les cadres supérieurs de l'administration et du parti. Car en fait, « l'égoïsme » était loin d'être limité aux entreprises, mais s'étendait aux coopératives, aux « organisations démocratiques », aux villes et plus loin aux gouvernements des pays. Il n'était pas rare de voir les coopératives disputant à l'Union d'Entr'aide Paysanne ou à une municipalité, une usine qui venait d'être expropriée et qui aurait arrondi le domaine respectif. D'autres fois on assistait à de vraies guerres froides entre gouvernements des Länder. Ainsi le Saxe-Anhalt fut pendant quelque temps exploité par ses voisins qui se firent livrer du charbon, des matières premières textiles, des produits chimiques mais ne fournirent rien en échange. Serait-ce parce que le Saxe-Anhalt était le seul pays à avoir un président du Conseil Libéral Démocrate ? Mais entre gouvernements pleinement dirigés par le S.E.D. les procédés étaient pareils : au printemps 1947 la Thuringe avait envoyé en Saxe des fils à tisser, cette dernière pourtant, au lieu de les lui retourner sous forme d'étoffe livra le produit fabriqué au titre des réparations et sauva ainsi des prélèvements russes son propre avoir. En échange la Thuringe s'arrangea par la suite pour différer ses livraisons à la taxe prévues dans le cadre des plans de 3 mois jusqu'à ce que le trimestre soit écoulé et que les livraisons deviennent caduques.

Pendant les années 1946 et 1947 les administrations centrales n'eurent aucune autorité auprès des gouvernements des pays dans leurs efforts de planification et de coordination et un vrai particularisme et égoïsme régional ayant comme cause la misère et le manque de perspectives se développait en zone russe.

Ainsi, moins d'un an après les nationalisations de 1946, la bourgeoisie, après avoir subi une grave défaite, était en passe de se venger. Loin de se limiter à la sphère qui lui était assignée, elle contournait les contraintes et surtout son esprit et ses méthodes gagnaient le camp de l'adversaire. L'individualisme et la recherche du profit prenaient le pas sur les sentiments collectivistes que l'on essayait d'imprimer. Une fois de plus il s'avérait que l'individualisme naît naturellement de la misère et que cette dernière se laisse mal planifier.

Le parti stalinien qui pensait pouvoir maîtriser la réalité

sociale à coup d'ordonnances et de mesures policières voyait l'échec — tout au moins partiel — de sa politique et notamment l'échec de sa tentative « d'utiliser » la bourgeoisie. Il est vrai, la carte du S.E.D. était devenue la clé de toute position sociale, mais la politique du parti stalinien contenait une contradiction fondamentale qui le condamnait à des travaux de Sysiphe : il créait des organes de type collectiviste, sous sa domination, comme les L.E.B. et les soutenait de toutes ses forces, mais en même temps il couvrait à 100 pour cent les prélèvements russes et contribuait ainsi à engendrer la misère qui amenait son cortège : « l'égoïsme d'entreprise », « l'égoïsme local » et en général l'individualisme de type bourgeois. Entre le printemps 1947 et le printemps 1948 le parti s'emploiera à surmonter cette contradiction, mais cela sera encore par des mesures administratives et policières.

Réaction du parti stalinien.

Le parti entreprit de front et avec beaucoup d'énergie d'amoindrir et de contrôler le secteur privé ; de concentrer et d'épurer le secteur nationalisé. Dès février 1947 les ministres de l'économie de chaque pays et les représentants des administrations centrales économiques de Berlin signèrent sous l'initiative du parti, un vrai traité suivant lequel les gouvernements des Länder s'engageaient à reconnaître l'autorité des administrations centrales en matière de planification et surtout de répartition. Sur la base de ce traité fut créé, en juin 1947, à Berlin la commission économique allemande, véritable embryon de gouvernement qui groupait les administrations centrales économiques. Son but était encore de repartir, de planifier et de contrôler. Mais faute de sanctions et faute de changements dans la situation économique, son succès fut nul et « égoïsmes » locaux et d'usine continuèrent à sévir.

Cependant la situation internationale empirait. Les mois qui suivirent l'échec de la conférence de Moscou de mars 1947 furent marqués par l'énoncé de la doctrine Truman et du plan Marshall d'un côté, par la création du Kominform de l'autre. Le fossé se creusait entre les deux blocs et il paraissait certain que pour l'étape suivante l'Allemagne orientale resterait dans le camp soviétique. Ceci contribua sans doute, ajouté aux causes intérieures, à provoquer la rupture de la trêve tacite conclue un an auparavant, après le vote des lois constituant les L.E.B. entre le régime stalinien et la bourgeoisie.

En effet dès juin 1947 les nationalisations reprennent les mines d'abord qui sont expropriées sans indemnité et pour la première fois sans que le prétexte de l'appartenance au parti nazi de l'ancien propriétaire fut invoqué. Les salles de cinéma du Mecklembourg et bientôt de l'ensemble de la zone ensuite. Le prétexte cette fois-ci fut que les propriétaires avaient présenté du temps de l'hitlérisme les actualités officielles. La vraie raison fut donnée à la diète de Schwerin par le leader local du parti stalinien : « il ne faut tout de même pas que soient nationalisées seulement les entreprises qui perdent de l'argent ». Enfin et surtout entre février et avril 1948 eut lieu toute une série d'expropriations très importantes. On découvrit brusquement d'anciens nazis dans des entrepreneurs qu'on avait jusque là laissé travailler. Ou bien on trouva qu'ils avaient utilisé du travail forcé. Parfois il suffisait que le fils ou le frère aient été nazis. Lorsqu'on ne découvrait absolument rien, un envoyé du parti stalinien se rendait à l'usine, rassemblait les ouvriers et demandait : « qui est-ce qui est pour que l'entreprise reste à l'exploiteur ? »

Bien entendu personne ne se levait.

On aurait pu penser que le régime avait décidé la liquidation totale du capitalisme. Car dans la mesure même où les relations entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. se tendaient, le S.E.D. redécouvrait la lutte de classes, se proclamait par principe contre la bourgeoisie et parlait beaucoup moins des bienfaits du Bloc Démocratique, qui d'ailleurs avait un rôle de plus en plus secondaire. En réalité le S.E.D. voulait seulement un nouvel amoindrissement de la bourgeoisie et une nouvelle stabilisation sur une base plus favorable de ses rapports avec elle. Une liquidation totale de cette dernière, même dans l'état où elle se trouvait en 1947, ne pouvait s'effectuer d'un coup, sans graves perturbations économiques. Surtout si l'on voulait réaliser cette mesure par la seule vertu de l'appareil d'état sans la participation des masses ouvrières. Or de cela il ne pouvait être question : les ouvriers, en majorité haïssaient autant l'appareil d'état stalinien que leurs anciens maîtres capitalistes.

Les expropriations du printemps 1948 furent arrêtées brusquement le 4 avril par une déclaration solennelle et par une promesse formelle à la bourgeoisie suivant laquelle celle-ci pourrait dorénavant travailler en toute tranquilité. On proposait ainsi une nouvelle trêve aux capitalistes et en même temps le parti les invitait à nouveau à participer à la reconstruction démocratique. En réalité on préparait déjà l'étape nouvelle, celle des plans. On avait besoin de stabilité et on pensait pou-

voir l'atteindre en amputant le secteur privé de quelques 25 pour cent et en agrandissant le domaine nationalisé d'autant.

Parallèlement et en vue de la nouvelle étape également, on décida d'accorder des pouvoirs très importants à la commission économique. On lui donna notamment la tâche de régler et de comptabiliser les réparations. Automatiquement ceci mit entre ses mains le sort de la majorité de la production en même temps que la plus grosse partie du budget des Länder. Depuis, les efforts pour vaincre « l'égoïsme » des pays eurent un succès un peu plus marqué.

Peu après on annonçait la transformation des « entreprises propriété du pays », en « entreprises propriété du peuple » (Volkseigene Betriebe : V.E.B.). Le S.E.D. fêta cette mesure comme un succès de la reconstruction démocratique du pays. On parla beaucoup du caractère inaliénable de la propriété du peuple. On procéda à de nouvelles inscriptions dans le registre de commerce et sous la rubrique « propriétaire » on écrivit : « Le peuple allemand ». En réalité cette transformation des L.E.B. en V.E.B. eut aussi comme but de combattre le particularisme naissant des pays en soumettant les entreprises les plus importantes à l'autorité des administrations centrales.

Vers la fin de l'étape que nous envisageons, le secteur nationalisé comprenait environ 40 pour cent de la production industrielle tandis que le secteur privé ne représentait plus que 23 à 30 pour cent. Le particularisme des pays était en voie de résorbtion : le parti avait réussi à mettre au pas ses cadres régionnaux. Mais le problème de l'égoïsme d'entreprise, des compensations, et de la rentabilité des V.E.B. était autrement complexe. De même celui du rôle néfaste pour les entreprises de type collectiviste que continuait malgré tout à jouer le secteur privé. L'élément décisif restait le fait que l'ensemble de l'économie continuait à être appauvri par les prélèvements au titre des réparations.

Il était naturel que parmi les ouvriers domine l'esprit de « débrouillage » individuel. Sur ce terrain également le parti avait tenté de réagir. Il constitua de nombreux comités ouvriers ou populaires qui avaient comme but d'inciter au travail les ouvriers, d'empêcher les affaires de compensation et de rendre les entreprises légalement rentables. Nous traiterons cette question au chapitre suivant. Mais d'ores et déjà nous pouvons dire que le S.E.D. échoua en grande partie. La conférence zonale des V.E.B. qui eut lieu vers le début juillet 1943 se déroula encore sous les mots d'ordre : « Il faut constituer des ré-

serves afin de ne plus vivre au jour le jour; il faut enfin finir avec l'égoïsme d'entreprise ».

A travers la lutte contre la bourgeoisie le parti était devenu non seulement le premier facteur politique du pays, mais encore un vrai facteur social. Le parti avait acquis des racines solides dans l'économie du pays. Il contenait dans ses cellules l'ensemble de la couche des dirigeants de l'économie et c'est bien dans ses organes que toute décision importante était prise. Non contrôlé par les ouvriers, il dirigeait en maître — avec ce qu'il devait des comptes à la S.M.A. — un secteur grandissant de l'économie. Les conditions objectives étaient ainsi données pour que les cadres économiques du parti acquièrent une vraie conscience de classe. Mais le parti n'avait pas réussi à résoudre les contradictions sociales et économiques du pays. Ennemi de la bourgeoisie par sa nature même il était amené à la combattre et à la restreindre par la logique du système bureaucratique-collectiviste qu'il avait créé. Mais en même temps de par ses origines et son allégeance le parti devait aider et justifier les prélèvements russes et ceci favorisait la renaissance continuelle de l'individualisme bourgeois qu'il s'efforçait de détruire. A travers ses cellules de base, forcément perméables à la vie de l'usine et entachées aussi d'« égoïsme d'entreprise », cette contradiction fondamentale pénétrait dans le sein même de l'organisation et constituait un élément essentiel de la crise où le parti se débattait. A travers les administrations des Länder « l'égoïsme » et l'individualisme avaient pu pendant une période pénétrer et influencer même les organes moyens et supérieurs du parti. Ainsi le règne stalinien sur la vie économique du pays n'était — pour une part — qu'apparent car la réalité vivante des classes sociales échappait à l'emprise du parti et par contre ce dernier ne pouvait empêcher ses organes de base d'en être pénétrés et influencés.

Par rapport à la bourgeoisie la politique du parti fut entachée de la même contradiction : il ne pouvait la laisser vivre et il ne pouvait la détruire non plus entièrement, ceci constituait encore un élément de désagrégation pour le secteur collectiviste de l'économie. Cette contradiction se reflèta aussi, pour une part, dans l'organisation stalinienne car, comme nous l'avons vu, les éléments les plus habiles de la bourgeoisie adhérèrent au S.E.D., davantage peut-être qu'aux partis bourgeois du bloc, rendus inefficaces.

A l'étape suivante la lutte du parti se poursuivra avec un peu plus de chances : le changement de la politique soviétique permettra une légère amélioration de la situation économique.

LA CLASSSE OUVRIERE SOUS LE REGIME STALINIEN

Les ouvriers remettent en marche les usines.

En mai 1945 la classe ouvrière de la zone soviétique était menacée de famine. Le premier problème était la remise en marche des usines et l'échange des produits industriels contre des produits agricoles. Les propriétaires des principales entreprises s'étant enfuis, les ouvriers se rassemblèrent spontanément à leurs usines et organisèrent le travail. Ils désignèrent des hommes de confiance (Vertauensleute) et par endroits des groupes d'ouvriers d'avant-garde se constituaient en conseils d'entreprise renouant ainsi, ne fût-ce que faiblement, avec la tradition de la révolution allemande de 1919. Une vie nouvelle paraisait surgir malgré le comportement de l'Armée Rouge. Les ouvriers remplaçaient les capitalistes : c'était le fait dominant dans la conscience des ouvriers d'avant-garde. La grande masse des travailleurs était mue par la volonté de subsister mais elle avait pris sans doute aussi conscience du proccessus qu'elle accomplissait, car non seulement les principales entreprises étaient restées sans maître, mais en général, la bourgeoisie était paralysée par la peur.

En même temps les organisations ouvrières traditionnelles renaissaient et notamment les groupes syndicaux d'entreprise. Ces derniers ne furent recréés qu'en petite partie spontanément : l'initiative venait le plus souvent du dehors. Mais les anciens militants ouvriers retrouvaient — trop peu à leur gré — le langage d'avant 1933 à travers lequel s'était toujours exprimée leur conscience de classe et leur volonté d'émancipation.

Les changements survenus à l'usine leur faisaient croire que leur idéal était en passe de s'accomplir. Ne leur avait-on pas toujours enseigné qu'il n'y a que deux termes possibles dans la lutte de classes : le prolétariat et la bourgeoisie ? N'y avait-il pas au pouvoir des hommes qu'ils avaient toujours considéré comme des camarades ? Et surtout beaucoup d'ouvriers communistes ne remplaçaient-ils pas les anciens patrons en devenant directeurs d'usine ou membres de la direction d'un Konzern officiel ?

Bien des éléments contribuaient durant les premiers mois de l'occupation à faire penser aux travailleurs d'avant-garde que les difficultés présentes ne sont que passagères et même que

l'idée mise en avant par les émigrés venus de Moscou est juste : le parti est la cristallisation des tendances de la classe ouvrière et il agit en son nom.

Regroupement dans les sommets staliniens.

Cependant au sein du noyau de staliniens 100 pour cent le proccessus de pensée était différent. La volonté existait d'écarter la bourgeoisie, mais l'élément déterminant était bien de servir l'U.R.S.S. On pensait qu'en dernière analyse cela servirait aussi les ouvriers allemands, mais pour le moment leur allégeance au Kremlin forçait les dirigeants staliniens allemands à manœuvrer les classes sociales de leur pays et non pas à servir l'une d'elles. Tout leur passé les déterminait à n'avoir confiance que dans le parti ou plutôt dans l'appareil du parti.

Parallèlement au regroupement spontané et confus de la classe ouvrière un autre beaucoup plus précis s'accomplissait dans les sommets sous l'égide du parti. Dès le 15 juin se forma à Berlin un comité provisoire syndical. Celui-ci se déclare « convaincu d'exprimer la volonté de la classe ouvrière » et publie une profession de foi où les notions de droit des ouvriers, de reconnaissance à l'Armée Rouge, d'union de tous les Allemands démocrates et de reconstruction voisine. Mais l'élément essentiel restait le fait que le comité était placé entre les mains du stalinien 100 pour cent Jendretzky et de ses adjoints. En faisaient bien partie également deux syndicalistes chrétiens, mais ceux-ci n'étaient plus dès le premier moment, maîtres de leurs mouvements. Leur présence correspondait simplement à la politique stalinienne d'utilisation de la bourgeoisie. Suivant le même procédé bureaucratique utilisé à Berlin, se formèrent aussi les comités provisoires syndicaux des Länder et des circonscriptions. Bientôt les formes d'organisations ouvrières apparues spontanément à la base, furent comme chapeautées par le cadre d'organisation syndicale stalinienne construite à partir des centres. Cependant la masse affluait dans les syndicats, le plus souvent pour des raisons d'opportunité, et elle noyait les éléments actifs et indépendants du début. En février 1946 eut lieu le premier congrès zonal de l'organisation. Celle-ci comptait déjà près de 3.000.000 de membres, mais la spontanéité et l'initiative du début avaient disparues.

Les ouvriers se détournent du régime stalinien et des intérêts publics.

Quelques mois avaient suffi pour que la fiction qui voulait que le parti stalinien représente la classe ouvrière se dissipe. Le fait dominant restaient les démontages, les répartitions et la misère qu'ils entraînaient. Devant cete réalité les tirades staliniennes sur la démoeratisation de l'économie apparaissaient chaque jour plus déplacées.

Voyant que leur peine et leur volonté de reconstruction se dépensaient en vain, les ouvriers se détournèrent des intérêts publics et chacun essaya de se « débrouiller » pour soi. Jusqu'à 50 pour cent de la population des villes eut comme principale ressource le marché noir. Le vol prit des proportions extraordinaires et là où sept à huit mois auparavant bien des ouvriers travaillaient sans penser à se faire payer pour reconstruire leur entreprise, maintenant, dans certains cas on volait jusqu'aux cadres des fenêtres des usines pour les utiliser chez soi comme bois de chauffage. Les rapports des directions d'usines de cette époque se plaignent tous du mauvais moral au travail des ouvriers et certains ajoutent naïvement que « les ouvriers n'ont pas encore compris qu'ils peinent pour eux-mêmes ». Après s'être rencontrée un moment avec la position stalinienne sur la reconstruction, la classe ouvrière s'éloignait de plus en plus des nouveaux puissants.

D'anciens ouvriers révolutionnaires se transforment en bureaucrates.

Par contre les ouvriers qui s'étaient intégrés aux organismes de direction et d'administration économique évoluaient rapidement et dans un sens opposé à celui de la masse des travailleurs. Au printemps 1946 près de 40 pour cent des directeurs et des directeurs techniques (Betriebsleiter) d'usines étaient d'anciens ingénieurs, commerçants ou directeurs. (Il est impossible d'avoir des chiffres exacts pour cette époque). Dans les conseils de direction des Konzerns ou dans les organismes d'administration économique ou sicale des Länder (ministères, commissions diverses, etc.), les anciens ouvriers staliniens étaient également nombreux. Bien des cadres syndicaux des groupes d'usine ou des « camarades de confiance » étaient devenus

chefs d'atelier, chefs d'équipe ou contremaîtres, car l'épuration du personnel de maîtrise ou technique avait laissé un véritable vide. Cette promotion d'éléments ouvriers aurait pu donner de bons résultats à condition que le maintien dans son nouveau poste de l'intéressé soit déterminé uniquement par sa compétence. Or l'élément décisif était la fidélité dont il faisait preuve à la ligne du parti et avant tout à l'U.R.S.S., car sa tâche était autant politique que technique.

En même temps ne pouvant donner l'indispensable à tous, le parti accordait le superflu — tout relatif d'ailleurs — à ses plus proches partisans. Dès le début, le système des colis, des primes, et de hauts salaires pour les fonctionnaires et les cadres techniques avait été mis en vigueur.

Souvent le favori du régime s'avérait incapable d'accomplir sa tâche. Mais pour ne pas perdre sa place, et les avantages qu'elle représentait, il flagornait d'autant mieux les chefs et proclamait avec frénésie sa foi stalinienne. Il y eut des cas où un élément nouvellement élevé à une dignité s'était rendu impossible par son incapacité. Mais, à l'étonnement de tous, on lui donnait un autre poste plus important encore. C'est qu'il s'était avéré un instrument docile. Dans d'autres cas, des ouvriers promus à des postes de direction se montraient capables et étaient aussi de tout cœur à côté des ouvriers. Mais bientôt ils s'apercevaient que toute critique et même que toute initiative importante leur était interdite. Et aussi que ce qu'on estimait en eux n'était pas autant leur efficience que leur fidélité à la ligne. Ils avaient été entièrement d'accord avec le régime lorsqu'ils avaient acquis leur nouvelle situation. Mais immanquablement à un moment donné ils s'étaient trouvés en contradiction avec leur conscience de militants ouvriers. Bien peu furent ceux qui eurent le courage de rompre alors, car, en dehors du milieu des dirigeants, les attendait la misère. Il y avait aussi à portée de chacun des cas d'arrestations significatifs. La plupart des nouveaux cadres — anciens ouvriers — prenaient alors le parti de se mentir à eux-mêmes ou de ne pas penser. Ce qui était d'autant plus facile qu'ils étaient tous surchargés de réunions, de voyages et de conférences. Le manque de temps, la fatigue physique d'un côté, la conscience d'être surveillés de l'autre empêchaient les échanges fructueux d'idées et d'expériences même dans les cercles intimes. Pour briser la solitude alors et s'intégrer au courant, l'ancien ouvrier — militant communiste cédait, acceptait et justifiait des actions et des situations qu'autrefois il aurait rejetées avec mépris. Il était déjà corrompu et en voie de devenir aussi un instrument docile.

En tout cas, malgré la volonté qu'il avait eue au début, le courant l'avait emporté, et il s'était éloigné de sa classe jusqu'à en devenir étranger. De là à l'idée courante au sein de la couche de dirigeants staliniens de l'économie qui prétendait que la classe ouvrière est veule et inconsciente et qu'il faut lui désigner son but et l'y mener de force, il n'y avait qu'un pas. Il était d'autant plus facile de franchir ce pas qu'à cette époque à cause des 12 ans d'hitlérisme et de l'éloignement de ses chefs, la classe ouvrière représentait effectivement une masse sans volonté politique et abandonnant les affaires publiques aux mains des dirigeants. Dès lors, l'ancien ouvrier révolutionnaire prenait conscience du fait qu'il n'est plus un ouvrier mais qu'il est lui aussi un « dirigeant » et peu après il arrivait à justifier théoriquement et à glorifier son nouvel état. Le militant ouvrier communiste était devenu un bureaucrate en passe d'acquérir un esprit de caste supérieure. Ce processus qui en U.R.S.S. avait duré 7 à 8 années s'accomplit en zone soviétique en quelques mois ou un an : il n'y avait pas eu de révolution d'octobre en zone russe mais au contraire, tout avait été dès le début imprégné par l'esprit bureaucratique.

L'espoir du parti se porte sur les Conseils d'entreprise.

Au printemps 1946 ce processus était déjà net et les ouvriers en avaient pleinement conscience. Pour la plupart d'entre eux, leurs anciens camarades « s'étaient laissé acheter » et « avaient trahi ». Le moral au travail était désastreux et l'absentéisme à l'usine atteignait jusqu'à 30 pour cent, chez les femmes notamment.

Pourtant le parti ne pouvait se résigner à être isolé de la classe ouvrière. Il ne pouvait accepter non plus que celle-ci considère les affaires publiques comme n'étant pas siennes et surtout qu'elle ait une attitude négative envers les problèmes de production.

Pendant toute une période l'espoir et l'attention du parti seront portés vers les Conseils d'Entreprise (Betriebsräte). Un an après la défaite il existait des Betriebsräte dans la plupart des entreprises importantes. Ils avaient été créés bureaucratiquement au fur et à mesure de la renaissance du mouvement syndical. Ils étaient considérés au début comme organes du groupe syndical et ne jouaient pas de rôle important. En avril 1946 le Conseil de contrôle interallié demanda par décret la généralisation des Betriebsräte et précisa en même temps de

manière sommaire leur rôle : ils auront un droit de co-décision dans toutes les questions de production et d'administration intérieure de l'usine ; ils travailleront en accord avec les syndicats. En juin-juillet 1946, 44.000 entreprises de la zone soviétique devaient élire leurs conseils. Une campagne très importante fut menée par le S.E.D. sur le thème de la démocratisation en marche des usines. Parallèlement le parti généralisait un système déjà existant : il créait dans chaque entreprise de multiples commissions : de cantine, de loisirs, de presse, de dénazification, de jeunes, etc. Le but était de donner aux ouvriers l'illusion qu'ils peuvent décider du sort des produits de leur travail. Le parti espérait ainsi réveiller l'ardeur pour la reconstruction des premiers mois, mettre un frein aux affaires de compensations et rendre rentables les entreprises nationalisées. Il espérait en même temps briser son propre isolement.

Une fois de plus le parti stalinien tendait à emprisonner la réalité sociale dans une fiction créée de toutes pièces. Les ouvriers mettaient de la mauvaise volonté à produire des biens qui s'en allaient en U.R.S.S. Ils étaient hostiles au parti qui couvrait les réparations ? On tâchera de les convaincre par la propagande que tout cela est juste. On étouffera en même temps toute opinion contraire. Par un tour de passe-passe on fera élire aux ouvriers des représentants staliniens dans les Conseils d'Entreprise. Ceux-ci mèneront la politique du parti tout en se réclamant des ouvriers. Suivant leurs principes de confiance dans l'appareil et les cadres et leur habitude de mépriser la masse, les dirigeants staliniens étaient prêts à penser qu'en « tenant » les représentants des ouvriers, ils pourront influencer et « tenir » ces derniers également.

La réalité ne tardera pas à se montrer peu flexible aux manœuvres du parti.

Les Conseils se départagent suivant la ligne de rupture : parti stalinien, masse ouvrière.

Les élections pour les Conseils d'Entreprise se déroulèrent sans surprise. Rendus sceptiques envers tout, les ouvriers approuvaient, en général sans discussion, la liste des candidats qui leur était proposée par le comité syndical d'usine après avoir été composée par les chefs de la cellule stalinienne avec approbation des dirigeants locaux du parti.

Une fois élus, les Betriebsräte devaient appliquer le pro-

gramme de production sur lequel ils s'étaient présentés. On s'aperçut alors très vite que la plupart des cellules d'usine avaient été obligées de recourir à des éléments peu sûrs pour compléter les listes. Trop peu liées à la masse elles ne disposaient pas suffisamment de cadres pour contrôler réellement le conseil. Bien des éléments, en réalité apolitiques, quoique formellement membres du S.E.D. avaient été présentés, ou bien des anciens communistes qui se sentaient plus proches des ouvriers que des dirigeants bureaucrates.

Seulement dans peu de cas le Betriebsrat essaya d'appliquer la politique de « travailler d'abord » que le parti appliquait notamment dans les V.E.B. et les S.A.G.; mais alors le Betriebsrat se transformait presque automatiquement en auxiliaire de la cellule et même de la police. Les ouvriers ne prêtaient pas attention aux harangues sur la production du Betriebsrat. Celui-ci était alors obligé d'introduire le travail aux pièces, de renforcer la discipline et parfois de faire fouiller les ouvriers à la porte de l'usine pour découvrir les « saboteurs et les voleurs ». Bien entendu, dans ce cas, le Betriebsrat n'avait plus rien de commun avec les ouvriers; il avait échoué dans la mission de lier les ouvriers à la couche bureaucratique naissante et s'était placé délibérément dans le camp de cette dernière.

Le plus souvent le Betriebsrat était composé d'ouvriers qui restaient proches des soucis de leurs camarades de travail. Ceci apparut assez clairement au mois de novembre 1946, lorsque les Betriebsräte firent leur premier rapport d'activité trimestriel. La plupart se plaignirent de la mauvaise nourriture des ouvriers et déclarèrent que dans ces conditions la production ne pouvait être augmentée. Il y eut des cas où le Betriebsrat repoussa des résolutions formulant cette exigence, adoptées par le Comité syndical ou la cellule S.E.D. Le résultat fut que dorénavant on donna une bien moins grande publicité aux bilans trimestriels et que par la suite ceux-ci ne furent pratiquement plus tirés.

Fin 1946, les syndicats procédèrent à une enquête dans cent Betriebsräte des entreprises nationalisées. Seulement 16 avaient calculé le prix de revient de la production et s'étaient posé le problème de l'équilibre budgétaire de l'entreprise. Le souci des Conseils était ailleurs : procurer à manger au personnel. Mais ceci n'était possible qu'illégalement ou par des relations personnelles et le Conseil rentrait alors inévitablement en conflit avec le parti et parfois avec la cellule stalinienne de l'usine et la direction. Il arrivait que le Betriebsrat accordât deux jours de congé hebdomadaire aux ouvriers pour que ceux-ci puissent aller à la campagne se ravitailler : la direction venait

annuler la mesure. Le plus souvent le Betriebsrat vendait au marché noir ou « compensait » une partie de la production contre des vivres. Il arrivait que la cellule menaçât alors d'arrestation le Betriebsrat. Il naissait souvent une vraie inimitié entre ces deux organes. Ce fait est avoué par le bulletin intérieur du S.E.D. de Berlin, « Wille und Wey », de février 1947. Un an après leur création officielle il était certain que les Betriebsräte des entreprises nationalisées avaient échappé au parti. Non seulement, ils n'avaint pas réussi à colmater la rupture qui existait entre ouvriers et bureaucrates mais les Conseils d'Entreprise s'étaient départagés eux-mêmes suivant cette ligne de rupture.

Betriebsrat, cellule stalinienne et direction d'entreprise.

En schématisant on peut affirmer qu'au sein de l'entreprise nationalisée le Betriebsrat représentait les ouvriers; la cellule stalinienne les intérêts du Kremlin, l'ordre établi et les intérêts généraux de la caste naissante tandis que la direction était en proie le plus souvent à « l'égoïsme d'entreprise ». En général, le Comité syndical se trouvait sous l'influence de la cellule.

L'hostilité des ouvriers envers les bureaucrates s'exprimait rarement à travers des formes de lutte évoluées : il n'y eut en tout que trois — quatre grèves pour une meilleure nourriture, vite réprimées. Le Betriebsrat représentait non seulement les ouvriers mais aussi leur situation sans issue, leur manque de perspectives et leur manque d'espoir dans les destinées de leur classe. A aucun moment, il n'y eut de tentative sérieuse d'unir la classe ouvrière contre la bureaucratie. Elle restait émiettée et s'efforçait simplement de vivre.

Au sein de chaque usine pourtant les ouvriers réussissaient parfois à influencer non seulement le Betriebsrat mais comme nous l'avons vu aussi bien la cellule et la direction. Tous trois s'entendaient pour couvrir les affaires non officielles. Le dépit du parti était grand dans ces cas. Ce sentiment est exprimé par exemple dans la revue théorique des syndicats « Arbeit » de septembre 1947 qui écrit : « Les Betriebsräte, les groupes d'entreprise syndicaux ou politiques ont tendance à se trouver sous la pression et à la traîne des parties non politisées et mécontentes du personnel ». Mais le plus souvent, le parti ne donnait pas de publicité à ses sentiments et parfois son dépit se traduisait par des arrestations.

Entre direction et cellule il y avait également des situations tendues. Les membres de la direction faisaient partie de la cel-

lule, mais en général ne venaient pas aux réunions. Aux prises avec les difficultés redoutables ils se heurtaient aux exigences du parti représenté en l'occurence par le secrétaire du groupe S.E.D. Ne pouvant s'y opposer ouvertement ils feignaient ignorer la cellule. Mais dans leur attitude, à côté de l'hostilité, une nuance de mépris ne manquait pas. Les actuels directeurs — anciens ouvriers révolutionnaires avaient franchi un nouveau pas vers l'acquisition d'une conscience de caste. Pris dans l'engrenage de leurs préoccupations de direction ils se sentaient supérieurs non seulement à la masse des travailleurs, mais aussi à leurs anciens camarades de parti restés ouvriers qui vivaient comme avant, au jour le jour et étaient absorbés par les problèmes de leur existence.

Souvent, il y avait union personnelle entre la direction de l'entreprise et celle de la cellule. Ceci correspondait au manque de cadres moyens du parti et avait presque toujours comme conséquence de subordonner la cellule à la direction. Le parti réagissait alors, remettait la direction effective aux mains d'éléments sûrs au risque même de laisser péricliter la production, mais la situation restait toujours très mouvante.

Le parti stalinien était donc loin de maîtriser la situation intérieure des « Entreprises-Propriété du Peuple ». Il y avait d'une part les ouvriers émiettés, hostiles et recourant aux solutions individuelles, de l'autre le groupe bureaucratique de direction, uni par le souci de production dont il était le seul à se charger, mais tiraillé entre le besoin de ne pas s'éloigner des ouvriers et celui de suivre la ligne du parti. L'ancien esprit individualiste du capitalisme était représenté également par la nécessité où se trouvait le groupe bureaucratique de recourir aux compensations. La corruption et le désir d'enrichissement ne manquaient pas non plus et s'étendait jusqu'aux membres du Conseil d'Entreprise.

Hugo Bell.

MACHINISME ET PROLETARIAT

La venue de ce livre et les idées qui y sont exprimées ne sont nullement le fruit du hasard ou de l'originalité de pensée de son auteur. Il ne s'agit en effet que de la compilation et de l'exposition d'études et de travaux qui se poursuivent dans l'industrie depuis, en gros, la fin de la première guerre mondiale. L'apport « original » de l'auteur se limite à porter un certain nombre de jugements plus ou moins nuancés — et d'ailleurs totalement erronés — sur les courants de pensée qui se sont dégagés à propos de ces études et de ces travaux.

La méthode d'approche du problème est, on le voit, absolument incorrecte et ferme la porte à toute appréciation objective. Ce qu'il importe d'envisager avant tout, ce ne sont pas ces courants de pensée, considérés en eux-mêmes, mais l'évolution profonde de l'économie capitaliste elle-même qui a fait de ces études et de ces travaux une nécessité. Ce n'est pourtant pas par ignorance que pèche M. Friedman, puisqu'à deux reprises il se réfère à Marx lui-même, sur cet aspect du problème, d'une manière tout à fait pertinente. Tout d'abord, il rappelle que « le développement du machinisme commandait aux industriels de ne pas étendre démesurément la journée de travail, de remplacer sa durée extensive par une durée intensive, d'en remplir le plus possible les pores étant donné l'importance du capital fixe désormais investi dans l'outillage mécanique ». Ailleurs, il cite un passage du Capital encore plus important et que nous pensons devoir citer aussi : « Il est évident qu'avec le progrès de l'industrie mécanique et l'expérience accumulée par toute une classe spéciale d'ouvriers, il doit y avoir accroissement de la vitesse et, par suite, de l'intensité du travail. C'est ainsi qu'en Angleterre, pendant un demi-siècle, la prolongation de la journée de travail et l'intensité croissante du travail de fabrique marchent de pair. On comprend cependant que, dans un travail où

il ne s'agit pas de poussées passagères, mais d'une uniformité régulière se renouvelant tous les jours, il doive arriver un point de rencontre où l'extension de la journée de travail et l'intensité du travail s'excluent réciproquement, de sorte que la prolongation de la journée de travail ne puisse se faire qu'en diminuant l'intensité du travail et qu'inversement l'accroissement de l'intensité entraîne forcément diminution de la journée de travail. » C'est ce processus, rappelle l'auteur, que Marx dénomme « la conversion de la grandeur extensive ou durée en grandeur intensive ou degré ».

C'est tout le fond de la question, parce que c'est par ce biais que ce pose le problème des conditions modernes de l'exploitation. Objectivement, ce passage de l'extensif à l'intensif (ou plus exactement le développement de cette contradiction entre une intensité du travail qui va croissant et sa durée qui ne peut pas, dans une société d'exploitation, diminuer en deçà de certaines limites) a provoqué la naissance de deux courants « rationalisateurs », le taylorisme d'une part, les « sciences de l'homme » d'autre part (et plus spécialement la psychotechnique).

L'intérêt du livre de Friedman c'est justement qu'il apporte une documentation abondante sur ce deuxième courant, d'ailleurs beaucoup plus récent, et que par là-même il permet de voir en quoi ce courant se distingue et pourquoi sa venue posé une série de problèmes originaux et distincts eux aussi.

Par contre cet apport de Friedman est compensé — et ceci amplement — par son petit apport personnel à l'entreprise de mystification universelle des forces réactionnaires coalisées, qui caractérise si profondément les manifestations idéologiques de notre époque. En effet, Friedman ne se contente pas d'établir une distinction entre ces deux courants, Taylorisme et psychotechnique : il les oppose, et ce ci sur un plan sociologique profond, alors qu'ils ne sont que l'expression, à des niveaux différents, d'une réalité sociale identique, celle de l'exploitation la plus systématique possible du prolétariat.

Ce qu'il y a à la fois d'intéressant et de significatif dans cette mystification, c'est de voir que pour l'opérer Friedman utilise un mélange informe de « marxisme » ou de « dialectique » et de psychologie moderne et que seule une telle utilisation lui donne les armes nécessaires pour mystifier les autres, et probablement aussi pour se mystifier lui-même, car on le sent empêtré dans ses propres sophismes. Afin de pouvoir opposer radicalement le taylorisme et les « sciences de l'homme » (lisez : psychotecnique et psychosociologie de l'entreprise), il qualifie le premier courant de « techniciste » et le rattache au courant « mécaniste » du dix-neuvième siècle, alors que le second se rat-

tacherait justement à des courants de pensée qui en seraient la négation, pourrait-on dire dialectique. Il est évident que dans l'esprit de l'auteur ce second courant est progressif, bien que l'on serait bien en peine de définir rigoureusement ce que sont ses caractéristiques positives. Tout ce que l'on peut dire de certain c'est que cette appréciation rentre dans le cadre d'une analyse marxiste vulgaire qui, en définitive, ne diffère pas de celle qui prédomine dans tous les partis ou groupes se réclamant du marxisme actuellement. La thèse est très simple : on caractérise les courants idéologiques suivant leur esprit plus ou moins « dialectique », chacun se réservant par ailleurs le privilège de juger de ce qui est dialectique et de ce qui en l'est pas (de ce qui est vulgairement « mécaniste » par exemple).

En fait, il n'est nul besoin de « dialectique » pour voir ce qui distingue très nettement le taylorisme de la psychotechnique et de la soi-disant psychosociologie de l'entreprise. Le taylorisme a constitué un premier aspect du mouvement de rationalisation de la production, son aspect le plus superficiel en définitive, parce qu'il ne concerne que les rapports entre les hommes et les machines et non les rapports entre les hommes eux-mêmes au sein de la production. C'est à ce titre qu'il est rentré dans la vie et s'est pour ainsi dire objectivé. Les modifications que le taylorisme a apportées, pour profondes qu'elles soient, s'intègrent dans le cadre des rapports humains existant dans l'entreprise capitaliste classique. On ne peut donc pas parler du taylorisme comme d'un simple courant de pensée. C'est avant tout un fait historique et il faut le traiter comme tel (1). Mais la logique de

(1) A ce propos il convient de souligner que, ainsi que le rappelle Friedman : « Taylor a très heureusement innové en procédant à des études systématiques et expérimentales du travail aux machines-outils. Les résultats obtenus autant en ce qui concerne la qualité des aciers, la forme et le choix des outils, la détermination des vitesses et des profondeurs de coupe, l'aménagement des courroies et transmissions ont permis d'accroître considérablement l'efficience et la précision.-» Et il n'est suffisant de dire à ce propos comme Friedman que c'est là « un apport précieux ». Cette contribution de Taylor a constitué le chaînon intermédiaire indispensable entre l'utilisation de l'énergie électrique — qui ainsi que Friedman l'analyse justement a donné naissance à la deuxième révolution industrielle — et la grande production de masse qui exige justement vitesse et précision, sans lesquelles il n'y aurait pas de standardisation possible, production de masse qui, sur le plan économique, caractérise aussi cette seconde révolution industrielle.

Envisagé sous un autre angle, le taylorisme dans son ensemble (c'est-à-dire en y comprenant sa pièce maîtresse qui est l'étude des temps élémentaires) a représenté la réponse donnée par le régime capitaliste à la contradiction objective entre l'extensivité et l'intensivité de l'exploitation, contradiction qui a été posée historiquement par l'évolution même du régime capitaliste compris comme domination du travail mort sur le travail vivant. En effet, une telle dominatio contient en germe ce que Marx a appelé la baisse tendancielle du taux du profit et qui se traduit inéluctablement par la nécessité de remplir le plus possible « les pores-» de la journée de travail, pour tenter de compenser l'importance croissante des investissements en capital fixe.

la rationalisation ainsi amorcée par le taylorisme pousse inéluctablement à la rationalisation totale, celle qui va jusqu'à établir *des rapports rationnels entre les hommes au sein même de la production.* C'est bien à cette logique qu'obéissent tous les courants rationalisateurs post-tayloriens, qu''ils se parent de l'étiquette « sciences de l'homme » ou non.

Jusqu'ici, cependant, aucun de ces courants ne s'est réalisé objectivement et tous demeurent de simples courants de pensée — même lorsqu'ils ont mis en œuvre d'immenses moyens, même lorsqu'ils ont fait des usines leur laboratoire (1).

Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. La structure de classe de la société, léguée par l'histoire, l'exploitation d'abord et l'aliénation ensuite, qui en découle inéluctablement, interdisent a priori l'instauration d'une quelconque « rationalité » dans les rapports entre les hommes au sein de la production. Elles l'excluent si complètement que pour les exploités il ne peut y avoir qu'une rationalité, celle de la domination totale du processus de production par les exploités eux-mêmes. C'est ce que Marx a défini depuis longtemps comme étant la dictature du prolétariat. Certes, cette simple expression ne résoud rien par elle-même et ne contient aucune vertu magique. Bien au contraire, son contenu varie à travers l'histoire et le fait de cette variation constitue probablement le problème le plus important auquel les révolutionnaires ont à faire face. Mais ce n'est que dans notre conclusion que nous essaierons d'en aborder certains aspects généraux.

Pour le moment, ce qu'il est important de comprendre, c'est qu'en l'absence de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat qui définit son succès, l'extension logique de la rationalisation n'a d'autre signification et ne peut avoir d'autre signification que l'intégration des rationalisateurs dans le mécanisme et l'appareil moderne de l'exploitation. Mais un tel passage de l'état de courant de pensée à celui de réalité sociale implique une soumission sans conditions à une logique objective, au regard de laquelle les positions idéologiques de départ de ces courants — de même d'ailleurs que leurs pieuses intentions — ne jouent qu'un rôle tout à fait subordonné.

Vouloir ainsi monopoliser la rationalisation par en haut — ce qui ne peut être que le cas dans une société de classe — ne peut aboutir *dans les faits* qu'à « rationaliser » un monopole de direction des hommes. Or il n'existe pas de rationalité possible de l'exploitation. Tout juste est-il possible de plaquer sur la réa-

(1) Par destination les usines ne sont pas et ne seront jamais des laboratoires, la logique de la production et la logique de l'expérimentation s'excluent mutuellement.

lité du gaspillage des forces humaines et matérielles une systématisation idéologique ayant les apparences de la rationalité.

Voilà pourquoi les courants de pensée post-tayloriens, malgré leurs ambitions, contiennent en germe dès leur naissance cette mystification, que Friedman a choisi comme tâche de voiler. Voilà pourquoi notre tâche à nous est de dévoiler la véritable nature de cette entreprise.

Un tel impératif cependant n'est pas purement moral. En effet, si l'on laisse de côté les définitions uniquement formelles de la suppression de l'exploitation telles qu'elles ont cours en fait dans tous les mouvements ou groupes qui se réclament du marxisme de nos jours, on verra que ces courants de pensée post-tayloriens choisissent pour terrain de mystification une définition de fond de l'exploitation et que, dans ce sens, ils sont potentiellement autrement plus dangereux que les épigones du marxisme. Si ces derniers se contentent en gros de rabâcher les schémas sur la suppression de l'exploitation à travers la suppression de la loi de la valeur, assurée par la planification, parce que cette suppression entraîne automatiquement celle de la plus-value (1), les premiers s'attaquent directement au problème de l'aliénation prolétarienne, à sa source, dans le procès de production lui-même; et à ce titre ils pourraient paraître être plus conséquemment marxistes que les « marxistes » actuels eux-mêmes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, d'une part, ces courants de pensée ne pourront s'objectiver qu'en se modifiant profondément, aussi profondément qu'ont pu le faire les courants marxistes à travers le processus social objectif de la bureaucratisation; d'autre part, une telle objectivation aurait besoin d'un appui social de masse car il n'est nullement question que la mince couche des rationalisateurs, en tant que tels, puissent instaurer un quelconque monopole de la direction de la société. Ainsi, à cause même du niveau profond auquel se situent ces courants ils ne peuvent, contrairement au taylorisme, passer au stade de la réalisation sociale objective qu'à travers un bouleversement profond des cadres classiques du capitalisme. Ces deux aspects du problème sont d'ailleurs liés, étant donné que pour jouer dans un processus de transformation sociale un rôle moteur, il convient de posséder une idéologie de caractère universel. S'élever à ce niveau ne peut signifier que dépasser décisivement le point de vue étroit des « sciences de l'homme », et surtout opérer une systématisation, une universalisation de la

(1) En réalité ce qui disparaît avec la planification c'est le concept classique de la plus-value et nullement sa réalité, pas plus que ne disparaît automatiquement par là même la réalité de l'exploitation.

mystification qui était en germe au départ du mouvement rationalisateur post-taylorien (1).

Ceci dit il est exact que le courant rationalisateur post-taylorien s'est développé en s'opposant au taylorisme, s'est pour ainsi dire nourri de l'échec du taylorisme face au problème de la productivité. En effet la rationalisation taylorienne, en tant que « rationalisation » de l'exploitation s'est immédiatement heurtée à la résistance de la classe ouvrière, et à la « flânerie systématique » que Taylor s'était flatté d'éliminer s'est substitué le freinage systématique, la non collaboration, dont le caractère est d'autant plus profond que contrairement à la flânerie il a un caractère collectif, car il repose sur un accord tacite des ouvriers entre eux. Les psychotechniciens ont réfléchi sur ce phénomène du freinage qui a universellement suivi la rationalisation taylorienne, mais ainsi ils réagissaient comme un courant de pensée en présence d'une réalité, parce que l' « organisation scientifique du travail » d'inspiration taylorienne s'était intégrée comme partie constitutive de l'évolution moderne du machinisme. En réalité si ce courant anti-taylorien s'objectivait il produirait une réalité qui irait exactement dans le même sens que le taylorisme, mais en poussant la logique de l'exploitation beaucoup plus loin. C'est parce que ces deux courants se placent à des niveaux différents, l'un s'étant intégré à l'évolution du machinisme, l'autre étant encore extérieur à cette évolution, plaqué pour ainsi dire sur elle, qu'il s'est engendré un mouvement *apparent* d'opposition entre eux. C'est ce mouvement apparent et de sens contraire au mouvement réel que Friedman a uniquement vu, et tous ses raisonnements se trouvent ainsi entachés dès le départ d'un vice fondamental.

De même que les tayloriens, les psychotechniciens se sont heurtés au problème de la productivité, devenu le problème économique crucial de notre époque, mais ils ont été amenés à relier ce problème de la productivité à celui de l'aliénation de l'homme dans la production, parce que l'évolution même du machinisme a fait passer cette liaison au premier plan.

Friedman s'est partiellement rendu compte de cet encadrement général de la question, puisque dans un chapitre central de son livre, intitulé « l'Automatisme » et sous-titré « dialectique de la division du travail », il traite d'une manière particulière de l'évolution du machinisme. Or nous allons justement voir en quoi tous ceux qui veulent « résoudre » le problème de

(1) C'est d'ailleurs dans un tel sens que s'oriente en Amérique l'aile la plus avancée de ce mouvement. Le sujet demande cependant une étude spéciale qui sort du cadre de cet article.

l'aliénation de l'homme dans la production par en haut ne font en définitive que voiler la réalité sociale de classe qui est à la base à la fois de l'exploitation et de l'aliénation.

PLACE DU MACHINISME DANS L'EVOLUTION DE LA SOCIETE MODERNE.

Le travail parcellaire, voilà l'ennemi. Tel est le cri universel dans lequel on résume la *totalité* du problème de l'aliénation de l'homme dans la production. Mais aussitôt on cherche quelles sont les déterminations objectives du travail parcellaire et surtout dans quelle perspective générale d'évolution il s'intègre, et par là quelles sont les conditions de son dépassement.

Il faut faire très attention à cette question, car à travers elle c'est le problème lui-même du socialisme qui se pose. Nous allons donc tâcher de dégager le mieux possible quelle est la thèse profonde de l'auteur — assez confuse d'ailleurs dans son texte — et pour cela nous n'épargnerons pas les citations. En effet, cette thèse est — sous la forme mystifiée qu'elle prend ici — inéluctablement vouée d'une part à prendre un caractère universel, et, d'autre part, à se substituer, dans l'ordre de l'importance, aux problèmes classiquement débattus dans le mouvement ouvrier jusqu'ici.

Ce chapitre sur l'automatisme commence ainsi : « Nous avons vu la division du travail, suivant sa dialectique interne, créer des fonctions toujours plus spécialisées. Le travail devient de plus en plus parcellaire et chaque opération, ainsi délimitée, est confiée à une machine qui remplace l'outil tenu à la main. » Et l'auteur poursuit quelques lignes plus loin : « Mais la mécanisation n'est pas encore totale. La main de l'homme intervient dans quelques opérations : mettre une pièce sur la presse, l'évacuer, la remplacer. Cette période intermédiaire abonde *en tâches pénibles pour l'ouvrier* (1) ; il n'est plus qu'à demi, qu'au quart engagé dans l'opération, mais il l'est tout de même : à l'état de substitut de la machine pour les tâches que celle-ci n'a pas absorbées... Au moment où les derniers gestes productifs de l'ouvrier sont confiés aux pignons, aux engrenages, aux arbres métalliques, l'automatisme intégral commence. *C'est vers ce but que paraît tendre, au cours de son développement, la division du travail.* »

On voit ainsi clairement les deux thèses développées, qui sont d'ailleurs corollaires. D'une part, le travail parcellaire ex-

(1) Souligné par nous.

prime l'aliénation de l'homme dans la production, d'autre part, ce travail parcellaire peut être éliminé par l'automatisme intégral.

Sur la première thèse, l'auteur insiste abondamment : « Plus on s'approche de l'automatisme — sans toutefois y atteindre — plus la part du travail laissé à l'homme apparaît en soi dépouillée de tout intérêt intellectuel ou technique : seules subsistent quelques opérations répétées, très simples, préfigurant déjà celles de la machine qui tôt ou tard les remplacera. Il semble que la machine ait attiré à elle l'homme pour combler ses lacunes : elle le domine alors entièrement et lui impose ses nécessités... Les travaux les plus pénibles paraissent donc être ceux où l'automatisme s'est, pour ainsi dire, arrêté en route, pour des raisons qui peuvent être fort diverses : difficultés techniques de l'automatisation, négligence, méconnaissance de leur intérêt par des industriels routiniers, bas salaire des manœuvres spécialisés dans une région ou une industrie (1).

G. F. distingue « tout d'abord les machines « dépendantes » où l'alimentation, la commande, le réglage dépendent constamment de la main de l'homme : ce sont les machines répandues dans les ateliers par la première révolution industrielle et maintenues dans la mesure où celle-ci se prolonge et se survit. En second lieu, les « machines semi-automatiques » dont nous avons analysé un exemple avec le tour-revolver. Enfin nées du perfectionnement des précédentes, les machines « automatiques » (indépendantes) où l'ouvrier, en tant qu'opérateur, se trouve éliminé : d'autres fonctions apparaissent : surveillance, contrôle et surtout réglage. » Ce sont là « les trois étapes de l'automatisme ».

Dans cette « dialectique », l'enfer pour l'ouvrier, on le devine, c'est la phase semi-automatique. « Une étude détaillée, déclare G. F., des travaux semi-automatiques serait précieuse en nous permettant de dépister ceux, précisément, qui exigent encore autre chose que des réflexes : travaux où la personnalité de l'homme n'est point engagée, et dont cependant elle n'est pas entièrement libérée. Ces formes batardes entre les métiers traditionnels et les nouvelles qualifications semblent les plus lourdes, les plus contraires au développement harmonieux et à l'équilibre de l'individu. L'homme y est pour ainsi dire à demi absorbé par la mécanisation et n'en tire point le bénéfice. »

De cet enfer participe aussi le travail à la chaine, comme faisant partie de la même étape de l'évolution industrielle. « Il vient combler, lui aussi, les vides dans les progrès de la mécani-

(1) Il est caractéristique que G. F. oublie le facteur le plus essentiel : l'importance des investissements en capital fixe exigés par l'automatisation.

sation : l'homme y est chargé des opérations qui, bien qu'assez divisées pour être accomplies par des équipes, sont encore trop complexes pour pouvoir être traduites en combinaisons mécaniques. Dans une production déjà pour la plus grande part mécanisée, les opérations encore manuelles doivent être accomplies à un rythme qui s'accorde avec celui de l'ensemble de l'usine. Le travail à la chaîne, en bien des cas, est comme un signal qui nous révèle les déficiences actuelles de la technique, partout où elle fait effectuer par la main de l'homme des opérations très parcellaires que la mécanisation n'a pas pu conquérir. »

Pour ce qui est des incidences sur la main-d'œuvre de cette évolution du machinisme, leurs expressions dans la première phase et la seconde paraissent couler de source. Dans la première phase, c'était le métier unitaire qui prédominait, l'ouvrier était un authentique « professionnel », il bénéficiait de la « joie au travail » de la période artisanale. La seconde période — actuelle — représente une sorte de négation de la première, dans laquelle prédomine l'aliénation du travail parcellaire, la monotonie, l'élimination de toute initiative. Sur la troisième période — celle, pourrait-on dire, des lendemains qui chantent — G. F. s'exprime ainsi : « Si l'on considère la production proprement dite, le progrès de l'automatisme pourrait y transformer profondément les problèmes actuels de la main-d'œuvre. Les fonctions simples et monotones de l'armée des manœuvres, appendices de machines rigoureusement spécialées et semi-automatiques, disparaîtraient peu à peu. Dans les ateliers outillés en machines automatiques triompheraient de nouvelles fonctions, celles de conducteurs ou régleurs, ouvriers hautement qualifiés capables de surveiller une série de machines délicates et de parer eux-mêmes à tous leurs incidents de marche. Rappelons que dans la construction de ces machines intervient toute une gamme de travaux délicats, soignés, d'ajusteurs mécaniciens dont l'adresse professionnelle, souvent chassée des ateliers de production par le semi-automatisme et ses manœuvres spécialisés, obtient là une compensation. Dans cette voie royale du machinisme industriel on trouverait donc à la limite l'élimination des manœuvres spécialisés, la concentration de « la part de l'homme » entre les mains d'habiles ajusteurs, constructeurs et régleurs de machines automatiques : renaissance d'un « nouvel artisanat » à travers l'évolution contrastée de la technique et ses dramatiques contradictions. »

Voilà donc brossé pour l'essentiel les grandes lignes de cette thèse idyllique. Pour être vraiment fidèle, il nous suffira d'ajouter que l'auteur souligne que ces conclusions ne sont que « des conclusions théoriques » et que « leur valeur pratique se trouve

déjà largement mises en cause par la persistence du chômage » et que dans les conditions actuelles de l'industrie... progrès technique ne signifie non pas « déplacement » de métier, mais chômage pour des millions d'hommes jeunes et valides. » En résumé — et c'est là une thèse que G. F. reprend par ailleurs — cette évolution logique du machinisme se heurte à l'existence du régime de la propriété privée, génératrice de crises et de chômage. On n'attend que la bonne fée « planification » pour que cette bienheureuse dialectique de l'évolution du machinisme porte tous ses fruits.

Ce qu'il y a de remarquable dans ce chapitre, de loin le plus intéressant de ce livre, c'est qu'il révèle une bien curieuse conception de l'histoire, serait-elle uniquement industrielle. En effet, pour l'auteur il existe une sorte d'inéluctabilité dans ces trois phases historiques — ou au moins dans les deux premières — et à ce titre on pourrait dire que la seconde phase est comme un purgatoire qu'une dialectique transcendentale et tragique de l'histoire aurait imposé au prolétariat. Cette conception relève évidemment de l'imagerie d'Epinal. Cela est tellement vrai que pour fonder objectivement cette nécessité d'un type spécial G. F. est forcé de se contredire. Examinons cela de plus près : il déclare tout d'abord que « la division du travail telle qu'elle tendait à se réaliser dans les manufactures brisait en une sorte de poussière l'unité du métier artisanal », et il ajoute : « Plus la division du travail avait été poussée dans la période manufacturière, plus il a été facile aux inventeurs de réaliser des combinaisons cinématiques capables de se substituer aux organes naturels de l'homme et de s'acheminer vers l'automatisme ». Ainsi, dans l'industrie de la chaussure, une série d' « *opérations parcellaires* » qu'il cite au nombre de neuf, « ont pu être rapidement confiées à des machines automatiques ». On ne voit pas très bien alors où se trouvait la « joie au travail » de ces soi-disant métiers unitaires de la période « artisanale », ni surtout où se situe exactement cette fameuse période.

Ailleurs, dans un passage encore plus important, il montre qu'il existe « une action réciproque entre la division du travail et le machinisme : « Celui-ci, dit-il justement, n'a pu se réaliser et se répandre que du jour où celle-là se fût elle-même suffisamment développée. Mais l'imperfection même des premières machines-outils, poursuit-il, capables d'effectuer une seule opération a retenti à son tour sur la division du travail et l'a accentuée : la spécialisation de la machine a longtemps exercé cette action sur la division du travail et les deux transformations se sont réciproquement stimulées jusqu'au jour où les progrès techniques ainsi acquis, encadrés dans le mouvement de « rationali-

sation » de l'économie capitaliste amorcé à la fin du siècle dernier, ont permis la reconstitution de nouvelles *unités de travail* sur le plan des machines polyvalentes. » Qu'est-ce que cela signifie donc, si ce n'est que, alors que d'un côté il n'y avait en réalité déjà plus de travail unitaire « humain » dans la première période (au moins dans les secteurs les plus catarctéristiques, les plus avancés de l'époque) dans la troisième période, d'un autre côté, si l'on peut parler d'une « reconstitution de nouvelles unités de travail », ce n'est plus l'homme qui est le récipiendaire de cette unité, mais la machine elle-même, et le problème de la « joie au travail » reste toujours aussi ouvert.

On voit donc que la thèse essentielle de l'auteur se détruit d'elle-même. Mais cela ne veut nullement dire que l'évolution du machinisme soit dépourvue de toute signification.

Cette signification est que justement il n'existe pas une telle « dialectique » de l'évolution du machinisme qui soit indépendante. Si, pour passer de la seconde à la troisième phase, l'intervention de forces sociales est nécessaire pour que s'achève cette interne de la division du travail « qui a pour but l'automatisme », on ne voit pas pourquoi les deux précédentes phases auraient été indépendantes des rapports sociaux de production et de leur évolution.

En réalité, Friedman se trouve obligé d'introduire la plus extraordinaire confusion dans l'utilisation des concepts les plus simples parce qu'il est incapable de déterminer quelle est la place logique de l'évolution du machinisme dans l'évolution de la société moderne.

Cette société moderne c'est la société capitaliste, c'est-à-dire une étape tout à fait déterminée de l'évolution historique elle-même. Aussi il est impossible de traiter abstraitement de la « dialectique » des rapports entre l'homme et ses instruments de travail (ici les machines) d'une part et des rapports entre les hommes entre eux (rapports sociaux) d'autre part, parce que cette manière de voir les choses fait passer entièrement à côté du phénomène fondamental de l'ère capitaliste : la concentration des forces de production et le caractère collectif du procès de production qui en résulte. En effet, à la concentration des hommes dans la production a correspondu une concentration encore plus grande des machines et cette double concentration a abouti à la création et au développement d'un appareil de production qui constitue un ensemble et qu'il convient d'étudier comme tel.

Le maintien et le développement de cet appareil pose un double problème économique : d'une part assurer les conditions

de la production et de la reproduction de la force de travail des hommes ainsi concentrés, d'autre part assurer les conditions de la production et de la reproduction des machines.

La réponse à ce problème est donnée par l'exploitation elle-même et l'accumulation du capital. Cependant, cette réponse ne résoud pas tout, loin de là. D'un côté l'exploitation se heurte à la résistance et à la lutte de la classe ouvrière. D'un autre côté les investissements en capital fixe ne règlent pas entièrement la question de la nature de ces investissements, c'est-à-dire au progrès technique lui-même (plus ou moins grande mécanisation du procès de production, nature de cette mécanisation elle-même : tel ou tel type de machine). En effet, ce que Friedman appelle l'automatisation et dont il fait un but en soi de la « dialectique » de la division du travail constitue en fait la substitution, partielle ou complète, de complexes purement mécaniques aux complexes homes-machines existants. C'est pourquoi l'auteur se trouve à côté du véritable problème, lorsqu'à la question : « A quelles conditions est-il désirable de substituer aux sens humains ceux d'un automate ? », il répond : « Si la machine est trop coûteuse, eu égard à son rendement et à la somme globale des salaires supprimés, elle n'offre pas d'avantage financier (par exemple, l'automatisation des machines-outils n'est actuellement rentable que dans la production en grande série, avec standardisation des pièces usinées et spécialisation de plus en plus parfaite des machines) ». Il faudrait préciser ce que signifie ici le mot « rendement ». Il ne peut s'agir que du rendement relatif des nouvelles combinaisons mécaniques par rapport au rendement prévalant à un moment donné de la combinaison RATIONALISEE hommes-machines que l'on se propose de supprimer, et non par rapport à n'importe quelle combinaison hommes-machines.

L'auteur s'enferme dans un réseau rigide de définitions tronquées. La machine elle-même n'est qu'une forme objective et cristallisée de la division du travail à une étape donnée. Mais justement en tant qu'objet elle est avant toute autre chose un produit et à cet égard la question qui se pose est la suivante : quelles sont les conditions de production et de reproduction de cet objet, qui d'autre part cristallise une certaine étape de la division du travail. On voit qu'il ne sert à rien d'y répondre en disant que c'est l'extension du machinisme lui-même qui assure les meilleures conditions de la production et de la reproduction des machines.

D'autre part en ajoutant à cette affirmation absurde, ainsi que le fait l'auteur, la clause restrictive de la nécessité de la « grande série » pour que l'automatisation soit rentable on ne

fait qu'embrouiller le problème. En effet cette nécessité n'a d'autre signification que celle de l'extension du marché. Or G.F. croit, premièrement, que le régime capitaliste ne peut absolument plus étendre le marché (ce qui est partiellement faux), et deuxièmement, que la planification en tant que telle, permet de l'étendre indéfiniment, ce qui est entièrement faux. En effet dans un régime planifié, l'échelle de la production (le terme extension du marché n'a plus de sens ici), car c'est de cela dont il s'agit ici, est fonction d'une part de la demande sociale et d'autre part de la productivité du travail. Or ces deux facteurs sont directement fonction des rapports de production existant, donc des rapports de classe. L'exploitation « planifiée » se heurte aux mêmes restrictions que l'exploitation « anarchique ». D'un autre côté dans un véritable régime socialiste, demande et productivité doivent bien être croissantes, mais ni l'une ni l'autre ne sont à aucun moment illimitées. Arrivé à un certain point même l'extension de la demande ne doit plus avoir aucune signification.

De quelque côté que l'on se tourne, on revient à la même question : sur quelles bases et par quels moyens régler d'une manière rationnelle degrés de substitution, de complexes purement mécaniques aux complexes hommes-machines existants.

En réalité cette question recouvre un problème autrement plus profond. Sur quoi repose le fait qu'il n'est pas du tout aisé de répondre simplement à ce choix ? Sur le fait de l'élimination de plus en plus large du mécanisme de la loi de la valeur au sein d'un procès de production unique englobant un volume croissant de produits partiels (ces produits « partiels » pouvant être des machines entières fabriquées par la grande unité productive elle-même, ainsi que c'est le cas pour les « machines transfert » que Renault fabrique dans ses propres ateliers). Il ne peut être question de régler les problèmes qui sont ainsi posés sur la base d'une simple comptabilité a priori en heures de travail : le critère devient ici celui de la rentabilité globale de l'unité productive prise dans son ensemble, rentabilité qui dépend d'une multitude de facteurs dont l'interconnection est étroite. On ne peut ainsi mécaniser massivement un secteur sans prendre en considération les répercussions de cette mesure sur les autres secteurs et l'on juge en définitive sur les résultats globaux.

Il est évident que cette évaluation ne peut se faire, d'une part, que d'une manière « empirique », a postériori, à travers l'expérience elle-même, et que, d'autre part, elle nécessite la constitution d'un appareil spécial de contrôle et de direction,

dont les fonctions n'ont plus grand chose à voir avec les fonctions « patronales » classiques.

Il ne peut être question de faire ici la description de cet appareil lui-même et dont d'ailleurs tout le monde connaît les éléments les plus essentiels, mais seulement d'en dégager les caractéristiques générales. De la manière la plus simple, on peut dire que le double phénomène de l'extension verticale et horizontale des grandes unités économiques, d'une part, et de la division croissante du travail — de sa « parcellairisation » — nécessite la reconstitution pour ainsi dire « idéale », dans des bureaux, de l'unité réelle du procès de production ainsi divisé et portant sur une échelle croissante d'opérations. Considéré sous cet angle, tout ce qui a un caractère de véritable nécessité dans les fonctions de contrôle et d'organisation se codifie et se cristallise dans un appareil collectif homologue de l'appareil d'exécution proprement dit et qui se modèle empiriquement sur lui.

Il est évident cependant qu'il n'existe pas de fonctions d'organisation et de contrôle qui aient une signification en soi et qui soient indépendantes de fonctions de direction proprement dites. Il faut décider de la rationalité à introduire dans les rapports entre organes des machines et machines entre elles, dans les rapports hommes-machines et les rapports des hommes entre eux au sein de l'appareil de production. Or, justement, ce qu'il est important d'observer c'est que ces fonctions rationalisatrices sont de plus en plus absorbées et objectivées dans un appareil unique, dont la logique tend effectivement à identifier les problèmes de la direction des hommes à ceux de l'organisation des choses, c'est-à-dire à identifier les problèmes posés par les rapports des hommes entre eux avec les problèmes que posent les rapport des hommes et des machines et, en définitive, des machines entre elles.

Si l'on veut bien suivre le schéma de notre raisonnement, on se rendra compte que l'unité productive moderne, en même temps qu'elle plaçait au centre de sa logique propre le problème de sa productivité globale, engendrait l'appareil technique qui lui était nécessaire pour répondre à ce problème, organe qui, justement, se substituait fonctionnellement à l'ancien organe « patronal » classique.

Mais, à travers ce raisonnement, nous arrivons précisément au cœur de l'analyse sociologique de la société moderne : cet appareil technique qui tend objectivement à socialiser les fonctions de direction, c'est-à-dire en définitive à rendre possible la socialisation totale et intégrale du procès de production, s'est engendré dans les conditions d'une société d'exploitation. Il en résulte que l'opposition des organes de direction et des organes

d'exécution, en tant qu'expression ultime et générale de la division du travail (1) s'exprime en même temps comme dernière expression de la division de la société en classes.

En tant qu'expression ultime de la division du travail, cette opposition FONCTIONNELLE des deux organes d'exécution proprement dite et de l'exécution des tâches de contrôle-organisation est inéluctable, au moins durant la période transitoire vers le communisme, dite socialisme. Par contre, son expression dans la division de la société en classes n'est nullement nécessaire. En d'autres termes, l'exploitation peut être directement supprimée alors que seule la société communiste est en mesure de supprimer radicalement l'aliénation. C'est justement cet aspect du problème qu'il nous faut envisager maintenant.

ALIENATION ET EXPLOITATION

Nous venons de voir qu'en définitive il n'existe pas de problème du machinisme moderne pris en lui-même, mais qu'il existe par contre un problème concernant l'appareil de production considéré dans son ensemble et dont la compréhension a des implications qui sont directement gestionnaires, de même que la gestion elle-même pose inéluctablement dans la pratique la nécessité de la compréhension de la dialectique objective de cet appareil de production.

Nous avons vu, au début de cet article, que ce qui fait l'originalité du courant « psychotechniciste » c'est qu'il a tenté de poser le problème de l'aliénation de l'homme au niveau du procès de production, de l'aliénation de l'homme au travail. Seulement, ils n'ont envisagé qu'un aspect du problème que nous avons brièvement envisagé dans son ensemble : pour eux, le travail parcellaire — c'est-à-dire sous un autre angle la déprofessionalisation — qui va de pair avec la production de masse, se trouve être au centre de l'aliénation de l'homme dans la production. C'est la raison pour laquelle l' « automatisation » semble constituer aux yeux de M. Friedman la panacée universelle. Cette « solution » est une fausse solution. En effet, il est évident que le jour où, non pas la « machine », qui est une simple entité, mais l'appareil technique de la production lui-même se sera quasi substitué à l'homme *pour tout ce qui est de l'exécution*, le

(1) Nous utilisons ici le terme division du travail dans son véritable sens. En effet ce que l'on appelle le travail parcellaire n'est déjà plus une expression de la division du travail, mais simplement une modalité de la division des tâches, car il existe entre les diverses taches parcellaires une interchangeabilité quasi absolue qui est justement exclue par définition du concept originel de division du travail.

problème sera résolu parce qu'il n'y aura plus à proprement parler de problème de l'homme *dans la production*, inséré dans le processus de production, mais un problème de l'homme *au-dessus* de la production, dominant le processus de la production. L'action humaine subsistera alors (1), mais elle aura un caractère universel et dans cette mesure ne sera plus à proprement parler du travail. Mais cela c'est le communisme réalisé, mais nullement la société de transition en tant que telle. On peut le comprendre plus précisément à la lumière de notre analyse de l'appareil de production considéré dans son ensemble. Ce qui demeure nécessaire durant la période transitoire c'est l'opposition fonctionnelle entre l'appareil socialisé de l'exécution et l'appareil socialisé de l'organisation-contrôle parce que, justement, la mécanisation intégrale directe, même si elle était possible, ce qui n'est pas le cas, n'est pas la solution la plus rentable au point de vue du développement des forces productives, développement jusqu'au point de l'abondance qui est le but même de la société socialiste. Ainsi, l'aliénation dans la production trouve son truchement dans la forme ultime de la division du travail. Or c'est exactement la thèse contraire qui est développée dans l'ouvrage de G. F., qui cherche, ainsi d'ailleurs que beaucoup d'autres, la suppression de l'aliénation dans un retour, sur un plan moderniste, à ces formes moins évoluées de la division du travail que sont les professions qualifiées.

En effet, on entend généralement soutenir que la dissolution du métier et sa substitution par le travail parcellaire serait la cause de l'aliénation dans la production, la suppression de la « joie au travail ». Rien n'est plus faux, et ceci sur deux plans. D'une part le métier, au sens fort du terme, est et a été séculairement une des bases même de l'aliénation de l'homme, quelle que soit la forme du régime d'exploitation existant. Avoir un métier unitaire, être forcé d'y travailler durant quasiment une existence entière pour le posséder à fond (le chef-d'œuvre), c'est obligatoirement être fermé, irrémédiablement, à toute les autres formes de l'activité humaine, non seulement intellectuelles, ce qui va de soi, mais encore à toutes les autres formes d'activité productive autres que la sienne propre. En fait, cette étape « artisanale » n'a réellement qu'une seule signification objective : la quasi-absence d'une technologie universelle susceptible d'être collectivement appropriée par la classe des producteurs. L'aliénation se double ici de l'impossibilité objective et subjective à la fois de sa suppression.

(1) Il serait absurde de croire que l'automatisation intégrale signifie suppression *totale* de l'intervention humaine. D'ailleurs une telle élimination impliquedait la cristallisation éternelle des techniques, ce qui est quasiment indispensable dans une société progressive qui libérera l'inventivité humaine.

Sur un second plan, l'idée même de la production artisanale libérée de toute aliénation est un véritable mythe anti-historique. Le véritable « chef-d'œuvre » ne peut exister que dans une économie pré-marchande dans laquelle l'homme fabrique pour lui ses propres produits ou instruments (l'arc du chasseur) (1).

Du jour où l'on produit pour le marché, tous les caractères, des plus fondamentaux jusqu'aux plus apparents, de l'aliénation dans la production apparaissent, y compris la monotonie par la répétition dont il est tant question. Cela est d'autant plus vrai que plus la pression du marché se fait sentir, plus la production tend à devenir une production de série, qui, même si elle est petite, exige une rationalisation du procès de fabrication lui-même. Sous les apparences d'un métier unitaire s'instaure alors immanquablement des tâches parcellaires.

En réalité, il nous faut reconsidérer de plus près ce que l'on appelle l'aliénation et plus particulièrement ici l'aliénation dans la production. Non seulement il est entièrement faux, ainsi que nous l'avons vu, de la lier à la déprofessionalisation, puisque c'est le contraire qui est vrai, mais encore on ne peut envisager l'aliénation que dans son ensemble et non pas dans la production indépendemment de l'aliénation dans la consommation.

La production à vrai dire n'est qu'un mode d'appropriation des richesses naturelles, c'est en vue d'une telle appropriation que l'homme a développé ses moyens de production et ce n'est que par rapport à celle-ci que ces moyens ont une signification. Mais en tant qu'activité spéciale la production est elle-même consommation et pour cette raison elle peut se substituer quasi indéfiniment à la consommation finale, à la consommation humaine. C'est d'ailleurs ce que fondamentalement le capitalisme exprime sous la forme de la domination du travail mort (capital) sur le travail vivant, forme qui constitue le fond du critère économique de l'exploitation. Il y a cependant une dualité dans cette situation : d'une part, malgré le développement des forces productives, la consommation des producteurs n'est pas en relation avec le développement effectif de la productivité (compte tenu du freinage des exploités), d'autre part le potentiel de consommation et de reproduction de cette consommation

(1) A propos de son chapitre sur « l'adaptation de la machine à l'homme » G.F. dit : « Il est bon de remarquer que chez les peuplades primitives, c'est l'outil qui tend originellement à s'adapter au corps humain : le primitif façonne l'outil de telle sorte que le geste tend à obéir à la loi du moindre effort physique et mental.-» Il donne l'exemple de la bêche dont le manche est différent selon les peuples. Celui de l'arc est meilleur car il permet de voir qu'il n'y a pas là une adaptation à l'homme en général, une adaptation humaniste, si on peut ainsi dire, mais à cet homme particulier qui est le producteur lui-même (tension et taille de l'arc, suivant force et stature). Voilà le vrai chef-d'œuvre.

s'accroît et pose ainsi les bases objectives d'une société socialiste d'où l'exploitation serait exclue.

Il doit donc exister une corrélation nécessaire entre les investissements et la consommation et cette nécessité ne peut se trouver que dans la notion de productivité : établir une rationalité au sein de l'économie comme au sein du processus de production c'est établir une rationalité par rapport à la productivité. Or la plus essentielle des forces productives c'est l'homme lui-même et le développement de cette force dépend à la fois de la satisfaction croissante de ses besoins de consommation et du raccourcissement de la durée quotidienne de travail qu'il consacre à son activité productive.

Il se pose donc dans la pratique le problème d'un choix, ou plutôt d'une série quasi indéfinie de choix à opérer suivant les étapes concrètes de l'évolution de la technique. Or les ouvriers se trouvent matériellement placés dans une situation dans laquelle il leur est impossible de donner des réponses aux questions posées par cette série de choix. La question qui se pose donc est de déterminer à quelles conditions cette situation peut être renversée. C'est cette question que nous allons aborder pour conclure.

En effet, et cette précision est théoriquement nécessaire pour écarter les objections préalables qui pourraient être faites, il ne s'agit plus de nos jours de montrer en quoi les classes exploiteuses ne peuvent opérer de choix économique que par le truchement d'un mécanisme aveugle et anarchique, mais à quelles conditions le prolétariat, comme classe, peut opérer consciemment un tel choix à son profit.

GESTION OUVRIERE ET DICTATURE DU PROLETARIAT.

Le thème final et le plus important de Friedman se trouve admirablement condensé dans la phrase suivante : « Les recommandations des psychotechniciens visent toutes à mêler l'ouvrier, matériellement et mentalement à la vie de l'entreprise et au façonnement de son travail de manière à le transformer, de simple objet, en *sujet* de la rationalisation » (Souligné par l'auteur.) Il reprend d'ailleurs cette idée à plusieurs reprises, allant même jusqu'à affirmer que lorsque le mouvement des « relations industrielles »... « entreprend de transformer radicalement la structure de l'entreprise par des comités de gestion, par des modes nouveaux de rémunération, de participation aux bénéfices et à la Direction, ne représente-t-il déjà pas un repli

du système de production industriel défini par le salariat et le capital, sa pénétration interne par un autre système, par d'autres institutions en formation ? Dire que l'ouvrier devient le *sujet* des mesures de rationalisation, n'est-ce pas, par là même, reconnaître qu'il n'est plus uniquement un *salarié* ? » (Souligné par l'auteur.)

Ce seul exemple suffit à montrer ce que peuvent valoir ces belles formules, fussent-elles « dialectiques ». On se trouve en présence d'un pseudo-réformisme qui n'a même pas l'avantage de constituer une position claire. En effet, il ne suffirait nullement de critiquer l'auteur en affirmant qu'il soutient l'idée de la suppression progressive du salariat dans le cadre de la société capitaliste, parce qu'il lui serait aisé de répondre que telle n'est pas son idée et qu'il considère que la suppression de la propriété privée, des crises et du chômage est une condition préalable. D'autre part, le « socialisme », pour lui c'est de toute évidence cette espèce de forme bâtarde de contrôle ouvrier. En cela il n'est déjà plus réformisme dans le sens traditionnel du terme, étant donné que les trotskystes, par exemple, ne pourraient se délimiter de cette position qu'en préconisant un « véritable » contrôle ouvrier (probablement du type qui existe en Yougoslavie).

En fait ce qui est en cause c'est la gestion de l'appareil de production, considéré dans son ensemble, et non la plus ou moins fallacieuse « participation » à un de ses organes de direction. C'est aussi le problème des rapports concrets de cette gestion et de la « gestion » de la société elle-même, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat.

Qui décide des conditions de travail et en fonction de quoi ? On connaît la vieille règle syndicale suivant laquelle toute modification des normes imposée par une direction est acceptée si elle correspond à une modernisation de l'outillage ou à une modification des méthodes de fabrication. Mais quelle peut être la signification de cette règle du jour où les modifications techniques ont justement pour principal objet de modifier les rapports existant entre l'homme et la machine afin d'augmenter le rendement ? Elle ne peut signifier que l'intégration du syndicat — ou de tout autre organisme du « contrôle » — dans l'appareil de direction de la production, de son intégration à titre de rouage de cet appareil, dont la fonction spéciale ne pourra être en définitive que le « contrôle »... des ouvriers eux-mêmes.

Nous avons vu que derrière la notion superficielle de rendement se trouve cachée la notion profonde de productivité et nous avons vu que cette dernière s'exprime sur deux terrains :

d'une part sur le terrain interne, si on peut ainsi dire, de l'unité productive où doit se faire une évaluation concrète et empirique des intérêts d'une mécanisation plus poussée. D'autre part sur le terrain externe, pour ainsi dire, de la corrélation entre les investissements et la consommation.

Or que se passe-t-il dans une société de classe (et c'est d'ailleurs cela qui définit une telle société à notre époque) ? D'une part la corrélation entre les investissements et la consommation a pour régulateur la consommation et les intérêts de la classe privilégiée. D'autre part, l'appareil collectif de contrôle-organisation-direction de la production, dont l'existence se recoupe avec la division de la société en classes, fonctionne d'une manière entièrement bureaucratique, sans contact réel avec l'expérience de l'atelier.

De plus, la résistance — passive ou active — de la classe ouvrière exploitée a pour conséquence de créer une véritable opposition entre l'appareil collectif d'exécution proprement dit, et l'appareil collectif de direction, dont les fonctions purement disciplinaires et coercitives finissent par prendre le pas sur les autres. Cette opposition culmine dans la détermination des normes de travail et des salaires qui y sont intimement liés.

On ne peut définir le socialisme, ou société de transition, sur le plan productif, que comme l'amorce de la fusion fonctionnelle de l'appareil collectif d'exécution proprement dit et de l'appareil collectif d'exécution des tâches de direction. Le caractère transitoire de la période, durant laquelle il ne peut être question d'une suppression directe de l'aliénation, mais uniquement de l'exploitation, s'exprime justement dans le fait que cette fusion ne peut qu'être amorcée et qu'il subsiste obligatoirement une différence entre les tâches d'exécution proprement dites et les tâches d'exécution de la direction. Mais par là même se trouve définie la notion de gestion elle-même : elle inclut dans son concept la transformation fonctionnelle de l'entreprise. Mais cela veut aussi dire que la capacité gestionnaire du prolétariat ne peut exister indépendamment d'une compréhension idéologique des problèmes posés par la gestion, indépendamment de la compréhension de l'évolution et de la structure moderne des entreprises. Le rôle de la direction révolutionnaire pour dégager les éléments théoriques du problème devient ainsi primordial et ce seul fait élimine tous les bavardages démagogiques sur la « confiance dans la spontanéité révolutionnaire des masses », qui n'a rien à voir avec une véritable confiance dans la classe ouvrière et qui, au contraire, ouvre la porte à l'idéologie bureaucratique.

On peut maintenant mieux comprendre l'évolution du contenu de l'idée de dictature du prolétariat : elle constitue l'élimination par la violence de tous les obstacles extrinsèques à la rationalisation gestionnaire de la production. Etant donné le degré de maturité du développement de l'appareil de production considéré dans son ensemble ces obstacles sont de nos jours exclusivement des obstacles sociaux : ce sont les classes privilégiées qui s'opposent de toutes leurs forces, par tous les moyens, y compris l'universalisation des méthodes policières, à la fusion organique des deux pôles opposés de l'appareil de productions, tous deux également collectifs et socialisés, parce que une telle fusion ne peut signifier que la socialisation complète et définitive de la production.

Mais en même temps, et c'est là ce que ne peuvent voir les schématistes stériles enfermés dans des formules toutes faites, les classes privilégiées, dès que la propriété privée est éliminée, se définissent précisément comme celles qui reposent sur cette division sociale entre la direction et l'exécution et elles ne peuvent se maintenir que dans la mesure où elles la perpétuent.

C'est la raison pour laquelle la compréhension du phénomène bureaucratique et l'élaboration programmatique positive pour la société de transition vont étroitement de pair et pour laquelle, tant que, historiquement, le phénomène bureaucratique ne s'était pas dégagé dans toute sa pureté, le programme socialiste ne pouvait être frappé que d'une imprécision telle que la notion de dictature du prolétariat devenait sujette aux pires équivoques et aux pires déformations, qui, justement ont permis au phénomène bureaucratique de se greffer si aisément sur le courant bolchevique pourtant authentiquement révolutionnaire et prolétarien.

Il n'est plus possible de nos jours de se désintéresser du développement moderne de l'appareil de production. Son étude devient une des tâches les plus urgentes. Le mérite d'un livre comme celui de M. Friedman est de montrer que si les marxistes encore capables de se servir de la méthode marxiste renoncent à cette tâche, des gens, organiquement étrangers au prolétariat et à tout esprit révolutionnaire s'empareront de ces problèmes authentiques et feront de leur étude un instrument de mystification supplémentaire dont le danger est d'autant plus grand que le terrain sur lequel se place cette mystification est plus profond.

Ph. GUILLAUME.

L'OUVRIER AMERICAIN

(traduit de l'américain)

DEUXIEME PARTIE

LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIETE

par **Ria STONE**

Nous avions pensé, au début, nous limiter à donner un résumé du long texte de Ria Stone, intitulé « La reconstruction de la société », qui a été publié dans la même brochure que « La vie à l'usine », de Paul Romano, et qui contient l'élaboration et l'amplification théoriques des données décrites par Romano. Cependant, à la fois la difficulté de résumer un texte aussi riche et l'importance des problèmes qui y sont traités, nous ont fait revenir sur cette décision; nous publions ainsi aujourd'hui la traduction de la première moitié de ce texte remarquable, dont la deuxième partie paraîtra au numéro suivant de « Socialisme ou Barbarie ». Nous pensons toujours publier par la suite un texte résumant les réflexions que nous a suscitées le document de Romano et les critiques que nous semble soulever sur certains points la conception de Ria Stone.

Quant à la traduction, elle ne prétend nullement au mérite littéraire, mais simplement à la fidélité.

Pierre CHAULIEU.

INTRODUCTION

La crise de la société contemporaine, la barbarie et le chaos qui dominent l'existence quotidienne et l'avenir immédiat des hommes d'un bout à l'autre de la planète, ont fait que de toutes les couches de la société s'interrogent sur les perspectives finales de l'humanité. Cette recherche, commencée avec hésitation pendant les années de dépression, a été momentanément suspendue durant la deuxième guerre mondiale. Mais la guerre a fait aussi éclater le mythe du New Deal rooseveltien, présenté comme un moyen de salut, et avec ce mythe ont disparu les dernières barrières devant les questions les plus implacables. Les efforts désespérés des partisans de Wallace et des staliniens qui veulent perpétuer le mythe

rooseveltien tout en condamnant son incarnation actuelle sur le plan international qu'est le plan Marshall, ne font que rendre plus évident l'abîme existant entre la mémoire d'un homme mort et les tendances profondes de deux milliards de vivants. Aujourd'hui toutes les couches de la société sont à la recherche de la voie à suivre pour créer un monde ; un monde. dans lequel les hommes puissent vivre en tant qu'individus sociaux et créateurs, en tant qu'hommes achevés et non en tant qu'hommes moyens. De cette recherche surgit graduellement une nouvelle philosophie de la vie. Ni la révolution chrétienne, ni la réforme protestante — les seules étapes de l'histoire de la civilisation occidentale qui lui soient comparables —, n'ont atteint la profondeur et la portée du processus de mise en question et de recherche de valeurs qui se déroule actuellement dans l'activité et la pensée des hommes.

La description que l'on vient de lire, que Romano, ouvrier lui-même, a faite de la vie d'un ouvrier aux Etats-Unis d'aujourd'hui, est une contribution fondamentale à cette recherche. A l'opposé des écrits des intellectuels et des hommes d'Etat, on a là un document social qui décrit dans son essence l'existence réelle de centaines de millions d'individus qui constituent la base de notre société. La vie culturelle et la philosophie de toute société ont toujours été déterminées par la vie de la classe des producteurs qui en forme la base. Mais, en dehors des périodes de révolution, le monde tend à oublier ce fait. Rien ne montre plus clairement combien la révolution sociale est aujourd'hui près de la surface sinon le fait que partout où les hommes d'Etat ou les dirigeants industriels se réunissent pour essayer de résoudre la crise de la société moderne, un problème hante leur pensée — comment développer la productivité des ouvriers. Jamais l'attitude des ouvriers vis-à-vis de leur travail n'a eu plus d'importance pour la société. Dans chaque pays, quelle que soit sa raison sociale, la capacité et la volonté des ouvriers à produire sont considérées comme le fondement de la politique nationale et internationale. Si, comme nous le croyons, ce problème ne peut être résolu qu'en plaçant le contrôle de la production entre les mains des ouvriers, il ne peut aussi être fondamentalement compris qu'en pénétrant ce que les ouvriers font et pensent lorsqu'ils travaillent sur leurs bancs et leurs machines.

Ce n'est qu'en comprenant les conditions réelles de vie et les tendances réelles de la classe ouvrière réelle à une certaine étape de son développement, que les problèmes de l'humanité considérée comme un tout peuvent être compris. Ceux qui cherchent au milieu de la barbarie moderne un principe unificateur qui leur permette de comprendre le passé et de bâtir l'avenir, doivent tourner leur attention vers la dégradation quotidienne de l'individu producteur et la lutte concrète pour sa libération qui se développe au sein de la classe ouvrière.

Nous nous sommes occupés de la classe ouvrière américaine non seulement parce que c'est la classe ouvrière que nous connaissons le mieux, mais aussi parce que considérée comme force productive elle est la plus puissante et la plus développée du monde. Au XIX^{e} siècle, Marx a pris le capitalisme britannique comme base pour son analyse économique du capitalisme. Aujourd'hui, c'est la classe ouvrière américaine qui offre la base pour une analyse de la transition économique du capitalisme vers le socialisme, et la démonstration concrète du développement de la nouvelle société au sein de l'ancienne.

CHAPITRE PREMIER

LA REVOLUTION PERMANENTE DANS LE PROCESSUS DE PRODUCTION

Les ouvriers semi-qualifiés de la grande production sont actuellement l'avant-garde de la classe ouvrière aux Etats-Unis. De 1921 à aujourd'hui, particulièrement après la dépression de 1929 et pendant la deuxième guerre mondiale, l'industrie américaine a traversé une phase de révolution qui ne trouve du point de vue de la profondeur et de l'extension, de précédent que dans le développement de l'industrie au début du XIX[e] siècle. De même que celui-ci a abouti au mouvement chartiste, aux révolutions de 1848 en Europe occidentale et à la guerre de Sécession aux Etats-Unis, de même la révolution industrielle qui a eu lieu après la première guerre mondiale prépare une révolution sociale à l'échelle du monde entier.

De 1899 à 1919, la force électrique a été surtout utilisée comme source d'énergie pour les machines de vieux type. Entre 1923 et 1929, des nouveaux types de machines ont été introduits pour exploiter cette force électrique. Sur la base de ce nouvel appareil mécanique et de la centralisation du capital résultant de la crise de 1929, la production s'est développée et concentrée dans d'énormes usines, dont la taille excède celle de la plupart des villes de la terre. Ces usines ont attiré dans les rangs de la classe ouvrière des individus de toutes les régions du pays et de toutes les professions. Des paysans des régions arides, des employés de bureau, la jeunesse étudiante qui rêvait de qualification professionnelle et les vieux qui avaient perdu tout espoir d'une existence sociale utile, des nègres attachés très récemment encore aux plantations du Sud, des femmes dont la vie avait eu jusque là pour unique horizon leur mari et leurs enfants — tous ont été absorbés par les usines et ont dû réconcilier leur mode antérieur d'existence sociale avec la nouvelle réalité du travail sur le banc ou le long des chaînes d'assemblage. Ceux qui ne sont pas entrés dans l'appareil de production nouvellement développé entre 1934 et 1939 ont été de toute façon arrachés à leurs occupations traditionnelles par la crise, et étaient disponibles au début de la guerre, pour être utilisés dans les chantiers, les usines d'aviation et les laboratoires radiophoniques de l'« arsenal de la démocratie ». Une armée industrielle de réserve comprenant dix-sept millions de chômeurs s'est amalgamée avec les millions qui étaient déjà au travail et ainsi fut créée la classe ouvrière industrielle la plus grande et la plus puissante que le monde ait jamais connue.

Les contradictions du travailleur semi-qualifié.

Si ces ouvriers avaient, jusqu'à un moment très récent, mené leur vie sociale dans les limites de la famille, de l'église et du village, ils faisaient maintenant partie d'une communauté industrielle. S'ils avaient eu, en réalité ou dans leurs projets, des

activités où ils contrôlaient eux-mêmes le rythme de leur travail — ou l'absence de rythme — ils trouvaient maintenant leur vie complètement dominée par la montre, la machine et la chaîne d'assemblage. Par la nature même des nouveaux travaux semi-qualifiés, qui d'une part exigent l'apprentissage rapide des qualifications et d'autre part dégradent l'ouvrier par la répétition monotone de certaines opérations, ces ouvriers ont été dès le départ pris dans une contradiction. Ils n'étaient ni les artisants qualifiés dont était formée la vieille aristocratie ouvrière, ni les travailleurs ordinaires dont l'actif principal était la force physique. Plus ils devenaient aptes à une variété de travaux, plus ils devenaient remplaçables en tant qu'individus. La qualification de chacun d'eux n'était pas interchangeable, mais elle n'était pas non plus un monopole, de telle sorte que l'homme, sinon la qualification, était interchangeable. C'est de cette contradiction que le CIO a surgi en 1936-1937. Il représenta la tendance instinctive de la classe ouvrière américaine à échapper à cette contradiction, entre sa dégradation par la machine qui la confine à des travaux parcellaires et, d'autre part, ce que Marx il y a quatre-vingts ans a appelé la nécessité de « variation des travaux, fluidité des fonctions et mobilité universelle » inhérente à l'industrie moderne. Cette contradiction, approfondie et développées par la guerre, est devenue un cancer qui ronge systématiquement la vitalité de la société bourgeoise américaine.

Si cette contradiction s'est emparée des fondements de la communauté industrielle dans le pays lui-même, elle était présente avec encore plus d'acuité à l'armée. Quatorze millions d'hommes et de femmes, indépendamment de leurs occupations précédentes, se sont trouvés occuper des fonctions non seulement au combat, mais dans les transports, les bureaux, les hôpitaux et les intendances. Des valets de ferme ont été transformés en spécialistes des transmissions; des employés de magasins de chaussures sont devenus infirmiers de première ligne, administrant de la morphine ou du sérum aux blessés, selon leur appréciation de la nature des blessures et des possibilités de guérison. Tout cela faisait partie de l'expérience routinière de tous les mobilisés : et également routinière mais plus dramatique encore, était l'interchangeabilité de chacun d'eux.

Envisager avec des sens sobres.

Ainsi, pour des millions d'ouvriers, la révolution industrielle des deux dernières décades a signifié un développement combiné et concentré de l'histoire du capitalisme moderne. De la ferme à la chaîne d'assemblage, de la maison à l'atelier, du bureau à la machine, du village à la métropole, du Texas à Paris, ils ont expérimenté dans quelques brèves années la variété infinie du monde moderne, en même temps que la monotonie mortelle du processus de travail, l'insécurité sociale et les possibilités étroitement limitées qu'offre le capitalisme aux individus.

Ce que Marx décrivait, il y a un siècle, comme le mouvement essentiel de la société bourgeoise, est entré dans la vie de soixante millions d'ouvriers :

« Les bouleversements constants de la production, la perturbation ininterrompue de toutes les conditions sociales, l'incertitude et l'agitation permanentes distinguent l'époque bourgeoise

de toutes celles qui l'ont précédée. Toutes les relations fixes et ossifiées, avec leur escorte d'opinions et de préjugés anciens et vénérables, sont balayées, et toutes les relations nouvelles vieillissent avant qu'elles parviennent à se cristalliser. Tout ce qui est solide s'évanouit, tout ce qui est sacré est profané et en fin de compte l'homme est obligé d'envisager avec des sens sobres ses conditions réelles de vie et ses relations avec son espèce ».

Aujourd'hui, l'ouvrier américain doit envisager « ses conditions réelles de vie et ses relations avec son espèce ». Les grèves d'après-guerre ont été la première manifestation empirique de cette nouvelle attitude. Après la grande vague de grèves, les ouvriers pris individuellement et les groupes d'ouvriers, dans leur essai de s'expliquer à eux-mêmes leurs actions, n'ont cessé de s'interroger dans des conversations à l'atelier, au bistrot, et partout où ils se rencontrent et ils se parlent. La rapidité avec laquelle des millions d'ouvriers ont vu leurs vies révolutionnées par la production, sur la toile de fond des crises et des guerres capitalistes, a transformé l'ouvrier américain de praticien empirique et accomodant en investigateur réfléchi et critique des réalités sociales qui l'entourent. Qu'il soit en grève lui-même ou apprenne que d'autres font grève, qu'il obtienne ou non satisfaction pour ses revendications, la même question le hante : où est-ce que tout cela nous conduit ? Les ouvriers américains essaient aujourd'hui de créer une conception de l'histoire sociale, après leur déception écraante concernant les promesses de la « manière américaine de vivre » et la nouvelle appréciation des forces productives acquise par leur expérience de l'usine et de la guerre.

La créativité des ouvriers.

Plus que partout ailleurs, c'est aux Etats-Unis que les ouvriers, en mettant en avant leurs revendications en tant qu'ouvriers, mettent aussi en avant leurs exigences en tant qu'êtres humains. Pour des raisons géographiques et historiques, dûes à l'absence de restrictions féodales aux Etats-Unis, au débouché que formait la frontière occidentale et à l'approvisionnement constant en force de travail par l'immigration, l'expansion du pays s'est faite sans interruption par l'expansion des forces productives de l'homme. La richesse naturelle du pays a été considérée comme une donnée. La richesse sociale, le prestige et la force du pays ont été, et reconnus comme étant, le résultat de l'industrie, laquelle, une fois son enveloppe capitaliste enlevée, n'est rien d'autre que des forces productives humaines. Dans une région agricole appauvrie comme l'Italie du Sud, ou dans une petite île comme l'Angleterre, qui doit maintenir son Empire par des alliances manœuvrières, l'intervention de Dieu ou le génie politique des hommes d'Etat ont pu être considérés comme le facteur décisif de l'histoire de la nation. Par contre les Etats-Unis, bien que la pensée sociale n'y ait pas été développée, ont été dominés par l'idée que l'univers qui nous entoure a été créé par l'énergie et la prévision de l'homme. Le résultat est cette conception qui domine l'esprit des ouvriers, selon laquelle le travail a ou doit avoir une valeur positive et créative.

Ce n'est pas le droit de vote qui a attaché l'ouvrier américain à la « manière américaine de vivre », mais la possibilité de la liberté et de la mobilité individuelle. Le rêve démocratique, produit idéologique des Etats-Unis, n'a jamais été le rêve de la

démocratie politique. Il a été la conviction, nourrie par les possibilités réelles qui ont existé dans le pays pendant plus d'un siècle, selon laquelle chaque individu, l'homme commun, pouvait mettre de plusieurs façons ses capacités à l'épreuve. Pour les ouvriers américains, la liberté a été une force économique. Bien que se réalisant de moins en moins fréquemment, c'était l'espoir toujours présent, que chaque homme pouvait arriver à être « son propre patron ». Ce qu'on entendait par là, ce n'était pas qu'il pouvait devenir patron des autres, mais qu'il pouvait parvenir, dans son propre petit atelier ou dans sa ferme, à réglementer ses heures de travail et à mettre ses propres idées en application. Par le passé, des millions d'ouvriers sont réellement devenus « leurs propres patrons » dans une taverne, un café, une station d'essence, un atelier de radio. Aujourd'hui, à l'atelier, les ouvriers se torturent eux-mêmes en pensant à l'impossibilité de jamais s'échapper de la prison qu'est l'usine. Pour la grande bourgeoisie, « liberté de l'entreprise » signifiait le droit d'extorquer du surtravail aux ouvriers; pour les ouvriers, « liberté de l'entreprise » signifiait se libérer de la nécessité de vendre leur force de travail aux patrons, se libérer du contrôle de leurs heures productives par le patron.

Les ouvriers aujourd'hui ont perdu le sens de la liberté économique, et regardent leur travail comme une forme de servitude. Pour eux, le travail est devenu simplement le « boulot » ; il n'est ni l'expression de leur propre humanité, ni un moyen pour le développement de l'humanité en général, ni une préparation pour une liberté éventuelle. C'est simplement du boulot « pour la com-

La compagnie ne s'intéresse qu'à la production pour la produc-
pagnie », et ce sera toujours « pour la compagnie ».
tion. L'ouvrier, créé par le développement des forces productives, est intéressé à produire en tant qu'être humain. L'ouvrier se plaît à travailler. Les jours où il est libre, où il n'est plus sur la chaîne d'assemblage des autos, il est capable de passer son temps à bricoler sur sa voiture. Ce faisant, il exprime dans son temps « libre » les caractéristiques qui distinguent l'espèce humaine de toutes les espèces animales. Mais la différence entre le temps de travail libre et le temps de travail pour la paye ne quitte jamais sa pensée, qu'elle se tourne vers hier ou vers demain.

C'est quelque chose de plus important que la distribution inégal des richesses qui aux Etats-Unis a convaincu les ouvriers américains du caractère de classe du capitalisme. Le caractère aliéné, non-créateur de son activité productive maintient l'ouvrier américain dans un état permanent d'interrogation et d'agitation vis-à-vis des perspectives de cette activité. Les économistes voient les bases de la crise sociale dans le chômage et le pouvoir d'achat limité des ouvriers, et pensent qu'ils peuvent résoudre la question par le « plein emploi » (c'est-à-dire les soixante millions d'emplois salariés) et des salaires annuels plus grand ou garantis. C'est une illusion typiquement bourgeoise. Les ouvriers sont aujourd'hui « psychologiquement chômeurs », comme l'a dit un analyste bourgeois (1). Qu'ils travaillent ou non, ils sont constamment hantés par le sentiment de frustration et la peur qu'ils sont condamnés à rester les victimes de l'attraction et de la répulsion du capital.

(1) *Que faire avec les grèves ?* de Peter DRUCKER. « Colliers », 1er janvier 1947.

C'est précisément parce que le capitalisme américain a été le plus révolutionnaire et le plus progressif de tous les capitalismes, dans le sens qu'il a dévoilé les mystères de la production, que cette conviction organique s'est développée parmi les ouvriers américains : tout ordre social auquel ils accordent leur soutien doit être révolutionnaire et progressif dans le même sens. C'est donc précisément la vigueur passée du capitalisme américain qui fait aujourd'hui sa faiblesse la plus grande face à la classe ouvrière américaine.

L'aliénation des ouvriers.

L'ouvrier américain fait aujourd'hui dans la pratique la distinction que Marx a faite théoriquement il y a environ cent ans — la distinction entre le travail abstrait produisant des valeurs et le travail concret visant à la satisfaction des besoins humains. Marx niait que l'essence de la production des valeurs fût la recherche du profit par les capitalistes individuels. Il a particulièrement dénoncé les économistes bourgeois qui ne pouvaient voir la loi du mouvement de l'économie capitaliste que dans l'avidité des individus. Ce qui intéressait surtout Marx était l'activité des ouvriers. Il entendait par production des valeurs une production qui se développe à travers la dégradation et la déshumanisation de l'ouvrier, en faisant de celui-ci un fragment d'homme. L'essence de la production capitaliste est une relation se développant d'une manière dynamique, par laquelle le travail mort incorporé dans la machine créée par les ouvriers opprime l'ouvrier vivant qui l'emploie et le dégrade en réduisant son activité en travail abstrait. Le travail abstrait est le travail aliéné, le travail dans lequel l'ouvrier « ne développe pas une énergie physique et spirituelle libre, mais mortifie son corps et ruine son esprit » (2). Le travail concret pour la satisfaction des besoins, d'autre part, n'est pas simplement, ni même essentiellement, le travail qui produit du beurre plutôt que des canons. C'est le travail dans lequel l'homme réalise du besoin humain fondamental, le besoin d'exercer ses forces naturelles et acquises.

Marx a décrit le travail abstrait dans des termes humains qui pénètrent les fondements mêmes de la réalité psychologique et sociale d'aujourd'hui. Le travail aliéné, dit-il, « est extérieur à l'ouvrier, n'appartient pas à son essence. Par conséquent l'ouvrier ne s'affirme pas dans son travail, mais s'y nie. Il en tire que du mécontentement... L'ouvrier ainsi se sent loin de son travail, et dans son travail il se sent loin de lui-même. Il est lui-même lorsqu'il ne travaille pas et lorsqu'il travaille, il n'est pas lui-même. Par conséquent, son travail n'est pas libre, mais forcé. Le travail n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement le moyen de satisfaire des besoins qui lui sont « extérieurs » ?

En lisant la description que donne Romano de la vie dans l'usine on comprend avec une clarté brutale combien l'aliénation du travail pénètre profondément les fondements mêmes de notre société. La préoccupation des intellectuels avec leur âme et avec des programmes économiques visant au « plein emploi » et à un niveau de vie plus élevé s'évanouit dans l'insignifiance devant la réalité opprimante de la vie quotidienne de chaque ouvrier.

(2) *Travail aliéné*, dans les « Manuscrits économicophilosophiques de 1844 », de MARX.

L'importance du document de Romano est qu'il ne permet pas au lecteur d'oublier un seul moment que les contradictions dans le processus de production font de la vie une agonie de fatigue pour l'ouvrier, que sa paye soit grande ou petite.

La nouvelle société devra apporter une transformation révolutionnaire dans la vie des ouvriers à l'usine. C'était là l'axe de la pensée de Marx.

Les rapports de production socialistes, dit-il, sont ceux dans lequel « le travail devient non seulement un moyen de vivre, mais est lui-même la première nécessité de la vie... les forces productives étant développées et toutes les sources de la richesse coopérative jaillissant librement, parallèlement au développement total de l'individu ».

Par forces productives, Marx entendait les forces productives pleinement développées des ouvriers individuels, librement associés à leurs camarades. Une telle universalité des ouvriers est le seul moyen pour développer l'universalité dans le reste de la société. Sans l'universalité des ouvriers, la déshumanisation de l'ensemble de la société est inévitable.

La capacité et le désir de l'universalité sont créés par le capitalisme lui-même et nulle part davantage qu'aux Etats-Unis. L'ouvrier américain a très peu le sens de l'histoire politique du pays, sauf dans la mesure où celle-ci est personnifiée par quelques grands noms, mais l'expérience quotidienne de sa vie adulte lui a donné une conception des révolutions dans la production dont est faite l'histoire de l'industrie. Il est par conséquent en révolte constante contre les tentatives de la société bourgeoise de donner un caractère mystique au capital dans le processus de production et de le confiner lui, l'ouvrier, à certaines opérations parcellaires. En dehors de ses heures de travail, l'ouvrier conduit une voiture, un modèle nouveau tous les trois ou quatre ans, chose qui exige de lui un contrôle confiant de la machine et l'adaptation spontanée à une grande variété de signaux. Les applications électriques, la presse avec sa variété de sujets, les films et la télévision l'entourent et stimulent ses capacité humaines d'appréciations. L'ouvrier américain, et en particulier l'ouvrier jeune, est le plus mobile du monde. En l'espace d'une année, il parvient à acquérir une demi-douzaine de qualifications, en errant d'une usine à l'autre pendant qu'il cherche à échapper à l'usine elle-même. La potentialité de ces forces productives, comprimée par leur exercice limité dans l'usine, est une source de frustration permanente pour les ouvriers intensifiant leur haine de leur travail et leur angoisse pour trouver un autre mode d'expression de leur humanité.

CHAPITRE II

LA NATURE HUMAINE DE L'INDUSTRIE

Non seulement la potentialité de telles forces productives existe chez les ouvriers, mais les moyens de production eux-mêmes ont été développés au point que les machines elles-mêmes ne peuvent être employées que par le libre exercice des forces productives de l'ouvrier. Le travail abstrait atteint dans la production

mécanisée ses profondeurs les plus inhumaines. Mais en même temps, c'est la production mécanisée qui pose les fondements d'un développement humain complet du travail concret.

Le développement social du machinisme.

Pendant plus d'un siècle, le développement des moyens de production a eu lieu par le transfert de toutes les qualifications et capacités de l'ouvrier à la machine. En premier lieu, la division du travail et le perfectionnement des opérations parcellaires des ouvriers pendant l'époque manufacturière ont créé la base technique du machinisme. C'est ainsi qu'émergea la machine, comme la matérialisation de ces opérations parcellaires. La machine a eu une utilisation strictement capitaliste. Elle était la base technique permettant d'extraire à l'ouvrier davantage de surtravail, par sa plus grande régularité, intensité et uniformité. A partir de ce moment, chaque incorporation nouvelle de forces humaines dans la machine signifiait une déshumanisation correspondante de l'ouvrier.

Cependant, à une certaine étape de son développement, la machine est devenue tellement précieuse, non seulement du point de vue de l'investissement de capital qu'elle représentait, mais aussi du point de vue de la complexité des opérations qu'elle s'incorporait, que des nouvelles qualités commençaient à être exigées des ouvriers. Au commencement, on ne demandait à ceux-ci que de l'énergie physique. Ensuite, avec le développement technique de la machine, l'énergie irrégulière fournie par les ouvriers est devenue insuffisante, et la vapeur d'abord, l'électricité ensuite ont pris sa place en tant que sources d'énergie. Avec l'application du moteur électrique à la fin du dix-neuvième siècle, et la mobilité et la flexibilité accrues de la machine, ce qu'on exigea surtout des ouvriers fut la discipline et l'entraînement. Dextérité manuelle et contrôle, combinés avec la subordination complète à la direction pour ce qui est de la fixation des tâches : cette combinaison, appelée par euphémisme « efficience », a donné naissance à une nouvelle mentalité, le taylorisme. Pendant cette période la machine était semi-automatique et demandait un ouvrier semi-qualifié, un ouvrier capable d'acquérir certaines qualifications manuelles et d'exercer un certain contrôle sur la machine, mais dépourvu de qualifications intellectuelles et d'une conception d'ensemble du processus de production. Ces dernières qualifications et les responsabilités correspondantes devinrent l'apanage des ingénieurs et des techniciens.

Aujourd'hui, la science des moyens de production a atteint une nouvelle étape. Avec le développement de l'utilisation de l'électricité et l'électronique, une production complètement automatique est possible et nécessaire. Les unités de production peuvent maintenant s'incorporer complètement la flexibilité, la précision, la liberté de mouvement et la facilité de contrôle. Les ouvriers doivent devenir eux-mêmes les maîtres complets des forces productives développées dans les instruments de production. L'universalité incorporée dans les machines doit être également développée en eux. Ce qui est exigé de chaque ouvrier n'est plus seulement la dextérité manuelle, mais des connaissances techniques. Ce qui est encore plus important, l'objectivation des activités humaines totales dans la machine exige la création d'une sensibilité humaine qui lui soit comparable. L'ouvrier semi-qualifié

n'est plus suffisant, comme ne l'est pas le technicien spécialisé. Au fur et à mesure que le monde objectif s'incorpore la sensibilité humaine qui lui soit comparable. L'ouvrier semi-qualifié n'est plus suffisant, comme ne l'est pas le technicien spécialisé. Au fur et à mesure que le monde objectif s'incorpore la sensi- l'acuité des perceptions qui caractérise les opérations dans ce monde objectif.

L'appropriation de la nature humaine.

« Dans le système capitaliste toutes les méthodes d'élévation de la productivité sociale du travail sont réalisées aux dépens du travailleur individuel; tous les moyens de développement de la production... aliènent à celui-ci les potentialités intellectuelles du processus du travail dans la même proportion où la science est incorporée dans ce processus en tant que force indépendante ». Cependant, ce n'est pas la théorie, mais la vie elle-même qui nous montre qu'à un certain niveau, ce transfert accru de la science, des qualifications et de la sensibilité humaines à la machine exige une intégration correspondante de cette même science qualification et sensibilité par les ouvriers qui emploient la machine. Voilà le processus dialectique dont les intellectuels se sont tellement moqués. Sans une transformation dialectique par laquelle l'ouvrier s'enrichit en capacités humaines dans la même proportion que les moyens de production, les forces productives inhérentes aux moyens de production eux-mêmes ne peuvent pas être libérées.

Cette transformation dialectique est le contenu essentiel de l'appropriation des moyens de production par les ouvriers. Ce sont là les nouveaux rapports de production que doit introduire la révolution sociale — rapports de production dans lesquels les forces productives inhérentes aussi bien à la machine qu'à l'homme sont libérées. Ces rapports de production sont donc aussi des nouveaux rapports humains de l'homme à la nature et de la nature à l'homme.

Les ouvriers décrits par Romano qui errent à travers l'usine, en jetant un regard affamé sur les différentes machines et les diverses opérations, cherchent cette appropriation et ces nouveaux rapports naturels humains. De même lorsqu'ils se laissent absorber dans des magazines scientifiques populaires, des romans scientifiques bizarres, des musées d'art ou d'industrie, ils n'expriment que ce désir de réintégration. Aux yeux de l'intellectuel qui méprise le processus de travail, le programme social de Marx concernant l'appropriation humaine des forces productives sociales peut paraître abstrait. Mais l'ouvrier qui dessine ingénieusement des nouveaux outils ou pense attentivement à différents montages bien que dans un accès de désespoir il aurait pu tout aussi facilement briser la machine qui le domine, n'aurait pas de difficultés pour comprendre que les nouveaux rapports de production doivent être basés sur le « développement intellectuel et social libre de l'individu ». Il n'y a pas d'autres rapports de production qui pourraient rompre la contradiction qui déchire la vie quotidienne des ouvriers dans l'usine.

Il y a peut-être des matérialistes vulgaires, qui dans la conception de la production complètement automatique ne voient que des opérateurs-robots. Ils trahissent l'empirisme typique et le réalisme naïf de ces intellectuels qui n'ont fait que contempler le monde et sont ainsi incapables de comprendre que le monde se développe à travers l'activité pratique de l'homme. Il serait bon

qu'ils méditent la description des « machines sans hommes » développée par des ingénieurs bourgeois (1).

Nous devons tout d'abord réaffirmer le fait que l'essence sociale et historique de la machine, dépouillée de son utilisation capitaliste, est la matérialisation des activités humaines. Cette essence sociale a été perdue de vue par la société bourgeoise, parce que celle-ci, dans son besoin incompressible d'augmenter la plus-value en développant des machines toujours plus puissantes afin d'exploiter les ouvriers, a considéré de plus en plus la machine du point de vue de son produit final plutôt que du point de vue de son opération.

La production automatique exige que les machines soient considérées du point de vue de leur opération plutôt que du point de vue du produit final. La nouvelle machine est faite de plusieurs petites unités ajustées ensemble. Chaque unité peut accomplir une fonction, et diverses unités ajustées ensemble sont capables d'accomplir toutes les opérations nécessaires pour fabriquer une partie du produit. Un grand nombre d'unités, reliées électriquement et par des convoyeurs, pourront fabriquer et assembler un produit complet. La machine complète sera extrêmement adaptable à des nouvelles exigences et pourra être réajustée à chaque moment pour fabriquer un produit complètement différent.

Les unités de base dans l'usine complètement automatique accompliront les fonctions suivantes :

1° Donner et recevoir les informations;

2° Contrôler par collation (comparaison);

3° Opérer sur les matières premières.

Tout cela peut être accompli automatiquement. L'envoi et la réception d'informations peut être accompli par des instruments de détection électronique tels que la cellule photoélectrique ; la transmission des informations par des moyens comme le circuit électrique ; l'enregistrement des informations par des dictaphones et des films ; et le calcul à partir de ces informations par des instruments tels que les nouveaux tubes-compteurs électroniques.

L'instrument de contrôle et de collation est un système de tubes électroniques et de circuits qui reçoit les informations que lui envoient les unités d'information et en retour alimente en énergie contrôlée suivant ces informations les unités d'opération. L'opération réelle sur les matières premières — transport, fabrication et manutention — peut être faite par des adaptations de machines vulgaires.

Le besoin d'hommes sociaux.

Lorsque Marx a analysé les instruments de production comme étant essentiellement des « objets sociaux », il anticipait précisément cet appareil mécanique automatique. Un objet social contient la totalité des activités humaines telles qu'elles ont été parfaites par l'histoire industrielle antérieure de l'homme. Il y a cinquante ans, ou même vingt ans, il était possible de ne pas comprendre ce que Marx avait voulu dire. Mais l'inclusion réelle des sens humains dans les machines automatiques calculées aujourd'hui révèle dramatiquement la nature essentiellement humaine de l'industrie.

(1) Voir l'article *Machines sans hommes*, de E.-W. Leaver et J.-J. Brown, « Fortune », novembre 1946.

Un objet social exige pour son contrôle des hommes qui incorporent en eux-mêmes cette nature humaine, c'est-à-dire des hommes sociaux. Sans ces hommes sociaux, l'objet social n'a pas de sens. « De même que pour l'oreille non musicale la plus belle musique n'a pas de sens. »(1) L'unité de production complètement automatique est sociale aussi dans ce sens, qu'elle exige la continuité complète des opérations. S'il y a perte de temps à un stade quelconque, l'ensemble du processus se trouve interrompu. Chaque homme par conséquent qui contrôle un stade particulier du processus doit connaître la relation de son rôle dans la production ou avec celui de chacun des autres. C'est cela l'essence de la planification, et non pas la coordination d'en haut de pièces d'acier ou d'hommes considérés comme des pions inanimés. La planification, en tant que contrôle par en bas, est une nécessité économique basée sur l'étendue et la variété énormes de l'industrie moderne. Sans l'inclusion dans l'ouvrier de cette étendue et de cette variété, il n'y a pas de planification dans la production mais tout au plus de dessins de production. La bourgeoisie ne peut concevoir et introduire la « planification » que sous la forme de dessins de production, parce que son horizon mental est limité par sa conception de classe des ouvriers comme rouages des machines, conception tout autant démodée dans le monde moderne que le mode de production qui lui a donné naissance. Dans cette question — tellement cruciale pour l'économie nationale et mondiale d'aujourd'hui — les différents Stafford Cripps, avec toute leur abnégation dévote se trouvent bornés par les mêmes limites. L'administration pour les masses ne peut pas remplacer l'administration par les masses.

L'élan des ouvriers d'aujourd'hui vers l'universalité n'est plus le simple désir d'acquérir des qualifications pour une multitude de professions intéressantes, ou d'imiter les artisans qualifiés des époques précédentes. Les ouvriers voient leur maîtrise de la machine comme une maîtrise du processus de production en grande série, et par conséquent comme une intégration complète de l'activité et du jugement des ouvriers dans un réseau d'opérations complexes. C'est l'humanité associée qui contrôlera la production et ce contrôle fera de chaque homme non plus un individu isolé s'occupant d'un ou de plusieurs travaux, mais un individu social participant à un projet social.

Plus encore ce n'est que l'exercice de leurs capacités humaines qui peut faire surgir chez les ouvriers la coopération volontaire et la discipline dans lesquelles l'utilisation de l'unité complètement automatique est impossible. Sans ce que Polakov a appelé « une discipline de la pensée s'accordant aux lois de la nature » (1), la vie, l'intégrité corporelle, le produit, l'usine et peut-être même toute la région environnante risquent des dommages importants. L'exemple de l'équipage d'un avion peut donner une indication en micrographie de ce qui est nécessaire à l'échelle sociale. La bourgeoisie, pendant la guerre, a été obligée d'entraîner tous les membres des équipages d'aviation à une multiplicité d'opérations et de leur inculquer une connaissance des sciences nécessaires pour

(1) « Manuscrits économicophilosophiques de 1844 », de MARX.

(1) *L'âge de l'Energie*, de Walter N. POLAKOV, Covici Friede Publishers, New-York, 1933. Le « Who's Who in America » mentionne Polakov comme président de la Société Walter N. Polakov, Consultants Industriels. Il a été ingénieur-conseil du Conseil Economique Suprême de l'U.R.S.S. et de la Tennessee Valley Authority.

le vol. La plus grande partie, sinon tous les membres de l'équipage, devaient savoir quelque chose sur les opérations des autres, peut-être pas d'une manière aussi approfondie que les opérateurs, mais suffisamment pour remplacer ceux-ci en cas de nécessité. Egalement importante était la sensibilité des membres individuels de l'équipage non seulement face à des nouvelles conditions, mais face à leurs rapports réciproques. La nature humaine de l'homme était décisive pour le fonctionnement du mécanisme. Ce qui est vrai pour un avion isolé dans le ciel est encore plus vrai pour la production automatique à l'échelle de la communauté. Si les ouvriers en tant qu'individus et en tant qu'unités sociales ne sont pas au fait des lois de la nature telles qu'elles s'appliquent dans la production, si leur maîtrise de la production n'est pas la base de l'organisation sociale, s'ils n'utilisent pas leurs sens humains, s'ils ne se sont pas appropriés les capacités des machines, s'ils n'entretiennent pas entre eux des relations sociales humaines, l'ensemble du mécanisme est non seulement inutile mais dangereux pour toute la société.

Le besoin d'universalité.

C'est ce besoin économique d'universalité que manifestent les ouvriers qui rend actuellement aux capitalistes tellement difficile l'introduction de machines complètement automatiques. L'ouvrier semi-qualifié d'aujourd'hui se trouve dans le processus de transition de la production semi-automatique vers la production complètement automatique. Ses contradictions et ses frustrations sont les contradictions et les frustrations d'une société de classe qui ne peut pas achever la révolution des instruments de production. La bourgeoisie utilise les techniques les plus avancées et les procédés complètement automatisés pour mener sa propagande auprès des ouvriers sur les avantages du capitalisme ; elle les utilise dans la publicité, les moyens de consommation et ailleurs, mais elle ne peut pas les utiliser dans la production parce cela exigerait la destruction complète des relations de classe de la société bourgeoise.

La nécessité économique de nouveaux rapports de production si l'on veut introduire l'automatisation complète de la production est reconnue même par les techniciens bourgeois. Leaver et Brown dans leur article déjà cité écrivent :

« La tendance d'ensemble des contrôles et des instruments automatiques actuels appliqués aux machines productives actuelles aboutit à dégrader l'ouvrier en faisant un néant non qualifié et dépourvu de profession. Le développement de systèmes de production complètement automatiques renverserait cette tendance en exigeant une force qualifiée de techniciens et d'opérateurs. Le développement étonnamment rapide de nouvelles qualifications et de nouveaux emplois sous la pression de la guerre montre que les hommes en sont capables. »

D'une manière encore plus frappante, Polakov écrivait, il y a douze ans :

« Par l'avènement de l'âge de l'énergie, la tendance qui était en faveur des hommes spécialisés et des machines universelles change graduellement en faveur des machines spécialisées et des mécaniciens « universalisés » complètement développés.

« ... Ce que l'âge de l'énergie exige des ouvriers est complètement différent des qualifications de l'âge des machines ou des ouvriers de l'ère pré-mécanique.

« Les exigences que l'Age de l'Energie pose aux ouvriers — agilité mentale, intelligence en général, l'éducation polytechnique, et loyauté digne de confiance — font de ceux-ci de moins en moins des brutes lourdes, de simples mains de la machine et de plus en plus des êtres humains intelligents, des hommes totalement éduqués, si l'on définit l'homme éduqué comme « celui qui peut faire tout ce que d'autres peuvent faire. » (Hegel) (1)

Sous peine de mort.

Mais c'est Marx qui a posé. il y a quatre-vingt ans, dans le « Capital », le problème dans ses termes les plus tranchants :

« L'industrie moderne. à travers ses bouleversements. impose la nécessité de reconnaître comme une loi fondamentale de la production la variation du travail, donc la capacité du travailleur pour des travaux variés, donc le développement le plus grand possible de ses aptitudes variées. Il devient une quetion de vie ou de mort pour la société d'adapter le mode de production au fonctionnement normal de cette loi. L'industrie moderne oblige en réalité la société, sous peine de mort, à remplacer l'ouvrier parcellaire d'aujourd'hui, estropié par la répétition tout au long de sa vie de la même opération triviale, et réduit ainsi à un fragment d'homme, par l'individu complètement développé, apte à une variété de travaux, prêt à faire face à n'importe quel changement de la production, et pour lequel les diverses fonctions sociales qu'il sion à ses forces naturelles et acquises ».

L'industrie moderne, l'industrie contemporaine, a prouvé le caractère scientifique du pronostic de Marx. Ce n'était ni une philosophie abstraite tournant autour de l'universalité de l'homme, ni la sympathie pour la déchéance des ouvriers parcellaires qui ont permis à Marx d'écrire avec une telle pénétration et une telle perspicacité. C'est parce qu'il avait reconnu que l'essence de la machine n'était pas le fait qu'elle utilise des forces mécaniques, mais plutôt sa nature humaine, non pas ce qu'elle produit, mais la manière dont elle produit, qu'il a été capable de prévoir qu'un temps viendrait où toute la sensibilté humaine serait incorporée dans les machines et que ces machines, la nature humaine de l'industrie, perdraient leur signification pour l'homme, à moins que les capacités humaines ne fussent développées d'une manière correspondante. Comme il écrivait en 1844 :

« D'un côté, donc, dans la mesure où partout pour l'homme dans la société, la réalité objective devient la réalité des capacités humaines essentielles. la réalité humaine et ainsi la réalité de ses propres capacités essentielles. tous les objets deviennent pour lui l'objectivation de lui-même ; des objets qui affirment et réalisent son individualité, ses objets, et lui même devient objet... Non seulement dans sa pensée, mais avec tous ses sens, l'homme est ainsi affirmé dans le monde objectif.

« D'un autre côté, du point de vue subjectif, un objet n'a de sens pour moi que dans la mesure où ma capacité essentielle est capacité subjective pour elle-même, car le sens d'un objet pour moi... va exactement aussi loin que mes sens vont. » (1)

---

(1) La référence à Hegel appartient au texte de Polakov.
accomplit ne sont qu'autant de manières de donner libre expan-
(1) « Manuscrits économicophilosophiques de 1844. »

La bourgeoisie. aujourd'hui, se débat désespérément face à la ruine sociale que sa domination a provoquée. Jamais les moyens de production n'ont connu un tel développement, et cependant jamais ils n'ont paru moins adéquats aux tâches d'une reconstruction économique élémentaire. La peine de mort est suspendue sur l'ensemble de l'humanité. L'alternative concrète se pose entre la continuation de la barbarie actuelle ou la reconstruction de la société par l'enrichissement des capacités humaines des ouvriers.

Voilà un des aspects les plus profonds de la conception du matérialisme historique de Marx, qui a été concrètement révélé par le développement de la société moderne, sa richesse instruments de production et la pauvreté de ses rapports sociaux. Les relations de classe de la production bourgeoise, obstacle devant les forces productives des ouvriers, sont aussi un obstacle devant le développement des moyens de production. Le désir et la capacité des masses pour l'universalité ne sont que la preuve concrète de ce que l'émancipation de la société repose sur elles. La clé de l'accroissement de la productivité et de la reconstruction de la société est le développement de l'humanité des ouvriers. C'est cette perspective de liberté humaine que la révolution socialiste ouvre devant l'homme moderne.

(A suivre.)

LA VIE DU GROUPE

L'unification de notre groupe avec la tendance qui s'était dégagée dans la F.F.G.C. lors des discussions qui ont eu lieu cet hiver (1) s'est réalisée au début du mois de juin. Nous publions plus loin la Déclaration politique que ces camarades ont rédigée à la fois pour se délimiter des positions de la Gauche communiste (bordiguistes) et pour définir les lignes générales de leur accord avec les conceptions que « Socialisme ou Barbarie » a défendues jusqu'ici. Les lecteurs constateront que cet accord embrasse tous les points essentiels; quant à ce qui peut subsister d'imprécisions ou de divergences secondaires, leur clarification ne pourra se faire qu'au cours du travail en commun au sein du groupe unifié.

Pour ce qui est de la critique des positions de la Gauche bordiguiste, un texte rédigé par les camarades signataires de la Déclaration politique sera publié dans notre prochain numéro.

Lors de la première réunion commune, la Résolution statutaire publiée dans le N° 2 de « Socialisme ou Barbarie » fut adoptée provisoirement comme règlement organisationnel du groupe unifié, et le Comité responsable a été élargi par la participation de camarades représentant les signataires de la Déclaration politique.

DECLARATION POLITIQUE

rédigée en vue de l'unification avec le Groupe « Socialisme ou Barbarie »

Octobre 1917 en Russie et les mouvements révolutionnaires qui suivirent la première guerre impérialiste semblaient avoir ouvert un processus de renversement rapide du système d'exploitation capitaliste. Non seulement le capitalisme est toujours debout après une deuxième guerre mondiale, non seulement il a constamment renforcé son oppression et menace d'entraîner les masses dans une nouvelle guerre, mais l'organisation même des travailleurs a complètement disparu. Leurs deux armes éprouvées de lutte, le parti et le syndicat, se sont transformées en instruments de la classe qui les exploite. La révolution prolétarienne victorieuse en Russie a fait place à un régime d'exploitation qui a eu une influence déterminante dans la crise du mouvement ouvrier.

(1) V. « Socialisme ou Barbarie », N° 5-6, p. 145-146.

Pourtant, les conditions pour la reconstruction de ce mouvement n'ont pas disparu, tout le contraire : dans sa phase actuelle, le capitalisme continue à développer les prémisses objectives d'une société socialiste, le rôle et les possibilités révolutionnaires du prolétariat s'accroissent, les postulats essentiels de sa doctrine, le marxisme, restent le fil conducteur pour toute action de classe.

Mais la reconstruction d'un mouvement communiste à l'échelle internationale n'est concevable que comme le dépassement de la phase précédente de ce même mouvement. Au renforcement des énergies révolutionnaires du prolétariat correspond **le développement** de la théorie révolutionnaire; ce développement n'est aujourd'hui possible que si les militants et les groupes révolutionnaires prennent conscience des profonds changements intervenus dans la structure du capitalisme, dans les rapports entre les classes, de la signification des principaux événements de la période qui débuta en 1914, des forces sociales et politiques nouvelles qui se sont manifestées.

Les éléments essentiels d'un tel dépassement, sur le plan théorique et politique, peuvent déjà être dégagés aujourd'hui : ils concerneront aussi bien l'analyse de la situation et des perspectives que la tactique de lutte et les objectifs de la Révolution. Leur concrétisation dans un programme est étroitement dépendante de la lutte de classe du prolétariat; mais cette lutte elle-même ne pourra se développer et prendre son sens que dans la mesure où les conceptions fondamentales de ce programme, diffusées dans la classe par une avant-garde organisée, seront reconnues comme les leurs par les ouvriers les plus avancés.

LE PROCESSUS DE CONCENTRATION DU CAPITALISME.

La deuxième guerre mondiale et la période qui a suivi n'ont pas apporté de solution à la crise permanente du système capitaliste, dont l'ouverture coïncide avec la guerre de 1914-18. La contradiction fondamentale entre ce développement des forces de production et les rapports sociaux d'exploitation a été au contraire portée à un degré inouï de violence : l'exacerbation des contrastes de classe, des difficultés économiques, des luttes impérialistes, en sont les manifestations permanentes.

C'est sous leur poussée que se poursuit dans le monde le processus de concentration capitaliste : ses formes concrètes traduisent l'effort de la classe dominante pour maîtriser ces difficultés et pour juguler le contraste de classe.

En Occident, se produit une osmose entre l'appareil d'Etat et les groupes capitalistes privés; en Orient, une étatisation radicale de l'économie. Dans les deux cas, l'Etat, de simple instrument de coercition se transforme en instrument de gestion des forces de production. Mais ceci ne va pas sans des profondes transformations de la classe dont il est l'instrument de domination. Le contrôle et la gestion des forces de production l'appropriation directe du surtravail par l'Etat suppose la substitution d'une bureaucratie exploiteuse à l'ancien patronat (capitalisme d'Etat achevé) ou entraîne sa croissance aux dépens de ce dernier. En devenant propriété d'Etat, les forces de production deviennent en fait propriété collective

de la bureaucratie. La nécessité d'un contrôle et d'une direction de **toutes** les activités sociales, que seul l'Etat peut assurer constitue la base objective du développement de cette bureaucratie, dont le rôle est essentiellement différent de la bureaucratie traditionnelle, simple instrument d'exécution.

Dans les pays de capitalisme d'Etat achevé, les rapports entre l'Etat en tant que « machine de domination d'une classe par une autre », et la classe dominante ne sont plus des rapports extérieurs : dire que l'Etat est propriétaire des forces de production, qu'il dirige celles-ci et la distribution, ne signifie pas qu'il soit devenu lui-même classe dominante, ni qu'il ait perdu son caractère d'instrument. C'est dire qu'il est désormais l'instrument de la classe dominante dans **tous** les domaines et que celle-ci dirige **de l'intérieur de cet Etat**, qu'elle est une **classe bureaucratique.** En effet, si elle continue à se distinguer par ses fonctions de direction, celles-ci ne reposent plus sur des titres de propriété, ni ne sont plus garanties par eux. On peut ajouter que ses revenus sont **inséparables** de ces fonctions dirigeantes, contrairement à ce qui est le cas dans les phases précédentes du capitalisme.

Dans les pays occidentaux, et pour des raisons historiques concrètes, cette transformation n'en est encore qu'à ses débuts; ses rythmes et ses voies sont différents. La nécessité d'un contrôle et d'une direction totaux de la société s'exprime à la fois par l'interpénétration des trusts et de l'Etat, par l'extension du contrôle de celui-ci sur la vie sociale, par le développement de la « propriété étatique », par la croissance d'un appareil politique et syndical de contrôle de la force de travail. Non seulement la bureaucratie croît en nombre mais ses fonctions dans la gestion des forces de production deviennent toujours plus importantes; ses intérêts sont liés à la poursuite de la concentration, dont elle exprime les formes concrètes au même titre que les **dirigeants** des grandes entreprises privées.

Une telle évolution rencontre la résistance de la quasi-totalité de la bourgeoisie traditionnelle, car elle signifie à la fois la disparition des bourgeois comme catégorie sociale et des titres sur lesquels s'appuie leur domination. La transformation que subit la société capitaliste en passant de la domination des monopoles à celle de la bureaucratie est incontestablement beaucoup plus profonde que lors du passage de l'économie concurrentielle au monopole. Comme, cependant, la domination bureaucratique n'est que la dernière forme historique de la domination du capital sur le travail, la société d'exploitation ne change pas le nature profonde.

Il n'y a donc pas de **lutte de classe** entre la bourgeoisie et la bureaucratie. Il y a transformation totalitaire de la société, disparition de la propriété privée, apparition de nouvelles couches remplaçant la bourgeoisie-propriétaire classique mais assurant le maintien du régime capitaliste dans sa phase de décadence et exprimant du point de vue historique, la continuité d'une classe dominante capitaliste.

Sur le plan mondial, la concentration économique et politique se manifeste par la tendance à la disparition des unités nationales en tant qu'impérialismes, même mineurs, au profit de deux grandes puissances : U. S. A. et U. R. S. S.

La lutte entre ces deux blocs, lutte militaire en dernière analyse, vise à l'appropriation des sources de matières premières, des instruments de

production et de la force de travail exploitable à l'échelle mondiale, se substituant à la lutte concurrentielle du capitalisme classique.

Les différences de structure interne des deux blocs, de la classe dominante dans chacun d'eux, lui impriment des caractères nouveaux par rapport aux luttes impérialistes du début du siècle. C'est dans ces différences-là que les propagandes de guerre respectives cherchent leur justification. Mais pas plus qu'on ne peut parler de lutte de **classe** bourgeoisie-bureaucratie au sein d'un des deux blocs, on ne peut le faire sur le plan international.

BLOC OCCIDENTAL ET BLOC RUSSE.

La réorganisation du monde occidental tentée par l'Amérique depuis la guerre a prouvé qu'elle ne pouvait ni rétablir un marché mondial fonctionnant normalement, ni résoudre le problème d'une accumulation croissante dans les pays vassaux des U. S. A. Le secteur occidental comprenant des pays hautement industrialisés, la question de la planification de leur production signifie, en fait, pour la plupart d'entre eux la limitation de cette production, que le groupe le plus puissant — les U. S. A. — leur imposera. C'est ce qui arrive déjà aujourd'hui et qui ne peut que s'accentuer.

En ce qui concerne les U. S. A. eux-mêmes, la production de guerre sera de plus en plus le moteur de l'activité économique, mais les autres pays du Bloc en seront à peu près exclus.

Dans le Bloc russe il y a eu intégration des différentes économies nationales à un complexe dominé par la puissance et les intérêts du capitalisme d'Etat russe. C'est un phénomène de même nature que la polarisation autour de l'Amérique au sein du Bloc occidental. Mais le processus s'est effectué beaucoup plus rapidement; il s'est déroulé sur la base d'une étatisation totale des différentes économies; il ne pose pas enfin, pour ce secteur le problème de limitation de la production.

Cette intégration de forces nouvelles de production représente en fait une expansion de la bureaucratie répondant aux nécessités de conservation et d'accroissement de ses privilèges. Cette expansion fut possible à cause de la faiblesse traditionnelle des bourgeoisies de l'Est européen, encore aggravée par la guerre. Ce dernier facteur explique à son tour les formes sociales de l'expansion (étatisation) si on le joint à l'existence dans ces pays d'une bureaucratie syndicale, politique et militaire « ouvrière », développée dans les conditions de la Résistance.

Le développement de l'appareil productif des pays de ce secteur par le besoin de dépenser leur infériorité face au bloc occidental, la production russe suffisant à peine à assurer le maintien et l'accroissement du potentiel de guerre, la consommation de la classe dominante et les besoins élémentaires des exploités, le problème qui se pose n'est pas celui d'une limitation mais d'une augmentation de la production des pays satellites dans ce triple but.

Le fait même que leur industrialisation ne soit apparue qu'en liaison avec la dislocation du marché mondial et qu'elle ne se justifie que par les exigences de domination mondiale de la bureaucratie russe, suffisent à prouver que le bloc oriental n'échappe pas plus à la crise permanente du capitalisme que le bloc occidental, crise qui doit culminer dans la destruction de l'appareil productif au cours de la guerre elle-même.

LES CONDITIONS OBJECTIVES DU SOCIALISME.

La crise du mouvement ouvrier a pu suggérer la thèse défaitiste d'une disparition des conditions objectives de la révolution **prolétarienne** et du socialisme en régime de capitalisme d'Etat. Examinant la situation en Russie, certains ont conclu à la disparition de la lutte des classes, à l'abaissement du prolétariat en une classe d'esclaves concentrationnaires et au caractère négatif du développement des forces productives dans ces conditions.

Certes, l'organisation de la société en capitalisme d'Etat entraîne des modifications importantes dans les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et dans ses rapports avec la classe exploitrice. La disparition du marché libre du travail, de la libre concurrence entre salariés, des organismes de défense des ouvriers, de la grève légale ou tolérée, des possibilités de déplacement libre de la main-d'œuvre, sont des faits incontestables.

Mais ce qui différencie le prolétariat des autres classes exploitées de l'histoire n'est pas qu'il puisse vendre librement sa force de travail ou que le prix de celle-ci s'établisse librement par le jeu de l'offre et de la demande, libertés toutes relatives même en régime capitaliste classique.

C'est sa concentration dans les droits de travail, le fait qu'il emploie les engins de la production moderne, qu'il s'assimile sa technique, que ses conditions de vie, ses besoins et ses rapports avec la classe dominante s'uniformisent de plus en plus.

En régime de capitalisme d'Etat, aucune nouvelle classe productive n'apparaît et le prolétariat reste la seule classe qui, de par sa position dans la production, ait intérêt à réaliser l'organisation collective de cette dernière, qui seule peut permettre le développement de la civilisation.

L'extension des camps de concentration en Russie se relie aux besoins de la colonisation intérieure de territoires particulièrement impropres à l'exploitation et à la pénurie d'équipement dont continue à souffrir ce pays. Ce sont ces deux facteurs qui expliquent la forme ainsi prise par la répression politique. Mais il est évident que la généralisation du phénomène concentrationnaire est impossible dans les conditions d'une production moderne : ce ne sont pas les concentrationnaires à peine nourris et vêtus qui peuvent assurer la marche des usines modernes ou des kolkhozes mécanisés. Il est donc tout à fait faux de parler de disparition du prolétariat.

Il est tout aussi faux de conclure à la disparition de la lutte des classes du fait que celle-ci ne se manifeste plus, en régime de capitalisme d'Etat, dans les formes classiques que nous lui connaissons. L'exploitation d'une classe par l'autre (du prolétariat par la bureaucratie) suscite nécessairement une lutte de classe : dans les conditions d'un régime totalitaire, cette lutte se manifeste sous sa forme la plus élémentaire comme résistance des ouvriers à la production, ce qui est précisément le cas dans les pays bureaucratisés.

Il est vrai que les conditions objectives de la révolution prolétarienne résident, au delà de la simple existence de cette lutte, dans la capacité de

la classe ouvrière à gérer la production et dans l'impossibilité pour la classe exploitrice d'assurer à la fois le développement des forces productives et le maintien de sa domination. Une telle impossibilité ne se présente pas sous la forme d'une faillite radicale et soudaine du REGIME : elle se vérifie dans l'accentuation de toutes ses contradictions, dans l'inégalité du développement économique et le ralentissement de son système, elle se manifeste essentiellement par le cycle infernal de guerres ouvert en 1914.

Pas plus le capitalisme d'Etat que le capitalisme classique ne sont capables de la résoudre, car elle dérive de l'appropriation du sur-travail des masses par une minorité privilégiée, qui est la négation même de l'organisation collective de la production et qui est commune aux deux formes.

LA CLASSE OUVRIERE ET L'EVOLUTION DU CAPITALISME.

Pendant la deuxième guerre mondiale, tout comme dans la période qui a suivi, l'antagonisme des classes, utilisé pour des buts impérialistes, s'est manifesté sous une forme méconnaissable mais souvent avec une ampleur et une violence caractéristiques de la puissance et du rôle du prolétariat dans la société moderne.

Cependant, à aucun moment, la classe ouvrière n'est arrivée à se dégager de l'emprise des idéologies de la classe dominante. Si ses fractions les plus actives n'attendent plus rien de la société bourgeoise, c'est parce qu'elles attendent tout d'un régime qu'elles croient socialiste et qui est en fait le capitalisme d'Etat : leur expérience a été surtout négative.

Dans la marche de la société au totalitarisme économique et politique, la victoire de la classe exploitrice s'est manifestée sous deux formes : d'une part, dans l'échec de la révolution européenne qui a entraîné la contre-révolution en Russie, de l'autre, dans l'incapacité de l'avant-garde ouvrière à comprendre l'évolution du régime, soit en définitive les causes de cet échec.

Aussi, l'actuelle attitude politique des ouvriers, si elle exprime la domination du capital, représente également une certaine phase de la conscience que les ouvriers ont de cette domination et des moyens qu'ils pensent devoir employer pour s'en affranchir. C'est ainsi que leurs positions actuelles se rattachent à la phase précédente du mouvement ouvrier.

Celle-ci s'ouvrit par la victoire révolutionnaire en Russie et la fondation de la III[e] Internationale. Ces deux événements signifiaient que la classe ouvrière avait **historiquement** dépassé la phase du réformisme social-démocrate et qu'elle se posait la question de la prise du pouvoir et de la gestion de la société.

L'insurrection d'octobre 1917 se présentait comme la première explosion d'une lutte internationale. L'objectif de celle-ci, le socialisme, ne pouvait être rejoint que sur le plan mondial. C'est en effet, seulement sur le plan mondial que peut être réalisé, dans le cadre d'une économie collective gérée par les travailleurs, le développement des forces productives permettant la satisfaction des besoins matériels et culturels de toute la population.

Les tâches de la révolution russe étaient doubles : d'une part, commencer la transformation de l'économie dans un sens socialiste; de l'autre, impulser la lutte révolutionnaire mondiale. Elles ne pouvaient être accomplies que par l'intervention croissante des masses qui caractérise la période transitoire vers la société sans classes. C'est dans le développement constant de cette intervention QUE RESIDE toute possibilité de transformation socialiste de l'économie et d'orientation révolutionnaire du nouvel Etat. Cela signifie que le niveau politique de couches de plus en plus larges d'ouvriers se hausse à celui de l'avant-garde elle-même, que les organes de masse qui constituent l'armature de l'Etat prolétarien sont, sous l'impulsion du parti de classe agissant en leur soin, les dirigeants effectifs de la vie politique et économique.

Un tel processus n'a pas pu se développer en Russie. Au lendemain de la prise du pouvoir, le régime prolétarien s'est trouvé devant une situation de pénurie extrême qui s'est aggravée au cours des années suivantes. Au faible développement des forces de production correspondait celui d'un prolétariat concentré dans quelques régions industrielles isolées et dont le niveau technique et culturel était relativement bas.

L'intervention révolutionnaire de la classe ouvrière, si elle a pu renverser l'ancienne société, n'est pas parvenue dans ces conditions à se développer sur le terrain de l'organisation économique et politique du nouveau régime. Les essais des travailleurs pour gérer la production, dépassant par là même le programme bolchévique de simple contrôle, se sont révélés impuissants à assurer le minimum de produits indispensables à la population et à faire face aux besoins de la guerre civile.

La politique économique du parti bolchévik se posait comme objectif la croissance des forces productives. Dans son premier stade, par le rétablissement d'une production courante, elle tendait à résoudre la question la plus urgente : la défense militaire de la révolution. Elle devait entraîner par la suite et parallèlement à la liquidation des formes économiques prébourgeoises et bourgeoises, un relèvement du niveau de vie du prolétariat de son niveau culturel, l'apprentissage de la gestion de l'économie par les ouvriers. Il s'agissait d'une politique d'attente de la révolution en Europe : en faisant entrer dans le camp prolétarien des pays hautement industrialisés, celle-ci poserait ces problèmes à l'échelle internationale et dans des conditions infiniment plus favorables.

Le premier point fut atteint. Mais au prix de la création, par le parti bolchévik, d'un puissant appareil étatique détaché des masses et s'appuyant non sur les organismes soviétiques, mais sur une bureaucratie qui devint bientôt inamovible et irrévocable. Parallèlement à ce processus d'étatisation, le rôle des Soviets, des Comités d'usine fut de plus en plus limité; ils perdirent leur caractère d'organisme de masse et de pouvoir pour se transformer en simples rouages de transmission.

D'autre part, le parti se confondit de plus en plus avec les organes d'Etat. Il commença lui-même à se bureaucratiser, à fonctionner comme une machine administrative, l'échange entre les militants et la direction devenant acceptation passive des directives de la première.

C'est ce régime là que Lénine qualifiait de « capitalisme d'Etat » et dont il avait déjà aperçu les tendances bureaucratiques; mais pour lui, comme pour tous les bolchéviks, le contrôle que le parti exerçait sur le

régime était une puissante garantie de son orientation révolutionnaire. Or, le « contrôle du Parti sur l'Etat » changeait de signification, au fur et à mesure que Parti et Etat se confondaient et qu'au sommet des deux apparaissait une bureaucratie toute puissante. Le développement de la production se poursuivit dans un sens inverse à celui des intérêts des travailleurs qui se virent progressivement réduits au rôle de simples exécutants.

La régression des caractères prolétariens de l'Etat et du parti s'aggrava dans la mesure même où les échecs du prolétariat international accentuait l'isolement de la Russie. La puissance du capitalisme se manifestait dans les difficultés du régime russe; elle s'affirmait aussi dans le retard DE LA classe ouvrière à former ses partis commnistes, dans la méthode même de leur formation, dans l'influence persistante de la social-démocratie dans les pays les plus industrialisés. La perspective révolutionnaire éloignée après la défaite du mouvement de 1929 en Allemagne, la bureaucratie russe passa à l'attaque et formula ses premiers « principes » politiques : « socialisme dans un seul pays », « étatisation = socialisme ». Elle élimina progressivement les éléments révolutionnaires du Parti et de la classe ouvrière. Au travers des plans quinquennaux, elle affirma sa puissance économique, et sa solidité de classe en liquidant les couches sociales liées à la propriété privée. Elle se révéla en Russie comme la seule classe exploitrice capable de réaliser la planification et la concentration de l'économie vers lesquelles le capitalisme moderne s'oriente dans le monde entier.

Sur le plan international, la pression des bourgeoisies et de la bureaucratie russe entraîna les partis de la III[e] Internationale dans une dégénérescence tout à fait nouvelle par rapport à celle de la II[e] Internationale : le révisionnisme et l'opportunisme se firent jour, mais toujours en liaison avec les intérêts du régime russe et ils passèrent peu à peu sous le contrôle d'une hiérarchie de fonctionnaires dépendant directement de Moscou.

Aujourd'hui, les partis staliniens sont à la fois les instruments de la politique étrangère russe et les soutiens de la forme la plus moderne de l'exploitation capitaliste. Dans les pays bourgeois mineurs, ils ont rallié à eux de larges couches de la bureaucratie « ouvrière » et d'éléments non-prolétariens, tous directement intéressés à l'étatisation dont ils voient la réalisation la plus parfaite dans le régime russe actuel. L'opposition réelle de ces partis aux partis privés et aux institutions traditionnelles découle à la fois de leur rôle d'étatisateurs et de représentants d'une puissance étrangère; elle leur permet, dans les pays « ennemis », d'utiliser les revendications ouvrières pour les besoins de leur cause. C'est le fait qu'ils soient les seuls opposants et des liquidateurs de la propriété privée qui leur conserve l'adhésion des fractions les plus actives de la classe ouvrière.

Mais même dans les pays où l'influence du stalinisme est presque nulle, U.S.A. Angleterre, l'attitude politique des ouvriers ne diffère pas fondamentalement. Leur soutien du travaillisme, de la bureaucratie syndicale américaine, est au fond de même nature que leur soutien du stalinisme ailleurs. En fait et quelles que soient les formes de la propagande officielle, la classe ouvrière a partout adhéré aux nationalisations « programmes sociaux », aux planifications étatiques, en somme à tout ce qui constitue le

capitalisme d'Etat et qui, entraînant la disparition de la propriété privée, est apparu à ses yeux comme transformation socialiste de la société.

Ainsi l'attitude actuelle de la classe ouvrière apparaît tout d'abord comme l'expression du retard de sa conscience politique par rapport à l'évolution du capitalisme lui-même; elle se rattache à une période du mouvement ouvrier où la lutte se déroulait dans le cadre des institutions de la démocratie bourgeoise et de la propriété privée, dont la liquidation apparaissait comme un but proprement socialiste.

La réalisation progressive de cette liquidation par le capitalisme lui-même, avec le développement de nouvelles couches exploiteuses assurant la relève de la bourgeoisie, a déterminé la conversion des organisations ouvrières traditionnelles en organismes de gestion de la force de travail, organismes que la nouvelle forme d'exploitation réclame. Ce sont les formes et les résultats concrets d'une telle conversion que l'attitude de la classe ouvrière exprime, du point de vue politique et idéologique, aujourd'hui.

Il n'y a pourtant rien de permanent dans cette situation; l'évolution du capitalisme, en concentrant dans les mains de l'Etat la gestion de la production, a fusionné les exigences politiques et économiques de la classe dominante; elle a, du même coup, conféré un caractère politique à toutes les revendications prolétariennes. Celles-ci mettent immédiatement en cause le fonctionnement de l'appareil étatique qui s'identifie avec la classe exploitrice et apparaît comme tel aux prolétaires. Loin de les faire reculer, le capitalisme d'Etat ne fait que créer les conditions qui situent les luttes ouvrières à un niveau objectivement supérieur à celui de la phase précédente.

Les manifestations concrètes de cette situation sont déjà perceptibles aujourd'hui. Elles le seront à une échelle bien plus large dans les années à venir : tout comme le prolétariat du bloc russe fait l'expérience du « socialisme stalinien », celui des autres pays fera celle des mesures planificatrices et totalitaires des démocraties atomiques, expérience qui ne pourra pas ne pas être concluante.

Dans l'évolution des deux blocs impérialistes, subsisteront pourtant les différences de forme et de rythme; elles seront exploitées à fond par les partis staliniens. Mais ceux-ci rencontreront dans de larges couches ouvrières une hostilité croissante. Celle-ci sera déterminée par le fait que les mesures sociales, économiques et politiques dans les deux blocs présenteront des caractères frappants d'identité; elle le sera également par la politique même du stalinisme, vis-à-vis de la classe ouvrière. Dans la mesure où se précisera le prochain conflit militaire, l'action des partis staliniens deviendra elle-même de plus en plus militaire. L'utilisation des revendications ouvrières perdra son caractère pseudo-réformiste, qu'elle conserve partiellement aujourd'hui, l'action anti-américaine prendra le pas sur les revendications économiques; les luttes seront déclenchées, sans souci de leurs possibilités de réussite, dans un simple but de sabotage.

C'est ainsi que dans sa phase actuelle le système mondial d'exploitation développe les conditions qui peuvent permettre à des couches importantes de prolétaires de prendre conscience de leurs intérêts et de leurs buts et d'identifier leurs ennemis, c'est-à-dire de s'organiser en avant-garde révolutionnaire à l'échelle internationale.

SIGNIFICATION ET PROGRAMME DE L'AVANT-GARDE.

Ni l'accroissement des conditions objectives du socialisme, ni la permanence de la lutte de classe ne permettent d'affirmer l'inéluctabilité de la victoire du prolétariat sur ses exploiteurs.

Le socialisme suppose la destruction préalable de l'appareil politique et économique de la classe dominante, destruction opérée dans une situation de crise, par l'action organisée de la classe ouvrière.

Mais les conditions même de l'exploitation à laquelle elle est soumise, font que la conscience de son propre rôle, des buts et des moyens de sa lutte ne peut être acquise par la majorité de la classe avant la révolution même. Dans toute autre situation, c'est seulement une minorité de celle-ci qui peut arriver à cette conscience. Dans la mesure où cette minorité apparaît, formule et précise son programme, s'organise, est rejointe par les meilleurs éléments de la classe, il y a là le signe d'un profond changement de l'attitude de cette dernière face au régime exploiteur : la manifestation d'une progression de la classe vers la lutte révolutionnaire, c'est essentiellement la formation et le développement à l'échelle internationale de l'avant-garde organisée en parti.

Le rôle de l'avant-garde dans la lutte de classe est déterminé par les éléments concrets qui la distinguent des organisations de masse que la résistance des ouvriers à l'exploitation ou leur lutte révolutionnaire a suscitées au cours de l'histoire.

Le parti se forme par l'adhésion d'individus à une théorie et à un ensemble de positions politiques définies, excluant non seulement les positions représentant directement ou indirectement la classe adverse, mais toute autre interprétation du monde, de la société et de l'histoire.

Fondé sur un programme universel de subversion sociale, le parti est en conséquence le seul organe prolétarien qui, en toutes situations, dépasse les points de vue étroits de catégorie, les différences locales et nationales; il lutte comme expression authentique d'une classe dont la force historique n'est concevable et ne peut se manifester dans les faits que si elle se présente unie internationalement au combat contre le régime capitaliste.

Le parti représente et assure la continuité historique de l'organisation prolétarienne au travers des fluctuations de la lutte des classes, il revendique la théorie révolutionnaire du prolétariat et relie les positions politiques prises par le mouvement dans les phases successives de sa lutte.

Le rôle de l'avant-garde organisée en parti est un rôle de coordination et de direction effectives de la lutte prolétarienne : il va de la prorogation de la doctrine marxiste aux mots d'ordre politiques et jusqu'à l'organisation de la lutte armée pour la destruction de l'Etat capitaliste, dans les organismes politiques des masses suscités lors des crises révolutionnaires.

Ces organismes ont toujours représenté un dépassement par la classe ouvrière des simples revendications économiques : ils expriment ce fait qu'elle met en cause et s'attaque au régime exploiteur en tant que tel. L'expérience a prouvé que non seulement l'existence des organismes politiques de masse est limitée, comme l'est l'intervention des masses elles-

mêmes dans la crise politique, mais qu'ils ne peuvent, livrés à eux-mêmes, avoir une conscience claire des buts et des moyens de la lutte. Seule l'action constante du parti en leur sein peut leur permettre d'atteindre cette conscience; dans le cas contraire, et après une brève période d'agitation révolutionnaire, ils disparaissent ou sont même utilisés par l'ennemi de classe (Allemagne).

Le rôle de l'avant-garde après la prise du pouvoir a été expérimenté de la manière la plus complète en Russie. Les enseignements à ce sujet sont limités à une situation historique absolument originale déjà lors de la première guerre impérialiste et qui ne se représentera plus jamais. Ils doivent être examinés dans la perspective moderne définie par la concentration économique, le développement de la technique et des formes totalitaires et par leur influence sur le prolétariat.

La dictature du prolétariat s'exerce sur une classe vaincue, mais non supprimée encore. La résistance des classes, les nécessités de la lutte révolutionnaire internationale, rendent l'Etat nécessaire; ce fait suppose la persistance du rôle coordinateur et dirigeant du parti dans le régime post-insurrectionnel. Mais il est tout à fait erroné de déduire de cette fonction du parti la conclusion qu'il est lui-même un organe de pouvoir. « Le pouvoir du seul parti révolutionnaire » n'est pas du tout l'antithèse de la formule démocratique bourgeoise de la « juste représentation de tous les partis », car une telle antithèse se présente déjà dans la forme totalitaire de la domination capitaliste, fascisme ou stalinisme. « La dictature du parti révolutionnaire » n'est pas davantage l'antithèse de la dictature du parti totalitaire capitaliste ; car la révolution ne représente pas seulement un renversement radical de la direction politique de classe de la société, mais une transformation profonde des rapports entre la classe dirigeante et ses propres organes de pouvoir.

En régime capitaliste, les rapports entre la classe dirigeante et son Etat peuvent aussi bien être des rapports démocratiques que de rapports de contrainte. Pour le prolétariat, ces rapports entre la classe et son Etat ne sont plus des rapports démocratiques mais ils ne peuvent être non plus des rapports de contrainte. Il n'y a pas de rapports démocratiques là où il n'y a pas de « délégation de pouvoirs » à cet Etat, où il n'y a pas de séparation entre organes délibératifs et organe exécutifs, où les actes de pouvoir, à tous les échelons, ne sont pas dépendants de consultations électorales formelles, mais de l'intervention des couches les plus actives, conscientes et décidées des prolétaires. Mais ils ne peuvent être des rapports de contrainte de par la fonction même de cet Etat qui est de créer les conditions de son dépérissement. Ces conditions résident dans la transformation socialiste de l'économie, l'extension mondiale de la révolution. Elles ne peuvent être réalisées que par l'intervention révolutionnaire des masses sans laquelle toute mesure socialiste serait complètement illusoire et qui s'exerce, dès le début, au travers des organes de pouvoir et d'organisation de la vie sociale. C'est donc le rôle de l'Etat prolétarien qui exclut non seulement toute dictature du Parti révolutionnaire mais dénie à celui-ci tout caractère d'organisme de pouvoir.

La dictature du Parti signifie l'établissement de rapports de contrainte entre la classe et l'Etat ouvrier : elle ne peut que traduire un recul de la révolution et doit, dans ces conditions, entraîner la transformation de

l'appareil de pouvoir en un mécanisme bureaucratique, le détachement entre l'Etat et le Parti d'une part, et le prolétariat de l'autre, la bureaucratisation du Parti lui-même.

C'est ce qui est advenu en Russie sous la pression d'une situation intérieure et internationale défavorable.

La fonction de coordination et de direction propre au Parti ne peut avoir un sens que si elle s'exerce au sein des organismes de masse : elle se présente ainsi comme celle de la fraction prolétarienne dont l'influence est prépondérante dans ces organismes. Elle se manifeste à tous les échelons de la vie sociale, dans les mesures politiques et économiques prises par les organes de pouvoir, mesures qui supposent l'élévation progressive du niveau politique des masses à celui du programme et des positions de l'avant-garde.

En ce qui concerne les mesures économiques de la dictature du prolétariat, le programme de l'avant-garde révolutionnaire ne peut pas non plus se limiter à une simple réédition de l'expérience russe. Dans ses différentes phases de « contrôle ouvrier », « communisme de guerre », « NEP » « capitalisme d'Etat », celle-ci traduisit à la fois l'influence de conceptions traditionnelles non vérifiées par la pratique, de la situation particulière de la Russie, d'une évolution défavorable du rapport de forces internationale. Après cette expérience, et se fondant sur l'évolution du système capitaliste, l'avant-garde devra montrer comment la nationalisation de l'industrie, la planification, la nationalisation du sol, sont des mesures réalisées par le capitalisme lui-même. L'économie de la société de transition réalisera la suppression de l'exploitation de la force de travail. Au principe capitaliste de sa rétribution suivant la quantité de produits nécessaires à son entretien, elle substituera le principe de la rétribution selon la quantité de produits fournis à la société, en attendant que le développement de la production permette de passer au stade communiste : « de chacun selon ses possibilités, à chacun selon ses besoins ». A l'appropriation du surtravail par une minorité, elle substituera la détermination de la partie accumulable du produit social par le réseau d'organismes prolétariens de pouvoir, à la gestion d'une minorité exploitrice. la gestion des ouvriers au travers de ces organismes, à la planification bureaucratique, la planification par le réseau local et international d'organismes de masse. A l'échelle de l'entreprise, elle substituera à la direction toute-puissante du « directeur-technicien », l'organisation de la production par les ouvriers eux-mêmes.

Un tel programme n'a rien d'utopique : la possibilité de renverser le régime capitaliste ne réside pas dans une espèce de « capacité de révolte » des ouvriers; si le prolétariat est réellement la classe appelée à succéder historiquement à la classe capitaliste, à fonder un nouveau type de société, c'est qu'il est **effectivement capable** de lui succéder dans **tous les domaines.** Les conditions pour le développement de la culture technologique des ouvriers, de leurs facultés d'organisation et, en période révolutionnaire, de leur conscience politique, c'est le capitalisme lui-même qui les créa. Un exemple relativement récent, dans un pays arriéré et dans des conditions politiques défavorables, celui de l'Espagne en 1936, a illustré la capacité du prolétariat à gérer lui-même la production.

Du point de vue de l'organisation des forces productives, un tel

programme ne représente nullement un retour en arrière : la concentration la planification, que le capitalisme a développées, ont un caractère de classe bien défini; c'est non en les niant, mais en changeant radicalement ce caractère, qui se manifeste d'ailleurs même du point de vue technique, que l'économie socialiste représentera un stade supérieur des formes de production. Aussi, le programme prolétarien n'a rien à voir avec les conceptions anarchistes et syndicalistes d'organisation spontanée, fédéralistes. décentralisée, de l'économie, organisation qui laisse chaque entreprise, chaque groupe de producteurs se débrouiller comme ils l'entendent, et aboutit en fait (voir encore l'Espagne 1936) soit au retour à des formes précapitalistes (agriculture) soit à des méthodes capitalistes de rétribution et de concurrence entre entreprises.

Le programme de la nouvelle avant-garde devra tout d'abord se débarrasser d'une série de positions qui ont été défendues par la IIIe Internationale, et qui, soit étaient fausses à l'époque, soit ont changé de signification depuis. Ainsi la tactique du « front unique », le mot d'ordre de l'indépendance nationale des pays coloniaux, celui du partage des terres ne peuvent actuellement qu'accroître la confusion des ouvriers et accentuer l'emprise idéologique des courants réactionnaires de la classe.

Reprenant la critique de la démocratie bourgeoise, faite par Lénine, mais surtout en insistant sur la transformation totalitaire de cette démocratie, l'avant-garde rejettera toute forme de parlementarisme ou de participation « révolutionnaire » aux élections. Sur quelque terrain que ce soit, elle défendra résolument une position anti-collaborationniste et combattra donc toute participation à un organisme étatique (Comités d'entreprise, de « gestion », organismes de culture, de loisirs, etc...)

La transformation des syndicats en organisme de gestion de la force de travail par l'Etat sera le fondement de son attitude de dénonciation de cet appareil bureaucratique. Par sa critique théorique et politique, par sa participation aux luttes ouvrières, l'avant-garde s'emploiera à soulever devant les travailleurs la nécessité de la reconstruction de leurs organismes autonomes de lutte et appuiera toutes les initiatives qui, dans ce sens, se feront jour dans la classe.

Les formes de ces organismes, comme aussi les moyens de lutte ne pourront être précisés qu'à travers l'expérience actuelle et à venir de la classe ouvrière. Il est cependant indispensable d'affirmer dès maintenant la valeur positive des luttes ouvrières contre l'exploitation, même sous leurs formes les plus élémentaires. Le fait que la plupart du temps et dès qu'elles atteignent une certaine ampleur, ces luttes sont ou tendent à être intégrées dans le conflit russo-américain ne signifie nullement que des luttes autonomes soient toujours et partout impossibles.

Une des tâches les plus importantes et les plus urgentes de l'avant-garde dans la situation actuelle sera de relier, à l'échelle internationale et sur la base d'un programme dont il est déjà possible de définir les points essentiels, les organisations et les militants qui luttent sur des positions internationalistes et révolutionnaires.

Mai 1950.

Vega, Camille, Jean Dominique, André,
Maurice, Gaspard, Marcel.

NOTES

LA SITUATION INTERNATIONALE

COREE : FIN DE LA GUERRE FROIDE

La capacité d'une direction révolutionnaire se mesure à son aptitude à juger de la signification profonde des grands événements internationaux qui constituent la trame concrète de l'évolution historique dans laquelle le prolétariat révolutionnaire doit s'insérer comme force indépendante et consciente.

Les événements de Corée viennent de mettre à nu ce fait — dont jusqu'ici on ne pouvait avoir qu'une compréhension théorique — qu'il n'existe actuellement plus la moindre organisation révolutionnaire se réclamant du marxisme qui puisse prétendre à jouer ce rôle de direction révolutionnaire. En effet, face à l'extraordinaire confusion et à l'extraordinaire aveuglement des classes dirigeantes en présence des événements qu'elles ont déclenchés, mais qui les dépassent de loin, les prétendues directions révolutionnaires n'ont pu faire que la preuve concrète de leur impuissance et de leur stérilité idéologique.

Nous ne prendrons comme exemple que la « prise de position » de « La Vérité », organe central de la section française de la IV^e^ Internationale, dans son numéro daté « 2^e^ quinzaine de juin », sous la signature de M. Blanchard, qui n'est autre qu'un membre éminent du Secrétariat International. Dans cet article d'une centaine de lignes, en dehors d'un maigre historique de la « question coréenne », les prolétaires sont gravement informés qu' « il est évident que la guerre de Corée ne sera nullement le signal d'une conflagration générale. Elle n'est qu'un conflit localisé *dans le genre du* blocus de Berlin *(sic) qui aboutira sans doute à une conclusion localisée. Nous devons nous habituer à ces conflits (!) qui, comme les pourparlers engagés périodiquement, font dorénavant partie de la stratégie de la guerre froide... La politique de la bureaucratie soviétique donne une fois de plus un coup de poignard dans le dos des partis communistes engagés partout dans le monde dans une campagne dont les deux thèmes (« lutte pour la paix », « la paix mondiale ne tient qu'à un fil ») viennent d'obtenir une réfutation flagrante en Corée » (re-sic).*

Voilà à quelles pauvres absurdités aboutit la « science marxiste-léniniste » (comme diraient leurs amis yougoslaves) des dirigeants de cet « Etat-Major de la révolution mondiale ». Il est vrai que (en quatrième page) « La bataille ... pour le départ des brigades bat son plein dans toute la France » et que c'est probablement à cette ba-

taille-là que se trouve lié le sort du monde, puisque ce sort dépend de l'avenir de la « révolution socialiste » de Tito. Ce même Tito, qui par ailleurs ne semble pas être très sur de son propre avenir et dont l'organe officiel d'information, l'agence télégraphique « Tanjug » est actuellement le seul organe d'information au monde qui depuis trois semaines ne souffle pas un seul mot sur le conflit de Corée, ce qui n'est certes pas pêcher par excès d'audace en matière d'orientation révolutionnaire du prolétariat international.

C'est pourquoi entamer une analyse quelque peu sérieuse des événements de Corée, n'est pas une œuvre propagandiste, mais la continuation de l'effort d'orientation révolutionnaire patient qu'a entrepris « Socialisme ou Barbarie » dès sa parution. C'est là la seule manière de poser les bases d'une lutte efficace contre les entreprises de mystification de la bureaucratie contemporaine et de ses multiples appendices.

LA SECONDE PAIX MONDIALE.

La guerre de 1914-18 en inaugurant le caractère mondial des guerres impérialistes, avait par cela même affecté un caractère mondial à l'état de paix. Or ce qui a distingué cette première paix mondiale de la seconde c'est l'illusion largement répandue à l'époque, de la perrénité de la paix. Ceci est tellement vrai que les marxistes révolutionnaires à l'époque ont été obligés de combattre cette illusion et que pour cela ils se sont attachés à montrer en quoi, sur des bases capitalistes, l'Europe issue du traité de Versailles était inviable (multiplication et découpage arbitraire des nationalités cloisonnées auquel on opposait le mot d'ordre des « Etats-Unis socialistes d'Europe »).

Après 1939-45, non seulement il n'a plus été question de paix, mais encore la perspective d'une troisième guerre mondiale se trouvait déjà incluse dans la guerre dont on venait de sortir. Mais cette fois-ci il n'était plus besoin de théorie pour le prouver, car il ne s'agissait plus d'une inviabilité abstraite d'une poussière de nationalités mais bien au contraire de l'ultime concentration du monde entre deux immenses blocs, les U.S.A. et la Russie. Il était clair aux yeux de tous que la formidable extension en Europe de la Russie, conjuguée à la nature du régime russe impliquait une telle perspective.

D'autre part cependant, pour être certaine, cette perspective de troisième guerre n'était qu'une perspective dont l'échéance ne pouvait être déterminée. La meilleure preuve en est que, tout aussi clairement était exclue l'illusion hitlérienne — d'ailleurs voulue et de nature essentiellement propagandiste — de la transformation immédiate de la guerre en conflit russo-américain. Les fameux accords de Yalta, et en général la politique de Roosevelt, qui sont maintenant qualifiés d'erreur historique magistrale par les « occidentaux », ne faisaient en réalité qu'officialiser ce fait indéniable et dont la base était à la fois objective et subjective. Objective dans le sens que la guerre contre l'Allemagne hitlérienne qui jusqu'à la fin demeura extrêmement puissante reposait matériellement sur l'alliance de la Russie et de l'Amérique. Subjective dans le sens que la préparation idéologique de la guerre contre « l'hitlérisme » excluait sa transformation sans discontinuité en guerre contre le « communisme ». Durant les deux premières années qui suivirent la fin de la guerre cette perspective d'un nouveau conflit se précisa, se concrétisa et prit pour ainsi dire tout d'abord corps à travers la main-mise russe sur les pays satellites et à travers le caractère social de cette main-mise qui assurait l'élimination violente des formes classiques du capitalisme. C'est de cette situation que s'est progressivement engendré l'état de fait de la guerre froide, auquel a ensuite correspondu la théorie américaine de la guerre froide.

En tant qu'état de fait d'ailleurs la politique d'intimidation que constitue la « guerre froide » trouve son origine beaucoup plus loin. Du côté russe on peut dire qu'elle a presque toujours été la pratique courante. Du côté américain on trouve son origine embryonnaire lors de l'explosion de la bombe d'Hiroshima, ainsi que nous l'avons déjà montré dans un article du numéro 3 de cette revue. L'histoire prouve en effet sans réfutation possible que l'utilisation réalisée d'ailleurs de justesse) de la bombe atomique contre le Japon n'a eu pour autre raison d'être que de frustrer la Russie du fruit de son intervention trois mois après Potsdam, ainsi qu'il était convenu d'un commun accord. « Ainsi, disions-nous, non seulement la très puissante offensive russe... passa entièrement inaperçue, mais encore, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, les Américains ont pu faire du Japon un de leurs fiefs les plus incontestés. » On voit, en passant, que dans la pratique « l'erreur de Yalta et de Potsdam » s'est trouvée singulièrement corrigée par un réalisme dont on ne saurait contester la froideur calculée.

En fait le massacre spectaculaire des populations d'Hiroshima et de Nagasaki a servi aussi à forger le mythe de la supériorité écrasante de la bombe atomique, mythe, qui, tant qu'a duré le monopole américain de la bombe a constitué l'épine dorsale de la guerre froide américaine. C'est la raison pour laquelle nous disions que la déclaration Truman sur l'explosion atomique russe « sanctionne officiellement la fin d'une étape politique »... et que « la période qui s'ouvre se caractérisera par la mise au point systématique d'une stratégie de caractère stable, formant corps de doctrine et par la mise en œuvre de moyens matériels et humains qui doivent en faire une réalité. » Nous ajoutions que « pour la première fois depuis quatre ans le problème réel du rapport de force stratégique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. se trouve placé sur son véritable terrain. »

LA THEORIE AMERICAINE DE LA GUERRE FROIDE.

Il faut reconnaître cependant que nous nous sommes trompés sur un point. S'il est exact que l'explosion atomique russe a provoqué de la part des américains une stratégie de caractère stable formant corps de doctrine, il est faux par contre que cette explosion ait fait comprendre aux dirigeants américains que la perte du monopole atomique sanctionnait réellement la fin d'une étape politique. C'est la guerre de Corée qui joue et qui jouera ce rôle.

En effet ils se sont accrochés à la théorie de la guerre froide à laquelle ils ont donné une double expression : « la politique du risque calculée » de Johnson, secrétaire d'Etat à la Défense et celle de « la diplomatie totale » de Acheson, secrétaire au Département d'Etat.

En quoi consistait cette « politique du risque calculé » ? C'est ce que nous allons voir en mettant à contribution un article fort bien documenté d'un envoyé spécial du « Figaro » intitulé : « J'ai vu les nouvelles armes américaines» et dont la publication en feuilleton s'est terminée... à peine une semaine avant le déclanchement du conflit coréen.

Tout d'abord à une réduction des effectifs, car « ce faisant les dirigeants de ce grand pays affirment sauvegarder sa santé et sa force ». Plus concrètement : « Durant les derniers six mois de l'année 1949 il y a eu encore de sévères compressions : 2.000 officiers et 63.000 hommes ont été renvoyés à la vie civile ; 145.000 employés civils ont été licenciés, 51 installations militaires ont été fermées ou réduites... » « Le « Marine Corps » ne compte plus que huit bataillons à effectifs de temps de paix (543 h. au lieu de 1040 en temps de guerre) au lieu de onze. Ses 24 escadrilles d'aviation tactique ont été réduites à 14 depuis le début de cette année; deux encore vont être désactivées..» Au total au lieu des 90 divisions

de combat durant la guerre, il n'y en a plus que dix à effectifs réduits. La Russie, estime-t-on par contre entretient actuellement 175 divisions. « Ce déséquilibre n'est-il pas une menace pour la paix du monde ? demande l'auteur de l'article. Non puisque Johnson a répondu par cette phrase lapidaire : « Transformer la graisse en muscles». Les muscles se sont les « armes nouvelles » qui ont « multiplié la puissance de feu de l'infanterie par 15 par rapport à ce quelle était en 1940 ». Ajoutez à cela les progrès actuels et à venir de l'aviation, des armes atomiques, etc... et l'on proclame que « la force armée des Etats-Unis est formidable ».

Mais maintenant voici « le risque » « la plupart des divisions sont pourvues principalement en équipement de la dernière guerre... Quelques unités seulement ont cette remarquable puissance de feu. » « En tanks nouveaux l'armée n'a guère que des prototypes... et ces mystérieux B.36 auxquels incombe, le cas échéant, la première mission de représailles atomiques, n'existent qu'à soixante exemplaires. » En conclusion Johnson déclare : » Nous n'avons pas et ne pouvons penser avoir jamais en temps de paix tous les hommes et tout le matériel nécessaire à la guerre. » C'est pourquoi les Etats-Unis, conclue l'auteur de l'article mettent au point des prototypes et qu'ils les fabriquent seulement en petite série.

Sur quoi en définitive repose ce « risque » ? Le général Bradley, chef d'Etat-Major inter-armes des U.S.A. nous répond : «Notre conviction raisonnée est qu'il n'y aura pas la guerre durant les deux ou trois prochaines années, et en conséquence nous préparons des plans pour la défense collective basés sur cette probabilité. »

On voit que cette théorie du risque calculé se ramène tout simplement à la préparation de la « guerre de demain ». C'est dans ce cadre étroit et préconçu que se sont déroulés deux polémiques : en Amérique celle sur la concurrence armée de l'air-marine et qui s'est soldé par la victoire de la première ; en Europe sur l'organisation matérielle et la stratégie servant de base au Pacte Atlantique. Assez curieusement la victoire du B. 36 a été assurée sur les données actuelles et non à venir, alors que les « occidentaux » ont été rassurés par des affirmations du genre : « l'utilisation de la bombe atomique pour des utilisations tactiques et la grande avance récemment acquise en armes anti-tanks rendent la défense beaucoup plus efficace maintenant qu'elle ne l'était en 1940-41» (Bradley, juin 1950).

Ces citations peuvent évidemment laisser rêveur, mais de toute manière elles n'autorisent nullement à tirer les conclusions qui ont été très généralement celles de la presse. On a lu, en effet, d'une part que les armes modernes américaines ne valaient pas grand' chose, que les avions à réaction étaient trop rapides, etc... Sur ce point laissons faire les événements eux-mêmes et nous verrons que ces mêmes journalistes feront, dès les premiers succès américains, exactement le chemin inverse avec autant d'empressement et certainement plus d'exagération. On a lu ensuite que tous les déboires américains provenaient de M. Johnson et de sa politique. En Amérique même il semble devenu le bouc émissaire indispensable en de telles occurences.

Rien n'est plus superficiel, rien même n'est plus dangereux parce que cette superficialité même voile le problème politique fondamental qui est posé et auquel sont liées toutes les question des perspectives du conflit actuel. La politique du risque calculé, loin d'être une idée « personnelle » du secrétaire à la Défense ne constitue que l'autre face de la « diplomatie totale » d'Acheson, et toutes deux sont la concrétisation de la théorie de la « guerre froide » qui a servi de base à la politique américaine depuis le coup d'Etat de Prague. On connait la base principale de cette diplomatie : le « communisme » puise sa force dans la situation économique et sociale du monde capitaliste et c'est donc sur ce terrain-là qu'il

faut le battre. Cela signifie, pour l'Amérique, pas de mise de l'économie sur pied de guerre, limitation du budget militaire (13 à 14 milliards de dollars au lieu de 17 ou 19 réclamés par Forrestal prédécesseur de Johnson), organisation de la « prospérité », Fair Deal, point 4, Truman. Pour l'Europe, cela signifie : le Plan Marshall, pas de crédits trops lourds pour les défenses nationales qui déséquilibreraient les budgets et mettraient en cause la « stabilité monétaire ». Ne pas agir ainsi n'aurait, pensait-on, pu que faire le jeu des Russes. On ne s'est cependant pas posé la question de savoir si en agissant ainsi on ne faisait pas tout autant le jeu de ces mêmes Russes. En effet il y avait déjà une contradiction entre les deux faces de cette politique, entre le développement des armements modernes et la restriction des crédits de guerre, contradiction qui s'est exprimée concrètement dans le fait que Truman a été amené à s'opposer à l'extension de la flotte aérienne des U.S.A. de 48 à 70 groupes, malgré le vote du Congrès dans ce sens.

Mais cela n'était relativement pas grave, étant donné que la notion même de la guerre froide résolvait pour ainsi dire cette contradiction. En effet si l'on veut analyser cette notion de plus près, on verra ce que — en tant que celle — elle a d'artificiel. Dans la pratique de la guerre froide on peut dire que les Russes sont passés maitres, mais jamais ils n'en ont fait une théorie qui puisse entraver leur liberté de manœuvre. Les Américains eux ont fait une théorie de la guerre froide, qui, en définitive, en tant que théorie se résoud à cette tautologie : tant qu'il n'y a pas la guerre c'est quand même la paix, donc on n'a matériellement à faire face qu'à une éventualité de guerre ; ensuite (second terme de ce profond raisonnement) lorsqu'il y aura la guerre ce ne sera plus la paix, et dans la guerre c'est la supériorité technique et matérielle qui l'emporte toujours en définitive. Si curieux que cela paraisse c'est aussi bête que cela. Cependant une des conséquences de cette platitude avait un semblant de raison et ce semblant de raison rejaillissait sur la théorie elle-même, en en voilant le vide. Tant qu'il n'y avait qu'une éventualité de guerre, on risquait, si on n'y prenait garde, de se faire battre par les Russes sur le terrain de la paix, sur le terrain social. Malheureusement si la base sociale des russes dans le camp occidental était effectivement la misère et l'exploitation, ce qui est une base solide, les Américains ne pouvaient au mieux qu'organiser une soi-disant « prospérité » et qu'un soi-disant « relèvement économique », qui sont bons pour les manuels d'économie politique, mais qui ne modifient en rien l'exploitation des masses laborieuses.,

C'est sur la base de cette illusion démagogique que les « Occidentaux » ont pu considérer que la guerre froide se soldait d'une manière positive pour les Américains : le « communisme » était contenu politiquement et socialement en Europe occidentale, et il n'y avait pas de crise en Amérique. Quand à la « vraie guerre », celle de demain, on pouvait annoncer quotidiennement que l'Amérique la gagnait... dans les laboratoires et sur les bancs d'essai.

Les événements de Corée viennent de prouver le caractère catastrophique de cette conception qui, sous les apparences d'une grande politique, repose sur un postulat de base purement utopique. En effet, s'il est exact qu'il y ait une pratique de la guerre froide, la théorie de cette même guerre froide ne correspond nullement à la réalité du processus historique. Les Russes ont rompu le jeu, et sur un point donné du globe qui leur était favorable, ils ont jeté le glaive, mais d'une manière suffisamment adroite pour ne pas provoquer la « vraie guerre ».

Mais qu'est-ce alors que cette guerre de Corée ? Une « opération de police » ou une « pacification » de type colonial localisée, une guerre d'Espagne ? C'est ce que nous allons voir.

LA GUERRE DE COREE

La guerre de Corée est effectivement, DANS SA FORME, une guerre civile dans les conditions d'un pays arriéré luttant pour son indépendance nationale. Mais il ne s'agit là que d'une forme dont le contenu est entièrement vide. En effet, on ne voit pas très bien de quelle « indépendance nationale » peuvent bénéficier les Coréens du Nord qui en sont les champions idéologiques. Des vieux pays avancés de l'Europe occidentale, tels la Tchécoslovaquie, pour ne citer qu'elle, sont payés pour savoir ce que vaut l'indépendance nationale sous le contrôle de la bureaucratie. En réalité, en Corée, de même qu'en Chine, on se trouve en présence d'une expression particulière du phénomène bureaucratique dont le contenue n'est pas et ne peut pas être progressif. Ce phénomène a certes des bases sociales autochtones profondes d'où il tire sa force réelle, mais ces bases sociales rentrent justement en contradiction avec tout mouvement ayant pour objet une véritable émancipation.

Dans le cas de la Corée, d'ailleurs, il n'est pas besoin de discuter longuement sur cet aspect de la question. En tant qu'action armée, cette guerre inclut dans son contenu une véritable dialectique des armements et de la « vraie guerre » et que seule la Russie peut fournir, et qu'elle ne fournit certainement pas à un mouvement indépendant. Poser la question coloniale ici c'est faire le jeu de la bureaucratie stalinienne dont la force réside justement dans la conjoncture concrète de la base sociale qu'ils ont dans tous les pays, et du matériel que ces pays considérés indépendamment n'ont pas et ne peuvent avoir, mais qu'elle leur procure quand il le faut.

D'ailleurs, la théorie de la lutte pour « l'indépendance nationale » est ici l'homologue exact, dans la terminologie ouvrière, de la théorie de l' « opération de police » dans la terminologie bourgeoise En réalité on ne pourrait pas expliquer le fait que la disproportion inouïe qui existe entre la petite Corée du Nord et les immenses U.S.A. n'a joué jusqu'ici que peu de rôle, si derrière cette première ne se trouvaient la puissance et le contrôle étroit de la Russie. En fait, ce sont ces armements et cette organisation armée importés de l'extérieur qui pèsent d'un poids singulièrement lourd dans cette guerre « localisée ». Jusqu'ici, en Indochine, et même en Chine, la conjoncture des bases sociales autochtones et du matériel lourd ne s'était pas révélée comme une force aussi formidable. Il n'est pas étonnant que l'on rapporte que l'on considère à Washington que « la guerre de Corée a démontré que les Soviets ont trouvé une recette inédite pour faire d'un pays satellite un allié militaire capable de mener une campagne selon les règles de la guerre moderne » et que cela a forcé l'état-major de réviser ses estimations sur les armées satellites « auxquelles on n'attachait pas une bien grande importance dans la balance des forces militaires. »

En présence de cette situation, les Américains apparaissent clairement, eux, comme étant dénués de toute base sociale, et, de plus, paradoxalement, semblent ne même pas disposer aux moments et aux endroits voulus du matériel qui devait normalement fonder leur supériorité...

La première affirmation ne peut prêter à aucune controverse, Du fait même de leur carence idéologique totale, les Américains sont actuellement plus dénués de bases sociales dans le monde que ne pouvait l'être l'Allemagne hitlérienne en Europe.

La seconde est beaucoup plus sujette à caution et a donné lieu, dans la presse, à une débauche d'élucubrations. La thème généralement adopté a été le suivant : les Américains auraient le matériel et l'organisation de la « guerre de demain » (guerre intercontinen-

tale) et pas celui de la guerre d'aujourd'hui (misérable petite guerre locale).

Cette opposition est évidemment absurde dans son fond. Mais, de toute manière, ainsi que nous nous sommes attachés à le montrer plus haut, les Américains n'ont précisément pas encore le matériel et l'organisation de demain, et ceci justement parce que leur politique était de se préparer à avoir ce matériel « pour demain » et de prendre « le risque calculé » de ne rien avoir « aujourd'hui », parce qu'aujourd'hui ce n'est pas encore la guerre, mais seulement la guerre froide. En fait, d'ailleurs, le matériel de la dernière guerre se trouvait emmagasiné dans les immenses parcs de réserve que décrivaient encore avec complaisance les journalistes il n'y a pas un mois. « Il y a là, disait l'un d'eux, plus de 10.000 tanks en réserve, guère moins de camions, guère moins de jeeps et des talus de bombes. Et il y a dans le pays quarante camps de cette sorte, plus ou moins importants. » Cependant, d'une part il manquait l'organisation armée nécessaire à la mise en œuvre de ce matériel, et, d'autre part, ce matériel lui-même se trouve surclassé par le matériel de même type fourni par les Russes aux Coréens du Nord. Et l'on voit bien ici en quoi cette opposition entre guerre d'aujourd'hui et de demain est factice. Dans l'enquête du « Figaro », que nous avons cité, l'auteur pouvait se permettre de déclarer avec assurance : « L'art de la guerre a considérablement changé... le tank est au déclin de son ère, ses jours sont comptés. » Malheureusement, ils n'étaient pas comptés à un mois près, ni même d'ailleurs à un an. En fait, les Coréens ont au moins partiellement le matériel de la guerre de demain, si l'on n'estime pas que ce demain sera dans 15 ou 20 ans, et c'est ce qui fait leur force.

La vérité c'est que les événements de Corée ont fait la preuve d'une inadaptation profonde de la politique américaine de la « guerre froide » à la réalité, et qu'il serait absurde de vouloir rendre compte de cette inadaptation en termes militaires de matériel d'hier ou de demain.

LA READAPTATION AMERICAINE

C'est d'ailleurs justement à un tournant profond de réadaptation auquel les Américains sont irrésistiblement entraînés.

La première réaction est une prise de position empirique : la mise sur pied d'un dispositif de sécurité mondial capable de faire immédiatement face à toute éventualité, c'est-à-dire, sur le plan politique, la reconnaissance d'un nouvel état de fait qui n'est plus la « guerre froide ».

Sur ce terrain empirique lui-même, les répercussions de ce tournant ne pourront être que considérables. La mobilisation industrielle, même partielle des U.S.A., la remise en marche, même prudente, du contrôle étatique, l'accélération du stockage des « matières premières stratégiques », l'extension du budget de guerre (sans parler des dépenses « courantes » de l'intervention en Corée chiffrée durant les treize premiers jours à une moyenne quotidienne de 70 milliards de francs (1) — Alors que Pleven réclame un supplément de 80 milliards en France pour l'année à venir), tout cela ne peut qu'avoir des répercussions profondes en Amérique et peut-être plus encore dans le monde « occidental » lui-même. Ce sujet, à lui seul, mériterait de longs développements et les mois à venir nous en offriront amplement l'occasion.

Cependant, à cette réadaptation empirique doit correspondre un réajustement politique. En effet, se préparer purement et simplement à une guerre de « demain », qui ressemble de plus en plus étrangement à une guerre « d'aujourd'hui », ne constitue nullement

(1) Chiffre provenant d'une dépêche d'agence et sujet à caution.

une solution satisfaisante parce qu'il est impossible de baser une politique sur la résignation à la guerre. Et parce qu'une telle politique ne peut que prêter le flanc à la critique « pacifiste » des Russes. C'est donc dire que les Américains n'abandonneront l'impasse de la guerre froide que pour rentrer dans une autre impasse encore plus radicale, quels que soient les slogans dont elle pourra se parer.

Cet aspect de la question est extrêmement important car il permet de déceler où se trouvent les moteurs de la guerre, ou tout au moins les facteurs qui poussent à son accélération.

Ayant des bases historiques et sociales dans le mouvement ouvrier datant de plus de trente ans, la bureaucratie stalienne russe se trouve dans la contradiction suivante : partout où elle étend sa domination (et à l'origine en Russie même) la bureaucratie détruit violemment le caractère prolétarien de cette base sociale et historique au moyen d'une lutte permanente qui n'a ni fin ni limites et se trouve ainsi obligée, d'une manière permanente, d'exploiter à l'extérieur les avantages que lui confère cette base hors de l'orbite de sa domination effective, c'est-à-dire dans le monde capitaliste. Cela signifie que les contradictions du régime d'exploitation bureaucratique russe sont d'une nature qui diffère de celles que l'on avait l'habitude de décrire comme étant les contradictions classiques du capitalisme.

Ainsi la Russie se trouve poussée à mener et à approfondir en permanence une lutte qui conjugue sa puissance matérielle et ses bases sociales extérieures, c'est-à-dire à une lutte, d'un type pourrait-on dire nouveau. Etant donné que tout en étant universelle elle s'exprime à travers une grande diversité de modes et suivant un échelonnement dans le temps et l'espace qui la fait se présenter comme une série de combats de détails (bien que parfois sur une très vaste échelle comme en Chine), bien que tout le monde sache réellement qu'il s'agisse d'une lutte d'ensemble, peut-être la plus totale qui n'ait jamais existé.

Voilà l'adversaire auquel les Américains ont à faire face et contre lequel ils sont désarmés socialement et historiquement. C'est la raison pour laquelle, faute de pouvoir vraiment jamais l'affronter entièrement sur son terrain, ils ne peuvent que pousser concrètement à l'accélération d'une guerre généralisée.

Toutes les prises de positions politiques intermédiaires à venir du département d'Etat se présentant comme destinées à éviter la guerre seront dominées de loin par cette nécessité, et ne sauront plus entraîner les illusions et les espoirs sur leur efficacité, comparables à ceux que la politique de la guerre froide avait engendrés dans le monde occidental.

Résumons-nous :

1. Il ne suffit pas de dire des événements de Corée qu'il s'agit d'une guerre civile qui s'intègre dans la lutte des deux blocs. Il s'agit directement de cette lutte entre U.R.S.S. et U.S.A., qui se manifeste à un point déterminé. Si U.R.S.S. et U.S.A. n'étaient pas les antagonistes directs dans cette affaire, la guerre de Corée eût été impossible, matériellement et politiquement.

2. Ce fait même enlève toute signification « nationale » ou « sociale » à l'action des Nord-Coréens. La guerre pour laquelle ils fournissent l'infanterie ne sert objectivement qu'à étendre l'orbbite de domination russe et le régime du capitalisme bureaucratique.

3. Encore une fois, à l'occasion de la guerre de Corée, apparaît la différence sociale fondamentale des deux systèmes d'exploitation en présence, qui confère actuellement la suprématie à la bureaucratie stalienne : celle-ci est capable de mobiliser et d'utiliser pour sa lutte des forces efficaces au sein de chaque société. La bureaucratie naissante entraînant derrière elle, pour toute une période, les masses exploitées; en revanche, l'impérialisme américain ne peut s' « appuyer », presque toujours, que sur la planche pourrie des bourgeoisies nationales décomposées, démoralisées et déconfites. Sans

disparaître, cette différence sera de plus en plus limitée au fur et à mesure que l'on approche de la guerre, la Russie apparaissant de plus en plus comme une puissance belliqueuse et les actions des partis communistes perdant l'esprit « social » au profit de l'efficacité militaire.

4. En revanche, le conflit coréen agit comme un puissant facteur d'amélioration du processus de concentration au sein du bloc occidental : le besoin d'un commandement unique, la militarisation croissante de la vie sociale et de l'économie, la subordination de plus en plus complète des pays satellites de l'Amérique seront les facteurs de l'évolution du monde occidental.

LA GREVE AUX ASSURANCES GENERALES VIE

La Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie, comme la plupart des compagnies d'assurances, n'avait pratiquement jamais été entraînée dans les grands mouvements de la classe ouvrière (juin 36, novembre 47 etc.).

A la suite de la grève de mars qui a duré deux semaines (du 7 au 23 mars) et touché la presque totalité des compagnies de la région parisienne, les employés des A. G. Vie viennent de rentrer avec 7 % d'augmentation. Cette grève, suivie par la presque totalité du personnel de la Compagnie (cadres y compris) a été une surprise pour les vieux employés. Le changement s'explique si l'on compare les formes de travail d'il y a une quinzaine d'années avec celles qu'on rencontre aujourd'hui. Cette transformation est due au fait que l'Assurance en général et l'Assurance sur la Vie en particulier, s'adesse depuis un vingtaine d'années de plus en plus aux classes moyennes et même à une partie du prolétariat. Cette orientation a pour conséquence directe une augmentation du nombre des affaires (en même temps d'ailleurs qu'une baisse relative du capital moyen assuré) ; c'est pour faire face à une gestion plus lourde d'une part et aux nécessités de la concurrence d'autre part que la grande majorité des Sociétés a été amenée à procéder à la rationalisation du travail. L'aspect du milieu du travail a changé du tout au tout : les petits bureaux sombres et poussiéreux ont fait place aux vastes bureaux vitrés plus clairs et plus commodes à surveiller, le bruit des machines a remplacé le silence traditionnel. Pendant cette même période, les méthodes de travail se transforment par l'introduction de la mécanisation et du travail au rendement. Autrefois, l'employé entré sans connaissances spéciales (c'était le cas de l'immense majorité) faisait un stage d'au moins six mois pendant lequel il se mettait au courant d'un certain nombre de routines. Par la suite il pouvait améliorer son salaire en s'assimilant l' « esprit de la maison » et en acquérant une habileté supérieure à la moyenne, en « apprenant à travailler ». L'éventail des salaires largement ouvert — de 1 à 7 (janvier 1936) — permettait de « stimuler le dévouement à la maison ». L'autorité des cadres reposait sur deux éléments : leur culture générale et technique relativement étendue et des rapports personnels très étroits avec la direction.

En comparant ces quelques généralités sur les conditions de travail d'il y a une quinzaine d'années avec les méthodes de production actuelles, nous essaierons de déterminer les facteurs essentiels qui ont provoqué une modification du comportement de l'employé par rapport à la « production ». Aujourd'hui, bien que le stage soit encore de trois mois, la fonction d'un employé peut lui être expliquée en quelques heures et au bout d'un mois en général il suit le

rythme de travail de ses camarades. Ce phénomène trouve son explication dans la division du travail relativement poussée dans la profession (107 emplois codifiés — cf. « classification des emplois » d'août 1947) et dans la mécanisation (à l'A. G. Vie 30 % d'emplois sont mécanisés et 20 % d'emplois sont en rapport direct avec les services mécanisés — soit au total 50 % des emplois en rapport étroit avec le rythme des machines groupant environ 70 % du personnel).

Le rôle du cadre s'est lui aussi considérablement modifié. Tandis que l'employé tend de plus en plus à être en contact avec la machine, augmenter sa culture technologique, le cadre au contraire voit ses fonctions tendant à être limitées au contrôle de l'exécution. Ces transformations des méthodes de travail n'ont pas été sans modifier la « mentalité à part » des employés. Alors qu'autrefois le patronat de l'Assurance pouvait se permettre de placer devant les bas salaires son miroir aux alouettes, l'éventail des salaires, et dire « mes bons amis, si vous êtes patients, je saurai vous récompenser », maintenant comme tous les autres patrons, il ne peut qu'offrir de bas salaires, du travail au rendement et 5 %; aussi n'est-il pas rare d'entendre les employés, lorsqu'ils comparent leur situation avec celle des ouvriers, de dire : « on est exploité comme tout le monde » ou bien quand ils parlent de leur propre patron : « c'est un salaud comme les autres ». Dans le même ordre d'idées on peut dans les bureaux entendre les employés critiquer ouvertement une décision prise par un cadre. Dernièrement, au moment de la fixation de la date des vacances, des employés expliquaient que « c'était toujours les mêmes qui bénéficiaient des bonnes périodes de vacances et que si on leur laissait l'initiative, ils s'arrangeraient à faire le boulot et à répartir le temps de congé d'une manière équitable ». Une grande joie pour les employés c'est de pouvoir montrer à un collègue une faute commise dans le travail par quelqu'un chargé de les contrôler, en lui expliquant qu'en définitive : « ils ne sont pas plus malins que nous; s'ils occupent cet emploi c'est grâce au piston et en fin de compte si on les laisse en place c'est parce que ce sont de bons mouchards ».

Il est à noter que le comportement des employés au sein de l'entreprise s'est considérablement modifié (surtout en ce qui concerne les catégories les plus touchées par la mécanisation ou le travail au rendement).

Quand un employé annonce dans un bureau qu'il a vu un membre de la direction passer et invite ses collègues à « faire attention » bien souvent il s'attire les réflexions suivantes : « On s'en fout, il n'a qu'à venir faire notre boulot » ou « je changerais bien ma paye contre la sienne. au moins il verrait ce que c'est ».

Le comportement des employés qui ont pris conscience de l'exploitation face à ces modifications des formes de travail est très complexe. Il faut le dire, surtout avant la guerre, il existait chez la majorité des employés la conception des « bons et des mauvais patrons ». Mystification soigneusement entretenue aux Assurances Vie. L'ancienne direction n'aurait jamais toléré la présence d'employés ayant une activité politique (activité dans le sens de la lutte de classe bien entendu). Elle pouvait alors assurer son recrutement par « relations » et trouver au sein de la petite bourgeoisie des éléments plus ou moins politiquement sûrs qu'elle se chargeait de contrôler dans la compagnie Quant aux organisations politiques de la classe bourgeoise si elles ont eu des « sympathisants », jamais ceux-ci n'ont tendu à se regrouper et à s'organiser en vue d'un travail parmi le personnel.

Sur ce plan, bien qu'à première vue elles apparaissent comme un simple changement de l'équipe de directeurs, les « nationalisations » marquent une date dans la transformation de la Compagnie. Dans l'entreprise les « nationalisations » sont venues recouper et accélérer un certain nombre de tendances internes relatives aux modifications des rapports de production. Nous avons déjà parlé de la rationalisa-

tion du travail et de la modification du recrutement. Mais ces modifications se sont également exprimées par le renouvellement des cadres et le développement des syndicats. L'Etat est devenu le patron réel. Il y eut d'abord une rupture avec la conception du « patron de droit divin » infiniment respectable par ses origines et son comportement. Dernièrement les employés racontaient l'arrivée d'un des directeurs au moment des nationalisations : « vous vous rappelez, X avait un costume minable, quand les délégués allaient le trouver, il leur disait en montrant sa carte de la C.G.T: : « Messieurs, nous sommes du même côté de la barricade. » Mais aujourd'hui il est comme les autres patrons ».

A la suite des nationalisations, les nominations de cadres eurent lieu bien souvent en fonction de l'appartenance syndicale (les cadres syndicaux CGT sont presque entièrement passés cadres techniques et ce phénomène se poursuit à l'heure actuelle; l'appareil de gestion étant entre les mains des Sociaux-Démocrates, le remplacement des cadres s'effectue par la montée des cadres syndicaux FO) et il n'est pas rare d'entendre des réflexions de ce genre : « Encore un qui monte vite — il est du bon syndicat » — ou lorsqu'il s'agit d'un bonze syndical : « Il aura sa place de sous-chef celui-là ».

50 % à peine des employés d'assurances adhèrent à l'un des trois syndicats. A l'échelle de la profession, la C.F.T.C. est la centrale qui groupe le plus grand nombre de travailleurs et, ensuite, viennent la C.G.T. et F.O. La proportion n'est pas la même dans la compagnie où C.F.T.C. et F.O. groupent les deux tiers des syndiqués Depuis un an, un certain nombre d'employés ont laisser tomber le syndicat (ce phénomène n'est pas particulier à l'un des trois syndicats). Les raisons qu'ils donnent pour justifier leur refus de la cotisation ou de l'adhésion se rapportent pour la plupart à l'opposition qui existe entre leurs intérêts et ceux des bureaucrates syndicaux : « ce sont tous des arrivistes » — « ils se foutent pas mal de nous ». Parmi ceux qui restent dans les syndicats, certains avancent, pour se justifier, des arguments nullement en contradiction, quant au fond, avec ceux que nous avons cités. Pour eux, les problèmes se posent d'une manière différente (nous verrons pourquoi tout à l'heure). L'exploitation capitaliste leur est intolérable et, dans une certaine mesure, bien qu'ils en perçoivent les contradictions, le syndicat est une arme qu'on peut parfois « utiliser » contre la direction : « On ne vas pas se laisser manger la laine sur le dos » — « Si on était isolés, on ne pourrait pas se défendre ».

Il est à noter que les employés qui restent au syndicat sont bien souvent les plus défavorisés (garçons de bureau) ou les plus touchés par l'exploitation (dactylos, employés effectuant un travail au rendement). Pour toutes ces catégories, une amélioration du niveau de vie ou des conditions de travail, aussi minime soit-elle, a une importance directement perceptible.

Un certain nombre d'employés se sont rendu compte des rapports qui existent entre la bureaucratie syndicale et la direction (C.F.T.C. et F.O. représentant les deux tiers du personnel environ et, comme aux A-G Vie, leur « unité » est voisine de l'unité organique, ils représentent le « Syndicat » dans l'entreprise).

Il est remarquable que jamais les bonzes syndicaux ne critiquent la direction sur sa gestion technique et qu'en échange jamais non plus la Direction ne se mêle de la « Gestion Sociale » (secours, prêts, prime à la naissance et autres manifestations paternalistes) des syndicats au Comité d'Entreprise.

La plupart des revendications présentées par C.F.T.C.-F.O. concernent des demandes individuelles visant au maintien de la hiérarchie ou des normes établies. Quant aux revendications d'ordre général, elles sont formulées de manière à faire échec à celles de la C.G.T. et leur caractère démagogique apparaît clairement; les employés éprouvent d'ailleurs une sorte de satisfaction à voir les syndicats dans cette « concurrence », bien qu'ils sachent, qu'en définitive, leur sort n'en sera pas pour autant amélioré.

Les employés ne manquent pas, lorsqu'ils ont l'occasion de s'exprimer librement, de parler des rapports entre la Direction et les « bonzes » et des avantages dont jouissent ces derniers (liberté au sein de l'entreprise, en particulier) : « Avec des gens comme eux les patrons ont la paix ». « S'ils ne rendaient pas service à la Direction on ne leur laisserait pas mettre leur nez partout ». Il est à noter que c'est à partir des réactions personnelles de certains individus et très souvent d'une manière partielle que les employés prennent conscience du phénomène bureaucratique.

L'origine sociale différente des employés recrutés depuis la « Libération » (femmes ou fils d'ouvriers ou de petits employés) crée un milieu infiniment plus sensible aux formes d'exploitation. Cependant, dans le cas des employés, les bases objectives pour cette prise de conscience sont relativement différentes que celles qu'on trouve dans les entreprises industrielles. En effet, le stalinisme n'est pas le facteur bureaucratique dominant chez les employés. La bureaucratie y est encore essentiellement de type réformiste. Cet état de fait, s'il implique une prise de conscience relativement différente (liaison moins directe avec le phénomène bureaucratique russe en tant que système plus achevé d'exploitation bureaucratique) n'en permet pas moins une prise de conscience totale du rôle de la bureaucratie dans la production capitaliste, à savoir la gestion de la force de travail. Ce processus est complexe et, de plus, il est très embryonnaire chez les employés. Néanmoins, il s'est manifesté dans leur comportement au cours des récents évnements. Nous nous bornerons à revenir sur les origines de la grève et sur sa préparation dans la mesure où certains faits nous permettront de comprendre l'aboutissement de l'action entreprise pour « l'augmentation de 25 % ».

Prises entre le refus du patronat et le mécontentement des employés les quatre organisations syndicales (CGT, CFTC, FO et Cadres) étaient finalement amenées à conclure « l'unité » pour les 25 % en septembre 49 et à former un « Comité d'entente ». A la compagnie, bien que les listes de pétition « pour les 25 % » aient recueilli 98 à 99 % de signatures, un grand nombre d'employés expliquaient dans les conversations qu'il n'était pas juste que ceux qui gagnent largement de quoi vivre touchent encore 10 ou 15 mille francs, tandis que les autres n'auraient que 3 ou 4 mille francs — si toutefois le patron « lâchait ».

Parmi ceux qui s'exprimaient ainsi, quelques-uns seulement avaient inscrit sur les pétitions une formule réclamant l'augmentation égale pour tous ou exprimant leur désaccord avec la hiérarchisation de la prime; les autres justifiaient leur signature par le fait « qu'on en était arrivé à un point où il fallait bien faire quelque chose et puisque les syndicats avaient fait l' « Unité », le patronat accepterait peut-être de discuter » ou bien « de toute façon, pour l'instant on ne peut pas faire autrement ».

Là où les employés en avaient l'occasion ils accrochaient les bonzes syndicaux pour savoir pourquoi « ils demandaient les 25 % hiérarchisés » et ce qu'ils comptaient faire devant la fédération patronale. D'une manière générale, les réponses des responsables des différents syndicats correspondaient entièrement quant au fond : « il faut bien intéresser les cadres à la reendication, nous aurons plus de poids » ou, lorsqu'il s'agissait de l'action à mener : « nous allons d'abord présenter les pétitions à la fédération patronale — ça va tout de même leur montrer que les employés ont besoin d'argent — la grève pas question, surtout que si nous donnons l'ordre, on ne serait plus suivis au bout de 48 heures ». — Pour toute réponse la fédération patronale indiqua aux responsables syndicaux venus déposer les paquets de pétitions : « les salaires sont bloqués — vous êtes des agitateurs et le personnel de l'Assurance qui est satisfait ne vous suit pas ».

Le 22 novembre, à l'appel du Comité d'Entente, 92 % du personnel (cadres et employés) des assurances arrêtaient le travail à partir de

15 h. jusqu'au lendemain matin. En montant au meeting organisé au cirque Médrano beaucoup d'employés expliquaient « que maintenant le patronat saurait ce qu'ils voulaient ». Il est particulièrement significatif que trois jours après, à l'occasion de la grève générale du 25 novembre, 40 à 50 % du personnel seulement aient participé au mouvement. Si la première grève s'était déroulée dans une sorte d'enthousiasme, la seconde avait laissé, aussi bien ceux qui y avaient participé que les autres, dans une sorte d'indifférence qui se traduisait par des remarques de ce genre « la grève du 22 très bien, celle du 25 c'est celle des syndicats ».

Néanmoins il faudra attendre, à la suite de cette grève. partiellement suivie, jusqu'au 1er février 50 pour assister à une « manifestation » du Comité d'Entente. Toute la journée se succédèrent au siège de la fédération patronale des délégations venues des différentes compagnies de la région parisienne. Toutes ces délégations étaient chargées par le « Comité d'Entente » de réclamer les 25 %. A toutes ces délégations des responsables de la Fédération étaient là pour répondre : « salaires bloqués — on peut très bien vivre avec 15.000 francs — attendez les conventions collectives ».

Au début du mois de mars, comme l'ensemble du Patronat, le patronat des assurances répondit 5 % auxquels il se déclarait prêt à ajouter 2 %, si les organisations syndicales donnaient leur accord pour modifier le régime des retraites et le règlement de la main-d'œuvre (qui permettrait au patronat de procéder plus facilement à des licenciements).

A la suite de quoi un référendum organisé dans la profession donnait aux questions :

1° Etes-vous d'accord avec les propositions patronales ? 95 % de « non ».

2° Si non, êtes-vous d'accord pour un arrêt de travail de durée indéterminée ? 67 % de « oui ».

A la Compagnie la proportion était différente : 96 % de « non » à la première question et 89 % de « oui » à la seconde. Ceci s'explique en partie par le fait que les organisations cadres et employés avaient organisé le référendum en commun.

C'est le mardi 7 mars que la majorité des entreprises arrêtèrent le travail. Les uns sous la pression des staliniens avaient débrayé « spontanément » la veille; les autres durent être débrayés par les responsables syndicaux le lendemain.

Le 7 mars au matin alors que les responsables syndicaux de la Compagnie se trouvaient à la réunion qui allait décider de la grève, le Central Mécanographique arrêtait le travail (nous reviendrons par la suite sur la signification de ce mouvement).

Dans l'après-midi, au cours d'une assemblée générale le personnel décide la grève mais contrairement aux autres compagnies : a) les cadres entrent immédiatement dans le mouvement, b) un Comité de grève est élu démocratiquement par bureaux, sur la base de la confiance personnelle, dans lequel, en plus d'une trentaine de représentants de la base élus, figurent seulement douze représentants syndicaux (trois par organisation).

Il faut tout de suite dire qu'aux AG Vie, jamais la majorité des syndicats (CFTC, FO et Cadres) n'a voulu faire de la grève une épreuve de force avec la direction. D'abord en présentant la grève aux employés, comme un acte essentiellement dirigé contre la fédéla direction était entièrement solidaire de FFSA — Fédération franration patronale et nullement contre la direction (alors qu'en fait çaise des Sociétés d'Assurances). Dans leurs interventions la majorité des bonzes syndicaux expliquaient que tout le mal venait de Chesnaux de Leyritz (Président de FFSA) et que s'il n'y avait pas cet individu « aussi odieux et aussi provoquant, on pourrait peut-être discuter ». Pour eux le mouvement consistait en un soutien moral du Comité Central de Grève chargé de négocier un accord avec la FFSA — accord pouvant varier (selon « l'unité » et la « généra-

lisation » du mouvement) entre les 7 % déjà accordés et les 25 % demandés. C'est ainsi qu'au début de la grève le « bonze » local de la CFTC expliquait que « si le personnel ne suivait pas le mouvement décrété (sic) par les syndicats, jamais les responsables ne pourraient aller le défendre devant la fédération patronale ».

Devant une volonté aussi manifeste d'émasculer la lutte, la direction des AG Vie « jouait » le jeu : « comprenant que les employés soient poussés jusqu'à la grève », recevant le Comité de grève quand ce dernier en éprouvait le besoin, laissant fonctionner la cantine pour les grévistes, accordant une salle de réunion et un poste téléphonique pour le Comité de grève. A toutes les entrevues la direction expliquait au Comité de grève qu'elle « n'y pouvait rien », « qu'il était pénible de voir ça », « qu'elle souhaitait que ça s'arrange ».

Tandis qu'aux AG Vie ,la grève se déroulait sans heurt, la FFSA systématiquement adoptait une attitude provocante, refusant au début de recevoir les syndicats « tant que les employés seraient en grève », puis acceptant pour répondre « 7 % » après avoir fait miroiter 8 %. Par exemple, à la première prise de contact au cours de la grève, le président de la FFSA, tout en fumant le cigare, s'indignait en constatant « l'absurdité » d'une revendication aussi élevée, tandis qu'un sous-ordre demandait qu'on expulse les délégués. En réponse, le Comité Central de Grève se bornait à raconter dans des meetings ses entrevues avec les patrons en appuyant sur le côté sentimental de l'affaire. « Ah ! si vous voyiez, chers camarades, comme ils sont durs avec nous », expliquait le responsable CFTC de la région parisienne, de manière à stimuler « l'unité ». — Bien qu'au début du mouvement un certain enthousiasme ait régné aux AG Vie, rapidement il est apparu aux yeux des employés conscients que la grève ne gênait nullement la direction « puisque les directeurs allaient même jusqu'à bavarder avec le piquet ».

Au fur et à mesure qu'il apparaissait exclu qu'une solution sur le plan local puisse intervenir mais qu'au contraire le problème serait réglé par les « syndicats », les employés qui, au début, avaient participé au mouvement se contentaient de passer pour « voir si ça tenait ». Pour beaucoup d'employés la grève qui avait signifié au début une lutte pour forcer le patronat à lâcher, n'était plus, dans les derniers jours, qu'une simple manifestation de mécontentement. « Maintenant ils ne vont rien lâcher en plus des 7 %; mais il faut tenir jusqu'à la fin ». — Un certain nombre d'entreprises ne purent franchir le « cap du 2e lundi » et c'est à la suite de l'effritement du mouvement que CFTC et FO (tous les cadres sauf au AG Vie étaient déjà rentrés) jugèrent plus prudent d'accepter les propositions faites en commission de pré-conciliation (à savoir les 7 % qui auraient pu être obtenus sans la grève) tandis que la CGT prenant pour prétexte le fait que le personnel n'était pas consulté refusait de signer et en profitait pour se livrer au cours d'un meeting prévu le lendemain matin à la Grange-aux-Belles à une démagogie « jusqu'au boutiste ».

Les arguments avancés par les syndicats pour arrêter le mouvement ont eu peu d'écho parmi les employés. Ceux-ci sont rentrés parce qu'il devenait de plus en plus clair que le mouvement ne pouvait pas aller plus loin. Il est à noter que les employés commentent assez rarement le déroulement de la grève et, d'une manière générale, ne s'expriment pas sur les raisons réelles de son échec.

Nous pensons que ces raisons se trouvent d'abord dans l'intégration du mouvement des Assurances pour les 25 % dans la « bataille pour les 3.000 fr. ». La forme de la revendication ne constituait pas une différence entre ces deux mouvements, qui ont eu lieu pendant la même période et face auxquels le patronat présenta un front uni. Indépendamment de toute autre considération, le patronat des Assurances ne pouvait pas rompre le front de classe des exploiteurs et a eu nécessairement la même attitude vis-à-vis de la revendication que l'ensemble du patronat français vis-à-vis des 3.000 fr. L'attitude de celui-ci face au mouvement général a été dictée par des raisons

profondément politiques. Il s'agissait tout d'abord d'infliger une défaite aux staliniens, et plus généralement, de montrer à tout le monde qu'il était désormais maître à 100 % de la situation. Quant aux facteurs qui ont abouti à cette suprématie complète du patronat dans le rapport des forces actuel, nous ne pouvons pas y revenir ici (1)..

Le mouvement des Assurances a donc abouti à un échec pour des raisons communes à tout le mouvement et non pour des raisons qui lui sont particulières. Il serait par exemple faux et artificiel de chercher ces raisons dans le fait qu'il s'agit d'un secteur relativement arriéré de la classe salariée. Cependant, bien qu'elle n'ait pas déterminé l'issue de la grève, cette arriération relative peut être décelée à travers la grève et, plus généralement, à travers l'attitude générale des employés face aux problèmes revendicatifs et syndicaux.

Nous avons vu plus haut comment se traduisait autrefois, du fait même de la structure et des formes de travail dans les Assurances le retard des employés par rapport aux secteurs avancés de la production et du prolétariat. Nous avons également vu que du fait de l'intégration des employés dans le système moderne d'exploitation — intégration très récente — ce retard tend à disparaître. Mais il s'agit là seulement d'une tendance et non d'un phénomène achevé.

---

(1) *V. dans le précédent numéro de « Socialisme ou Barbarie », les Notes sur les luttes revendicatives en France.*
Ainsi par exemple, le fait même que le nombre des syndiqués soit plus élevé qu'en 1936-39 dénote une tendance à s'organiser et à lutter. Mais en même temps se manifeste, de même que dans les secteurs avancés de la production (métallurgie par exemple), une certaine « désaffection syndicale » (aux AG Vie, le nombre des employés syndiqués en 1947 se situait aux environs de 450; maintenant, 300 à peine cotisent, cependant que de 1947 à 1950 le nombre des employés est passé de 700 à 650). Cette désaffection traduit une prise de conscience élémentaire du rôle de la bureaucratie syndicale. Mais, si les employés manifestent ainsi une volonté de lutte au travers des organismes syndicaux, si même ils soumettent implicitement à une critique ces organismes, il n'en reste pas moins qu'ils ne peuvent pas répondre à la question des perspectives à donner à cette lutte, et des formes d'organisation qui pourraient dépasser l'impasse syndicale.

Deux exemples que la grève elle-même a créés sont caractéristiques. Le premier est le débrayage du central mécanographique. Les gars arrêtèrent le boulot les premiers pour soutenir la revendication et pour manifester contre la lenteur des syndicats à déclencher l'action. Mais au moment où le représentant de la direction a voulu leur faire évacuer les lieux apparut le manque de perspectives du mouvement, plus précisément, le fait que les gars n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir de perspective ni d'orientation tant soit peu claire et précise. Les gars déclarèrent « qu'ils attendaient le retour des responsables syndicaux, — ceux-ci se trouvaient à une réunion régionale pour décider la grève — pour savoir ce que ces derniers allaient faire à ce sujet ». La contradiction entre la volonté de lutte et l'absence de perspectives à donner à cette lutte éclatent ici manifestement.

La même contradiction apparaît sur un plan plus élevé quand on compare la volonté de lutte de l'ensemble des employés de l'AG Vie, qui débrayèrent dans l'enthousiasme, à la presqu'unanimité, et élirent démocratiquement un comité de grève, avec le fait que ces mêmes employés et ce même comité de grève se livrèrent sans réserve — et pouvaient-ils d'ailleurs faire autrement ? — au Comité central de Grève de la corporation, c'est-à-dire aux bureaucrates syndicaux.

C'est précisément l'arriération de ce secteur qui donne une telle intensité à ces contradictions. Mais sous une forme ou une autre,

celles-ci apparaissent dans toutes les actions de toutes les catégories du prolétariat actuel. Elles peuvent, en général, se formuler ainsi : la volonté de lutte du prolétariat se heurte à la puissance de la bureaucratie, et, lors même qu'il commence à comprendre le rôle de cette dernière, le prolétariat ne parvient pas encore à créer les formes de lutte et d'organisation autonome qui lui permettront de l'en dégager. C'est cette recherche — qui n'est encore qu'à une phase négative — qui caractérisera les luttes ouvrières de la période qui vient.

Henri COLLET.

LE PROCES KALANDRA

Dans les premiers jours de juin s'est déroulé à Prague le procès des Treize, premier grand procès politique que connaisse la Tchécoslovaquie.

Les condamnations prononcées le 8 juin ont révolté de nombreux intellectuels en France, en Autriche, en Norvège. Des télégrammes ont été adressés au Président de la République tchécoslovaque pour qu'il renonce à exécuter la sentance frappant le principal accusé : Kalandra.

Pourquoi la peine de mort qui frappe Kalandra est-elle totalement inadmissible ? Pourquoi Kalandra fait-il figure de principal accusé ? Qui a lu la lettre ouverte de Breton à Eluard parue le 14 juin dans « Combat » comprend l'émotion soulevée par la condamnation à mort de Kalandra. Mais il ne suffit pas de savoir que Kalandra était un historien révolutionnaire de valeur, un intellectuel particulièrement ouvert, un déporté remarquablement courageux, il faut s'efforcer de comprendre le sens politique de ce procès. Il apparaît très clairement dès que l'on sait que la « Pravda », à la veille du procès, couvrait d'injures et de calomnies le « trotskyste Kalandra ».

Cette intervention flagrante du parti communiste russe laissait prévoir que le procès de Prague serait une réédition tchèque des procès de Moscou. En effet, les co-accusés ont été soigneusement choisis pour montrer qu'un révolutionnaire s'opposant à l'U.R.S.S. devient rapidement un agent de toutes les puissances réactionnaires. Six des accusés au moins sont

d'anciens membres du parti de Bénès qui ont reconnu être en liaison avec les ex-ministres socialistes nationaux émigrés; un autre serait l'espion d'une centrale internationale sise en Allemagne occidentale et l'on trouve même un militant du parti populiste, agent stipendié du Vatican. Allemagne occidentale et ses occupants, Vatican, émigrés tchécoslovaques, il ne manque que la Yougoslavie; pour la représenter dignement, les policiers staliniens ont trouvé un actionnaire de sociétés minières marié à une citoyenne yougoslave. Cela complète l'amalgame, et, comme les bureaucrates l'ont jugé réussi, ils s'en sont servis pour se débarrasser de deux sociaux-démocrates assez courageux pour s'opposer ouvertement à leur politique.

Ces douze co-accusés n'ont jamais rien eu de commun avec Kalandra, mais chacun d'eux est indispensable pour étayer un acte d'accusation soigneusement étudié en fonction des besoins de la politique stalinienne, et comme on craint de ne pas faire assez bien les choses dans les pays satellites, le procureur général a conclu avec une belle lourdeur que la critique de l'U.R.S.S. conduisait à l'espionnage aux dépens de sa patrie.

L'insistance mise à « démontrer » ce postulat prouve que la classe ouvrière tchécoslovaque murmure trop haut contre les exigences de Moscou. Il faut à tout prix effrayer les opposants les moins décidés, et pour cela on ne pouvait mieux trouver que Kalandra; fondateur de la section tchèque de la IV[e] Internationale, il avait rapidement abandonné la position trotskyste traditionnelle à l'égard de l'U.R.S.S. Ayant compris le processus de bureaucratisation de l'Etat soviétique, il le caractérisait comme un bureaucratisme d'Etat. L'isolement relatif dans lequel vivait la Tchécoslovaquie ne lui avait pas permis de préciser complètement ses positions, mais il comprenait que les U.S.A. s'étaient engagés, eux aussi, dans la voie de la bureaucratisation et que seule la lutte révolutionnaire indépendante de la classe ouvrière pouvait apporter une solution aux problèmes mondiaux. Il apparaissait donc, dans le domaine théorique, comme l'opposant le plus résolu à l'U.R.S.S. Comme il était épuisé physiquement par six années de camp de concentration en Allemagne, il était relativement facile de lui faire avouer tous les crimes imaginables. Il constituait donc une belle prise pour la police stalinienne et il n'est pas étonnant que le tribunal suprême de Prague ait condamné à mort Kalandra.

Jean LEGER.

Achevé d'imprimer sur les Presses de la S.L.I.M., 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10e)
le 1er Août 1950. Dépôt légal : 3e trimestre 1950.

SOMMAIRE

Le Stalinisme en Allemagne Orientale, par Hugo BELL 1

Machinisme et Prolétariat, par Philippe GUILLAUME.. 46

DOCUMENTS :

La Reconstruction de la Société, par Ria STONE 67

La vie de notre Groupe : Déclaration politique 82

NOTES :

La situation internationale : Corée, fin de la « guerre froide » 95

La grève aux Assurances 103

Le procès Kalandra 110

SOCIALISME OU BARBARIE

A PARAITRE
AUX PROCHAINS NUMEROS

La Guerre et notre Epoque (suite)

●

A propos des derniers écrits
de Trotsky

●

L'évolution de l'Impérialisme
depuis Lénine

●

Le travaillisme britannique

●

Bureaucratie
et question coloniale

100 francs

Le Gérant : G. ROUSSEAU